



HAL
open science

Communication et enjeux de légitimité d'un groupe d'intérêt : l'exemple de la campagne " Les Jeunes font la Présidentielle " initiée par le Forum Français de la Jeunesse (FFJ)

Jade François

► To cite this version:

Jade François. Communication et enjeux de légitimité d'un groupe d'intérêt : l'exemple de la campagne " Les Jeunes font la Présidentielle " initiée par le Forum Français de la Jeunesse (FFJ). Sciences de l'information et de la communication. 2017. dumas-01723094

HAL Id: dumas-01723094

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01723094v1>

Submitted on 5 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Université Paris-Est Créteil Val de Marne
UFR des Lettres et sciences humaines
Département de communication politique et publique

**Communication et enjeux de légitimité d'un groupe d'intérêt :
l'exemple de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle »
initiée par le Forum Français de la Jeunesse (FFJ)**

Mémoire de Master de Communication politique et publique en France et en Europe

Mémoire présenté par Jade FRANÇOIS

Sous la direction d'Alice KRIEG-PLANQUE

Stage effectué au sein de l'association le Forum Français de la Jeunesse (FFJ)

Promotion 2016-2017 – Session septembre 2017

Remerciements

En premier lieu, je tiens à remercier l'équipe salariale et les représentants du Forum Français de la Jeunesse, avec lesquels j'ai passé une année formidable et très enrichissante. Merci également aux salariés et permanents nationaux du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne pour m'avoir si bien accueillie dans leurs locaux et initiée à la pensée complexe de Rob Breznsy. Un merci tout particulier à ma maîtresse de stage, pour sa bienveillance, sa confiance et sa jovialité.

En outre, je voudrais remercier chaleureusement ma directrice de mémoire, Madame Alice Krieg-Planque, pour sa disponibilité tout au long de l'année, ses conseils avisés et son écoute. Son aide m'a été précieuse, tant pour le cadrage de mon sujet que pour la constitution de ma bibliographie. Sa métaphore du « chaos » m'a accompagnée (et rassurée, de manière assez paradoxale) pendant toute la phase de recherche de ce mémoire.

J'aurai également un mot pour mes camarades de la géniale promotion 2015-2017 du Master et plus particulièrement pour Camille, Agathe Bonamour, Lucie, Marine, Megane et Youssara, parce qu'elles ont par leur présence et leur humour enchanté mes deux dernières années d'études.

Enfin, je remercie tous ceux et toutes celles qui m'ont soutenue, de près ou de loin, pour la rédaction de ce mémoire. Un grand merci à mes parents, tout particulièrement à mon père pour avoir sauvé mon ordinateur (et mon mémoire avec !) d'une mort par noyade, ma sœur et mes amis.

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	4
Introduction	7
Chapitre I : Des jeunes pour représenter « la » jeunesse : la construction d'un espace de non-mixité choisi	13
1. Doit-on parler de « la » ou « des » jeunesse(s) ? Une catégorie de la population difficile à appréhender dans l'action publique	14
La jeunesse, une période transitionnelle entre deux âges de la vie	14
La jeunesse n'est qu'un mot	14
La théorie des deux jeunesses : une polarisation sociale et idéologique de plus en plus marquée	15
Une catégorie d'analyse valide pour le sociologue ?	16
État des lieux de la situation des jeunes en France	17
Une crise de confiance des jeunes à l'égard des institutions	18
L'évolution des formes d'engagements des jeunes	20
L'échec des politiques publiques françaises en matière de jeunesse	21
Le recours à la participation en réponse à une urgence sociale	22
2. Le rôle de l'État dans la structuration du Forum Français de la Jeunesse en tant que groupe d'intérêt	24
Une structure d'opportunité politique favorable à la création d'un conseil représentatif de la jeunesse	24
Une relation d'échange	27
Les bénéfices de la création du Forum Français de la Jeunesse pour l'État	28
<i>La structuration d'une « parole jeune » au service d'un idéal de démocratie représentative</i>	28
<i>Le renforcement de la capacité d'expertise de l'État</i>	30
Les rétributions offertes par l'État au Forum Français de la Jeunesse	33
<i>La reconnaissance institutionnelle : l'accès aux processus d'élaboration des politiques publiques</i>	33
<i>Une rétribution financière et matérielle</i>	35
3. La nécessaire émergence d'un espace de représentation des jeunes par eux-mêmes	37
Réflexions sur la non-mixité choisie	37
<i>Une matrice idéologique et des référentiels communs</i>	38
<i>Un espace de formation et d'émancipation</i>	38
<i>Un lieu où les victimes de domination peuvent s'organiser entre elles</i>	39
Aux origines de l'adhésion des organisations membres du Forum Français de la Jeunesse	40
<i>Structurer une « parole jeune » et repenser les moyens de participation de la jeunesse</i>	40
<i>Gagner en légitimité et en visibilité auprès des décideurs</i>	41
<i>Sortir de sa « bulle » en rencontrant d'autres organisations</i>	42
<i>Dépasser les clivages pour faire « mieux que les aînés »</i>	44
<i>Le Forum Français de la Jeunesse comme « bouclier »</i>	44

Chapitre II : Un contexte marqué par des tensions internes et un fort enjeu de visibilité dans une « arène » publique concurrentielle 46

1. La représentativité du Forum Français de la Jeunesse remise en question 47

Analyse du Communiqué de presse annonçant le départ des Jeunes Républicains	47
Le Forum Français de la Jeunesse en proie à une profonde crise interne	49
<i>La crainte de l'instrumentalisation</i>	49
<i>La crainte de l'absorption</i>	50
<i>La crainte de la politisation</i>	50
<i>Des jeux d'influences au sein des collègues</i>	50
<i>L'opacité du Comité d'Animation</i>	51
Qui sont les porte-paroles ? Analyse des profils des intermédiaires de l'interaction entre jeunes et décideurs ...	53
<i>Le « profil-type » des représentants du Forum Français de la Jeunesse</i>	53
Le Forum Français de la Jeunesse, porte-parole légitime de la jeunesse ou des organisations de jeunes ?	56

2. Le Forum Français de la Jeunesse, un acteur de la contestation modéré ? 60

Le « militantisme institutionnel » du Forum Français de la Jeunesse	61
Un facteur structurel à l'origine de la modération du Forum Français de la Jeunesse	64
La recherche du consensus	65
Étude de cas (1) : la réaction du Forum Français de la Jeunesse à l'annonce du projet de Loi Travail	67
Un acteur « constructif » plutôt qu'un espace de contestation	67
Étude de cas (2) : Réflexions sur le choix de l'appellation « avis » par le Forum Français de la Jeunesse	69
Une mise en forme technique pour dépolitiser les enjeux	69

3. La professionnalisation de la communication pour colmater une crise interne et restaurer la crédibilité 71

La lutte pour la visibilité dans l'arène publique	72
Les enjeux officiels et officieux de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle »	73
La professionnalisation de la communication comme solution à une crise interne	76

Chapitre III : Renouveler sa légitimité en tant que groupe d'intérêt par l'usage de la communication : le cas de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » 79

1. La mise en scène de l'équilibre transpartisan du Forum Français de la Jeunesse, clé de voûte de sa légitimité dans l'espace public 80

L'équilibre des forces internes du Forum Français de la Jeunesse	81
La recherche de la neutralité	85
Cas d'étude : analyse du site web participatif « Bouscule la politique »	86
Le gommage des traces de conflictualité en interne : la question du Front National dans la campagne	88

2. Une campagne participative pour sortir de l'entre-soi et se rendre plus accessible aux jeunes	94
La valorisation de la proximité par les politiques : une forme de légitimation de soi	95
Quelle place pour les organisations de jeunes dans ce défi de proximité ?	96
L'élaboration d'une campagne participative pour matérialiser la capacité du FFJ à mobiliser la jeunesse	98
3. Les limites de la campagne : un symptôme de la difficulté du Forum à exister en tant que groupe d'intérêt ?	103
Un flou persistant sur la vocation du Forum Français de la Jeunesse	103
Cas d'étude : l'initiative « 2017 pas sans les jeunes »	105
Des rivalités au sein du Forum qui nuisent à son développement	107
La division du travail au sein du Forum Français de la Jeunesse	111
Cas d'étude : la production d'un Communiqué de presse au Forum Français de la Jeunesse	111
L'analyse des trajectoires des agents intervenus dans la production du communiqué	112
<i>La Déléguée Générale</i>	112
<i>Le co-responsable du Comité d'Animation et les représentants des membres</i>	113
<i>La Chargée de communication</i>	113
Une forme de gouvernance hybride	114
Conclusion	118
Bibliographie	123
Sommaire des annexes	129
Annexes	130

Introduction

Lors de sa création en 2012, le Forum Français de la Jeunesse (FFJ), association rassemblant dix-neuf organisations dirigées par des jeunes de moins de trente ans, a été immédiatement adoubé par la Ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, Valérie Fourneyron. Cette dernière a salué le lancement d'une « très belle initiative » et rappelé que le Président de la République, François Hollande, avait fait de la jeunesse la priorité de son quinquennat.

La création du Forum Français de la Jeunesse est intervenue à la suite de la suspension du Conseil National de Jeunesse (CNJ). Le FFJ s'est alors présenté comme un espace de représentation des jeunes par eux-mêmes au niveau national, mais également d'échanges et de travail sur les enjeux qui traversent la société et touchent les jeunes au quotidien. Regroupant des organisations de natures diverses (associatives, partisanes, mutualistes, étudiantes ou encore syndicales), transpartisan, le Forum s'est fixé l'objectif de porter la parole d'une génération « *qui a du mal à se faire une place dans le monde du travail et dans les divers lieux de représentation* »¹.

Très vite, le Forum Français de la Jeunesse s'est doté d'une solide expertise sur la thématique jeunesse, et le plaidoyer est progressivement devenu l'une de ses activités principales. En effet, pendant ses cinq ans d'existence, le FFJ a produit six « avis » (ensemble de constats et de propositions sur des thèmes de société qui touchent les jeunes), qu'il a portés auprès des pouvoirs publics. Aujourd'hui, le Forum est un acteur incontournable dans l'élaboration des politiques de jeunesse.

En cela, le Forum Français de la Jeunesse n'est plus uniquement un « forum », donc un lieu de rencontres et d'échanges entre organisations de jeunes ; il constitue également un « groupe d'intérêt ». Nous retenons ici la définition proposée par Michel Offerlé dans son ouvrage *Sociologie des groupes d'intérêt* (1998) :

« [Les groupes d'intérêt sont] des groupements et regroupements de représentation, durables ou ponctuels, que leur porte-parole font agir pour promouvoir, à titre principal ou accessoire, la défense d'intérêts sociaux, de quelque nature que ce soit, dans un débat permanent sur la

¹ C'est ce que l'on peut lire sur la page d'accueil de son site Internet : <http://forumfrancaisjeunesse.fr/>

délimitation et la division du travail de représentation politique avec les porte-parole des partis politiques. »²

Problématique

Ce mémoire se propose d'analyser le processus d'auto-légitimation par lequel le Forum Français de la Jeunesse justifie et entretient « *la double croyance en l'existence (et en l'importance) de l'intérêt et du groupe représenté et de la bonne représentation qu'[il] en fournit* »³. En effet, en proie à de grandes difficultés financières, menacé par une alternance du pouvoir politique et plongé dans une profonde crise interne suite aux départs successifs de trois organisations membres qui constituaient son « aile droite » ; il s'agira de montrer comment, par sa stratégie de communication, le Forum Français de la Jeunesse s'est employé à se (re)crédibiliser, à la fois aux yeux des décideurs mais également auprès de ses propres adhérents.

Profitant de la fenêtre d'opportunité politique offerte par les élections présidentielles 2017, le Forum a lancé une grande campagne de communication dont les objectifs étaient multiples. Officiellement : informer et sensibiliser les jeunes sur l'engagement et la participation, mettre la thématique jeunesse à l'agenda et faire en sorte que les programmes des candidats intègrent des propositions élaborées par des jeunes. Officieusement : se prouver et montrer aux pouvoirs publics ainsi qu'aux autres acteurs du champ de la jeunesse qu'il était toujours légitime dans son rôle de représentation de la jeunesse et apte à défendre les intérêts de tous les jeunes.

Annonce du plan

Dans un premier temps, nous interrogerons la validité de la catégorie « jeunesse » pour l'analyse sociologique et nous dresserons un portrait non exhaustif des conditions de vie des jeunes en France. Nous verrons que la précarisation de cette classe d'âge (due aux échecs consécutifs des politiques publiques de jeunesse depuis plusieurs dizaines d'années), les stigmatisations dont elle fait l'objet ainsi que sa faible représentation dans l'espace public ont provoqué la défiance croissante d'une partie des jeunes à l'égard des institutions et du système de la Ve République. C'est ainsi que le paradigme participatif s'est de nouveau

² OFFERLÉ, Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1998, 158 p., voir p. 37

³ Ibid., voir p. 68

imposé comme une « urgence sociale » pour l'élaboration des politiques jeunesse ; et que la formation d'un espace de non-mixité et pluraliste, le Forum Français de la Jeunesse, est apparu comme une nécessité pour diverses organisations de jeunes ainsi que pour les pouvoirs publics. En effet, la volonté de l'État de s'adresser à un interlocuteur jeunesse et de structurer une « parole jeune » dans la société a convergé avec un besoin de plusieurs organisations de jeunes de disposer d'un espace de coordination pour échanger et travailler ensemble. Nous expliquerons donc comment l'État a contribué à la création et à la structuration du FFJ en lui apportant des ressources matérielles et symboliques ; se créant par la même occasion un interlocuteur disposant du monopole de la représentation dans le domaine de la jeunesse ainsi que des compétences techniques sur cette question.

Ensuite, nous verrons comment la représentativité du Forum Français de la Jeunesse a été remise en question, principalement par ses membres, suite aux départs de plusieurs organisations de droite. N'arrivant pas à se mettre d'accord sur le périmètre de parole du FFJ, reprochant au Comité d'Animation un manque de transparence et craignant une instrumentalisation du Forum par le gouvernement, plusieurs représentants ont exprimé leurs doutes quant à la capacité effective du FFJ à porter la parole de l'ensemble de la jeunesse ainsi qu'à produire un plaidoyer efficace. Comme nous le montrerons, la crédibilité du Forum est d'autant plus questionnée que ses représentants sont tous membres du bureau de leur propre association, il s'agit donc de professionnels de l'engagement et/ou du militantisme. Ainsi, ils forment entre eux une sorte d'élite, et si leur profil leur permet de maîtriser les « codes » et d'être à l'aise dans leurs interactions avec les décideurs, il s'éloigne de ceux des personnes qu'ils sont chargés de représenter.

À quelques mois des élections présidentielles et alors que de nombreux jeunes se mobilisent dans le mouvement social contre la Loi Travail, la pertinence de l'existence d'un espace comme le Forum Français de la Jeunesse semble perdre de son évidence. L'usage de la négociation avec les administrateurs publics et la démarche de compromis préconisée au sein du FFJ, entre ses organisations membres, tendent à faire de lui un acteur consensuel plutôt qu'un pivot de la contestation des jeunes. C'est dans ce contexte que huit membres du Forum vont décider de fonder une « inter-orgas » pour radicaliser la lutte contre le projet de loi. Pour pallier à cette crise interne sans précédent, regagner la confiance de ses membres et restaurer sa crédibilité dans l'espace public, le Forum Français de la Jeunesse va donc s'engager dans la professionnalisation de sa communication.

Dans le dernier chapitre de ce mémoire, nous nous proposons d'analyser les différentes stratégies utilisées par le Forum Français de la Jeunesse dans son entreprise d'auto-légitimation. Nous verrons comment le FFJ a mis en scène, dans un jeu de métonymie, sa capacité quasi « physique » à représenter les jeunes (en tant qu'organisation composée exclusivement de jeunes de moins de trente ans) ; mais également comment il s'est employé à préserver son image pluraliste en effaçant les traces de conflictualités vécues en interne, ou encore, par l'attention portée au traitement équitable des candidats à la présidentielle. Nous expliquerons enfin comment, par la mise en œuvre d'une campagne citoyenne et participative, le FFJ a cherché à sortir de son entre-soi pour démontrer sa capacité de mobilisation et illustrer sa proximité avec des « vrais jeunes » sur le terrain ; ses qualités de tête de réseau et d'expert jeunesse ne suffisant plus à justifier son rôle de porte-parole dans un contexte où les jeunes désinvestissent massivement ce type d'organisations.

Pour conclure, nous analyserons les freins rencontrés durant la campagne et nous les mettrons en perspective avec la difficulté pour le Forum Français de la Jeunesse d'exister en tant que groupe d'intérêt catégoriel, et non plus uniquement en tant que forum. Le flou persistant autour de la définition de ses missions, les rivalités dont il fait l'objet ainsi que le manque d'investissement d'une partie de ses bénévoles sont autant d'obstacles qui nuisent à son développement et à sa capacité à avoir une voix forte dans l'arène publique.

Champ de recherche

Ce mémoire s'inscrit dans le champ des sciences de l'information et de la communication (SIC), qui ont pour particularité d'envisager le processus communicationnel comme un processus social et s'intéressent donc non seulement aux pratiques, mais également aux valeurs et aux médiations entre les acteurs de l'information et de la communication dans l'univers social. À ce titre, elle entretient des relations interdisciplinaires importantes. Afin de saisir les enjeux à l'œuvre au sein du Forum Français de la Jeunesse et de sa campagne de communication, il nous a donc fallu dans ce mémoire emprunter à d'autres champs de recherche tels que la sociologie, la science politique ou encore à l'analyse du discours.

Présentation du corpus et méthodologie

Ce mémoire repose sur un corpus bibliographique composé principalement d'ouvrages, d'articles scientifiques et de rapports dont l'étude nous a apporté des éléments définitionnels et un matériau riche pour la mise en perspective de notre sujet.

Ainsi, la bibliographie de ce mémoire nous a procuré des éléments de réflexion quant à la pertinence de l'usage de la « jeunesse » comme catégorie d'analyse sociologique et d'action publique, nous a renseigné sur l'état de cette classe d'âge en France ainsi que sur l'évolution de ses modes de participation à la vie de la Cité. L'étude de ce corpus nous a également permis de mieux saisir les enjeux relatifs à la dynamique d'institutionnalisation des groupes d'intérêt, à la pratique du plaidoyer et à l'usage de la négociation comme répertoire d'action collective. Enfin, il nous a éclairé sur les concepts de représentation et de légitimité, et nous a été utile pour comprendre les étapes qui participent au processus de construction des problèmes publics et leur lutte pour la visibilité dans l'arène publique.

En outre, nous avons mené dans le cadre de ce mémoire huit entretiens semi-directifs avec la Déléguée Générale du Forum Français de la Jeunesse, mais également avec différents membres de l'équipe bénévole. Afin d'avoir le panel le plus représentatif possible, nous avons interrogé des représentants issus des collèges associatifs, lycéens et partisans, des membres titulaires ou suppléants, siégeant au Comité d'Animation (l'équivalent du bureau de l'association - voir *l'organigramme de l'association en annexes, p. 130*) ou non et dotés de plus ou moins d'ancienneté au sein de la structure. Nous avons également réalisé un entretien avec un consultant en agence d'étude et conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse. Il nous faut ici préciser que l'identité de tous les enquêtés a été remplacée par des prénoms fictifs.

Malheureusement, les conditions et le temps de travail impartis pour ce mémoire ne nous ont pas permis de diversifier davantage nos sources. Nous regrettons en ce sens de n'avoir pu nous entretenir avec un représentant du collège étudiant au FFJ. Nous aurions également souhaité rencontrer un membre issu de l'une des associations ayant choisi de quitter le Forum, un autre acteur de représentation nationale des jeunes ou encore un membre de la Direction Interministérielle à la Jeunesse pour compléter notre analyse.

Mis à part ces entretiens, notre méthodologie comprend également une observation participante au sein de l'association le Forum Français de la Jeunesse. En effet, pendant près d'un an, nous avons suivi activement les actions menées par cette organisation dans le cadre de sa campagne « Les Jeunes font la Présidentielle », assisté aux différents comités de pilotage stratégiques ainsi qu'aux processus de décisions du Forum ; ce qui nous a permis de recueillir de nombreuses informations. Dans ce contexte, nous avons pu également nous appuyer sur des sources documentaires internes à l'organisation.

Chapitre I : Des jeunes pour représenter « la » jeunesse : la construction d'un espace de non-mixité choisi

Dans les premières lignes de son article « Précarité et entrées dans la vie » (1984), Olivier Galland⁴ met en garde les sociologues quant à l'usage de la catégorie « jeunesse » comme une catégorie d'analyse « naturelle » ; rappelant que cette notion, qui appartient au langage courant, est en réalité un concept dont la pertinence nécessite d'être interrogée :

« La « jeunesse », catégorie floue et ambiguë, offre au sociologue tous les pièges du sens commun tant ce terme fait partie du discours courant qui, en naturalisant une classe d'âge à laquelle sont socialement assignées des qualités spécifiques et parfois contradictoires — de la souplesse d'adaptation à la virulence contestataire — en vient, comme le remarquait P. Bourdieu, à « subsumer sous un même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun ». [...] Comment, dans ces conditions, définir la « jeunesse » ? Faut-il renoncer à construire cette catégorie comme catégorie sociologique ? La jeunesse n'est-elle, pour paraphraser P. Bourdieu, qu'un « mot », auquel cas la sociologie de la « jeunesse » se réduirait à l'analyse idéologique des conditions d'apparition au langage commun d'un concept presque totalement dépourvu de consistance morphologique ? »

La démarche réflexive préconisée par Olivier Galland nous a semblé indispensable pour entamer ce mémoire. Au cours de cette première partie, nous proposerons donc des éléments de réponse aux questions suivantes : les jeunes forment-ils réellement un groupe social homogène ? La catégorie « jeunesse » n'est-elle qu'un pur artefact, comme certains sociologues l'affirment ? Y-a-t-il plusieurs jeunesse ? Notre réflexion se nourrira des débats qui ont animé et continuent d'animer épisodiquement le champ de la sociologie de la jeunesse ; mais également de données statistiques qui nous permettront de dresser un portrait non-exhaustif des conditions de vie des jeunes en France. Nous verrons que l'impuissance des décideurs à répondre aux maux de la jeunesse depuis trente ans a provoqué chez une partie de celle-ci un sentiment de rejet à l'égard des institutions, de la classe politique et des modes d'engagement traditionnels. Face à cette crise de la participation et de la représentation des jeunes, qui constitue une menace pour la légitimité de la V^e République et pour la paix sociale, le « paradigme participatif » et la co-construction des politiques jeunesse par les jeunes et les décideurs resurgit comme un moyen de restaurer une confiance érodée.

⁴ GALLAND, Olivier, « Précarité et entrées dans la vie », in *Revue française de sociologie*, 1984, 25-1. p. 49-66, voir p. 49

1. Doit-on parler de « la » ou « des » jeunesse(s) ? Une catégorie de la population difficile à appréhender dans l'action publique

La jeunesse, une période transitionnelle entre deux âges de la vie

C'est avec les travaux pionniers du sociologue américain Talcott Parsons, au début des années 1940, qu'apparaissent les premières approches sociologiques sur la jeunesse. Dans un article publié dans l'*American sociological review*, Parsons livre une analyse culturelle de la jeunesse⁵ : selon lui, la jeunesse se manifeste comme un mode de vie qui résulte de tensions avec les adultes. De manière générale, pour le courant des fonctionnalistes américains, la jeunesse correspond à l'apprentissage de la conformité à un rôle social. En France, ce sera Edgar Morin qui, dans les années 1960, proposera une analyse sociologique de la culture juvénile.

En 1990, Olivier Galland émet une nouvelle hypothèse selon laquelle la jeunesse constitue une phase normale de la vie, visant à préparer l'accès aux rôles adultes. Cette définition de la jeunesse insiste moins sur la différenciation culturelle de cette période de la vie que sur sa spécificité sociologique du point de vue de l'organisation du cycle de vie. D'après Olivier Galland, les chercheurs avaient jusque-là surestimé la singularité de la jeunesse, la présentant comme une parenthèse romantique dans l'organisation normale du cycle de vie ; alors que cette dernière constituait plutôt une continuité entre deux âges de la vie. Cette conception de la jeunesse comme séquence de la trajectoire biographique où s'opère le double passage de l'école à la vie professionnelle et de la famille d'origine à la famille de procréation s'est aujourd'hui largement répandue.

La jeunesse n'est qu'un mot

Au cours d'un entretien avec Anne-Marie Métailié, Pierre Bourdieu (1978) a quant à lui développé la thèse selon laquelle les divisions entre les âges sont arbitraires. En effet, le sociologue défend l'idée que la jeunesse, tout comme la vieillesse, ne sont pas des données mais sont construites socialement. En cela, la frontière entre jeunesse et vieillesse constituerait

⁵ PARSONS, Talcott, « Age and Sex in the Social Structure of the United States », *American Sociological Review*, Vol. 7, No. 5, 1942, p. 604-616, cité dans GALLAND, Olivier, « Adolescence, post-adolescence, jeunesse : retour sur quelques interprétations », *Revue française de sociologie*, Vol. 42, No. 4, 2001, p. 611-640

un enjeu de lutte dans toutes les sociétés. Selon Bourdieu, « *les classifications par âge (mais aussi par sexe ou, bien sûr, par classe...) reviennent toujours à imposer des limites et à produire un ordre auquel chacun doit se tenir, dans lequel chacun doit se tenir à sa place.* »⁶

En 2001, Gérard Mauger explicite la théorie de Pierre Bourdieu :

« Dans la division logique entre jeunes et vieux, il est, en effet, question de pouvoir, « de division (au sens de partage) des pouvoirs » : d'où les « stratégies de jувénisation » mises en oeuvre par les détenteurs contre des prétendants « sans expérience » et les « stratégies d'obsolescence » mises en oeuvre par les prétendants contre des détenteurs « dépassés ». « De même que la vieillesse donne des hochets à la jeunesse, pour la maintenir en état de jeunesse, de même la jeunesse donne des médailles à la vieillesse pour l'encourager à céder la place », écrit Jean-Claude Chamboredon. »⁷

D'après Pierre Bourdieu, parler des jeunes comme d'une unité sociale et d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs en raison d'une donnée biologique (l'âge), est une « manipulation évidente ». Cette manipulation consiste à ranger derrière le même mot des réalités, des univers qui n'ont pratiquement rien de commun. Bourdieu pose alors la question de la validité épistémologique de la catégorie « jeunesse ». Le sociologue appelle au minimum à analyser des différences entre « *les* jeunesses, ou, pour aller vite, entre les *deux* jeunesses. » Ces « deux jeunesses » représentent pour Bourdieu les deux pôles, les deux extrêmes d'un espace de possibilités offertes aux « jeunes ».

La théorie des deux jeunesses : une polarisation sociale et idéologique de plus en plus marquée

Pour une partie des sociologues, le terme « la jeunesse » est un abus de langage qui tend à dissimuler la diversité des conditions de vie des jeunes en les regroupant sous un même nom. Dans son article « Qu'est-ce que la jeunesse ? » (2012), Bernard Roudet écrit la chose suivante :

« L'unité de la jeunesse française [est] de moins en moins avérée. L'écart s'accroît entre deux jeunesses, dont l'une, minoritaire mais exclue de l'éducation et de la culture, se révèle beaucoup plus radicale et plus critique dans ses représentations de la société. Moins engagée socialement et moins active politiquement, plus détachée des valeurs universalistes et humanistes de tolérance, d'ouverture sur le monde et sur autrui, cette jeunesse ne partage pas les valeurs collectives d'une société qui tend à l'exclure. »⁸

⁶ Entretien avec MÉTAILLIÉ Anne-Marie, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978, p. 520-530. Repris in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984. Ed. 1992, p.143-154

⁷ MAUGER, Gérard, « La jeunesse n'est qu'un mot. » A propos d'un entretien avec Pierre Bourdieu. In *Agora débats/jeunesses*, 26, 2001, p. 137-142, voir p. 141

⁸ ROUDET, Bernard. « Qu'est-ce que la jeunesse ? », *Après-demain*, vol. n ° 24, nf, no. 4, 2012, p. 3-4, voir p. 4

Olivier Galland, dans le rapport de l'Observatoire de la Jeunesse publié en 2012⁹, a validé cette thèse selon laquelle la jeunesse est de moins en moins homogène tant le diplôme devient un facteur clivant de la réussite des parcours individuels. Le sociologue soulève également la dynamique cumulative des inégalités. En effet, différents facteurs interagissent tels que l'origine sociale, le genre, le diplôme, mais aussi le territoire, l'espace de vie. Dans un article publié en 2007, Galland observait déjà ce phénomène et expliquait que la polarisation sociale de la jeunesse se doublait d'une polarisation idéologique quant à la manière dont les jeunes se représentent la société¹⁰. Il a développé cette question avec Bernard Roudet dans leur ouvrage *Une jeunesse différente? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans* (2012) :

« Si le clivage entre les générations s'est globalement atténué, le clivage intragénérationnel, au sein de la jeunesse, s'est quant à lui creusé en fonction des atouts de départ, et notamment des atouts scolaires. Les jeunes qui disposent des plus faibles ressources rencontrent des difficultés grandissantes à construire leur place dans la société. On en voit les effets sur le plan des valeurs. Ces jeunes ont un moindre sentiment d'appartenance à la société, et ils en contestent plus souvent les fondements et notamment les fondements démocratiques. Il y a là un risque de fracture grave, tant au sein de la jeunesse qu'à l'intérieur même de la société. »¹¹

Une catégorie d'analyse valide pour le sociologue ?

Si nous considérons que l'écueil essentialiste qui confère à la jeunesse des traits naturels et immuables n'est pas viable sur le plan scientifique, nous refusons pour autant de croire que la jeunesse ne constitue qu'une catégorie idéologique, une illusion qui ne correspondrait à aucune réalité sociale effective. Nous souscrivons à la thèse des « deux jeunesses » évoquée ci-dessus, néanmoins nous estimons que cette catégorie d'analyse reste pertinente pour l'analyse sociologique. Dans cette optique, nous choisissons de retenir la définition proposée par Bernard Roudet (2012)¹², qui nous semble une bonne synthèse des différents débats qui traversent le champ de la sociologie de la jeunesse :

« La jeunesse est à la fois âge et passage : elle constitue un âge de la vie marqué par le passage de l'adolescence vers l'âge adulte. Âge des possibles et des expérimentations, âge des engagements et des choix, la jeunesse est une période d'apprentissage des responsabilités, d'accès à l'indépendance matérielle et de construction identitaire de l'autonomie. Les rythmes et les caractéristiques de ce processus complexe sont variables selon les différents domaines qui concourent à définir les statuts et les rôles adultes. En

⁹ LABADIE, Francine (dir.), *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2012*, Paris, La Documentation Française, 2012, 240 p.

¹⁰ GALLAND, Olivier, « Une polarisation de la jeunesse française », in *Revue de l'OFCE*, n°72, 2000, p. 221-228

¹¹ GALLAND Olivier et ROUDET Bernard (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation Française, coll. « Hors collection », 2012, 276 p., voir p. 260

¹² ROUDET, Bernard. « Qu'est-ce que la jeunesse ? », *Après-demain*, vol. n° 24, nf, no. 4, 2012, p. 3-4, voir p.3

même temps, la jeunesse est l'âge des classements sociaux et de la confrontation aux inégalités sociales. La jeunesse ne forme pas un ensemble homogène : elle est traversée par des différenciations sociales, liées tout particulièrement aux inégalités en matière de niveau d'études et de qualification. »

Nous ajouterons à cela la prégnance des inégalités territoriales, des inégalités de genre et des inégalités en fonction des origines sociales.

État des lieux de la situation des jeunes en France

L'un des phénomènes frappant, sur lequel tous les sociologues de la jeunesse s'accordent, est la généralisation du processus d'« allongement de la jeunesse » en raison de la prolongation de la scolarisation et des difficultés d'insertion professionnelle. Ainsi, si la classe d'âge des 15-24 ans a longtemps été retenue pour délimiter cette période de la vie (elle l'est encore dans divers sondages ou enquêtes), l'INSEE a repoussé la borne supérieure de cette périodisation aux 15-29 ans. Ce phénomène d'allongement de la jeunesse est principalement le fruit d'une forte précarisation de cette classe d'âge.

Selon le Conseil économique, social et environnemental (CESE) près de deux millions de personnes âgées de 18 à 29 ans vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015¹³. En effet, le taux de chômage des jeunes a été multiplié par 3,5 depuis ces quarante dernières années et il a atteint 24,6 % de la population active en 2016 pour les moins de 25 ans, selon les données de l'OCDE. Le chômage frappe beaucoup plus durement les jeunes sans diplôme ou seuls titulaires du Bac, CAP ou BEP, comme le montre le tableau p. 18.

Dans son rapport, l'Observatoire de la Jeunesse (2012)¹⁴ écrit à ce sujet :

« L'absence de diplôme se traduit souvent par une mise à l'écart récurrente du marché du travail, voire pour certains par une éviction durable de l'emploi ainsi que le révèle la mise au jour du phénomène NEET, jeunes ni en emploi, ni en formation, mais chômeurs et inactifs. Ces 15 % de jeunes de 15 à 29 ans sont ainsi exposés à un risque élevé de pauvreté permanente, voire d'exclusion sociale. Pour les jeunes diplômés, le principal effet de la crise n'est pas tant l'allongement de la période d'insertion professionnelle avant stabilisation dans l'emploi que la dégradation de la qualité de l'emploi. L'emploi temporaire progresse et concerne même les jeunes les mieux diplômés. »

¹³ DULIN, Antoine, *Sécuriser les parcours d'insertion des jeunes*, Avis du Conseil économique, social et environnemental, Les éditions des journaux officiels, Paris, 2015, cité dans NABLI Bélig et NAVES Marie-Cécile, *Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes*, rapport de France Stratégie, Paris, 2015, 80 p., voir p. 16

¹⁴ LABADIE, Francine (dir.), *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'observatoire de la jeunesse 2012*, Paris, La Documentation Française, 2012, 240 p., voir p. 48

Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2016

en %

Niveau de diplôme	Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale	Sortis depuis 11 ans ou plus de formation initiale	Ensemble
Sans diplôme, CÉP, brevet	52,4	36,1	14,7	17,9
Bac, CAP, BEP	25,5	16,0	8,0	10,7
Bac + 2 ou plus	11,0	5,5	4,3	5,7
Ensemble	19,8	12,5	8,0	10,1

Lecture : en 2016, 11,0 % des personnes actives âgées de 15 ans ou plus, ayant un diplôme de niveau bac + 2 ou plus et ayant achevé leur formation initiale depuis 1 à 4 ans sont au chômage.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Dans ce contexte, les jeunes Français (de 18-25 ans), et en premier lieu les plus démunis, développent le sentiment d'être une « génération sacrifiée »¹⁵. Comme l'explique le rapport « Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes » (2015) de France Stratégie¹⁶, les formes de désengagement et d'engagements de la jeunesse sont ainsi nourries par une crise de confiance qui repose en partie sur une situation de forte insécurité sociale.

Une crise de confiance des jeunes à l'égard des institutions

Dans son rapport, France Stratégie soulève le phénomène « d'érosion de la confiance politique » auquel est confronté la V^e République. En effet, en 2012, seuls 15 % des 18-29 ans affirmaient avoir confiance dans l'institution gouvernementale¹⁷. Aussi, en 2014, 42 % des 18-25 ans avaient une image négative ou très négative des hommes politiques¹⁸. En France, cette prise de distance avec la vie politique « officielle » et le système représentatif se traduit par la faiblesse du niveau de participation des jeunes lors des rendez-vous électoraux. En effet, même si le phénomène abstentionniste concerne l'ensemble du corps électoral, il s'avère plus élevé chez les jeunes.

¹⁵ Rapport d'enquête de l'Anacej (2014), Les jeunes et le vote, cité dans NABLI Bélih et NAVES Marie-Cécile, *Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes*, rapport de France Stratégie, Paris, 2015, 80 p., voir p. 41

¹⁶ NABLI Bélih et NAVES Marie-Cécile, *Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes*, rapport de France Stratégie, Paris, 2015, 80 p., voir p. 16

¹⁷ CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations des Français », cité dans NABLI Bélih et NAVES Marie-Cécile, op. cit., voir p. 19

¹⁸ Rapport d'enquête de l'Anacej, *Les jeunes et le vote*, Travaux réalisés par M. Bruter (ECREP - LSE - Civic Planet) et A.-J. Clary, 2014 cité dans NABLI Bélih et NAVES Marie-Cécile, op. cit., voir p. 19

Ainsi, lors du premier tour des municipales de 2014, les 18-25 ans ont été 55% à s'abstenir, contre 36,45% pour l'ensemble de la population¹⁹. Lors des dernières élections européennes, 71 % des lycéens et des étudiants se sont abstenus de voter, 74% chez les 18-24 ans, contre 58 % pour l'ensemble des votants²⁰. Pour les élections présidentielles 2017, même constat : l'abstention a été sensiblement plus forte chez les jeunes. Ainsi, le tiers des moins de 35 ans ne s'est pas déplacé au second tour²¹, dans une élection marquée par des taux record d'abstention (25,44%) et de votes blancs ou nuls (11,5%)²². Les élections législatives ont elles aussi atteint un taux d'abstention record avec 57,36% d'abstention au second tour, dont 74% chez les 18-24 ans et 70% chez les 25-34 ans²³. En clair, plus les électeurs sont jeunes, moins ils se déplacent pour voter. On observe également depuis plusieurs années une polarisation des jeunes sur le plan politique. Ainsi, au premier tour des élections présidentielles 2017, les deux candidats ayant remportés le plus de suffrage de la part des 18-24 ans sont Jean-Luc Mélenchon d'une part (30%) et Marine Le Pen (21%)²⁴.

L'effritement de la confiance des jeunes à l'égard des institutions témoigne également du déficit de représentation de la jeunesse au sein même des instances dites « représentatives », notamment dans la sphère politique. À l'Assemblée Nationale, la moyenne d'âge des 577 députés est de 48 ans et huit mois depuis les dernières élections législatives. Il y a cinq ans, elle était de 54 ans et huit mois²⁵. Actuellement, 28 députés ont moins de 30 ans : ils étaient seulement 2 en 2012. Au Sénat, la moyenne d'âge est de 64 ans et seuls 1,1% des sénateurs ont moins de 40 ans en 2017. Mais ce phénomène n'est pas propre aux instances politiques : dans le monde associatif, l'âge moyen des présidents d'associations est de 56 ans²⁶, et 32 %

¹⁹ Ibid., voir p. 19

²⁰ Selon OpinionWay pour Le Figaro, dans « Sociologie du vote aux élections européennes 2014 », 25 mai 2014. Les chiffres enregistrés par Ifop-Fiducial pour i-Télé, Paris Match et Sud radio, publiés dans « Sondage Jour du Vote : profil des électeurs et clefs du scrutin européen. Élections européennes, 25 mai 2014 » sont sensiblement similaires, avec parmi les abstentionnistes 74 % des 18-24 ans, 72 % des 24-35 ans, soit 73 % des moins de 35 ans, et toujours 58 % d'abstentionnistes pour l'ensemble des inscrits.

²¹ Sondage Ipsos / Sopra Steria, « 2nd tour présidentielle 2017 : sociologie des électors et profil des abstentionnistes », disponible sur le site web <http://www.ipsos.fr/> (consulté le 06/08/2017 à 12:10)

²² SÉNÉCAT Adrien, VAUDANO Maxime et POMMIERS Eléa, « Le second tour de la présidentielle 2017 en 8 chiffres », *LeMonde.fr*, le 07 mai 2017 à 23:35 (consulté le 06 août 2017 à 12:20)

²³ Sondage Ipsos Steria pour France Télévisions, Radio France LCP AN, RFI-France 24 et Le Point, « Age, diplôme, revenus... qui sont les abstentionnistes du second tour des législatives ? », *Franceculture.fr*, le 18 juin 2017 (consulté le 06 août 2017 à 12:20)

²⁴ GAVEAU Claire, « Présidentielle 2017 : ouvriers, chômeurs, jeunes... Qui a voté quoi ? », *Rtl.fr*, le 25 avril 2017 à 14:10 (consulté le 06 août 2017 à 10:24)

²⁵ « Âge, nombre de femmes, professions : à quoi ressemble la nouvelle Assemblée nationale ? », *Europe1.fr*, le 19 juin 2017 à 16:41 (consulté le 06 août 2017 à 19:14)

²⁶ Selon les enquêtes menées par TABARIÉS Muriel et LAOUISSET Brahim dans « Les présidents d'association en France : quels profils et quelles trajectoires ? », *Stat-Info*, n°11-03, Ministère des Sports / Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, décembre 2011

d'entre eux ont plus de 65 ans²⁷. France Stratégie (2015) a alerté les pouvoirs publics au sujet de cette crise de la participation et de la représentation des jeunes :

« Cette crise de la participation et de la représentation des jeunes fragilise notre assise démocratique et la cohésion nationale. Plus en aval, elle affecte la nature et les orientations des politiques publiques. Lorsqu'un pan entier de la société ne participe pas assez aux délibérations et aux décisions politiques, le risque est que ses vues et ses intérêts – constitutifs de l'intérêt général – ne soient pas pris en considération. »²⁸

L'évolution des formes d'engagements des jeunes

Le déclin progressif des formes de participation « traditionnelles » des jeunes et la montée de l'abstentionnisme au sein de cette classe d'âge sont à l'origine d'un lieu commun sur la jeunesse : les jeunes seraient désengagés, dépolitisés, détachés de la vie collective. Anne Muxel a écrit à ce propos :

« Les jeunes sont-ils dépolitisés ? Cette interrogation revient comme une antienne. Cela fait au moins vingt-cinq ans qu'elle m'est régulièrement posée, avec obstination, quelles que soient les circonstances. [...] Quels que soient ses visages ou ses modes d'expression, la jeunesse, lorsqu'elle entre en politique, fait donc l'objet de commentaires et de spéculations, souvent critiques, pas toujours bien intentionnés. »²⁹

France Stratégie note dans son rapport que les jeunes, loin d'être passifs et désengagés, ont en réalité une culture et des pratiques de l'engagement très variées, qui se renouvellent sans cesse :

« [L'engagement des jeunes] regroupe des réalités et modalités diffuses, qui ne sont pas nécessairement institutionnalisées ou (re)connues. [...] Aux formes d'engagement traditionnelles (adhésion à un parti, à un syndicat, à une association), les jeunes privilégient des implications plus informelles, ponctuelles ou spontanées, soulignant une tendance à l'engagement pratico-pratique et parfois court-termiste (pétitions, manifestations, boycotts, etc.). »

Concrètement, les jeunes souhaitent s'émanciper des cadres d'engagements hérités de la génération précédente et inventent de nouvelles formes de participation à la vie de la Cité, une possibilité notamment offerte par le numérique. Ainsi, les initiatives civiques jeunes fleurissent en ligne : on peut penser par exemple au développement des collectes participatives (le « crowdfunding »), à la multiplication des plateformes de sensibilisation et

²⁷ NABLI Bélich et NAVES Marie-Cécile, *Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes*, rapport de France Stratégie, Paris, 2015, 80 p., voir p. 51

²⁸ Ibid., voir p. 18

²⁹ MUXEL, Anne, *Avoir 20 ans en politique : Les enfants du désenchantement*, Paris, Le Seuil, 2010, p. 9, cité dans BECQUET, Valérie, *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p., voir p. 11

de recensement de témoignages (à l'image des nombreux sites web féministes qui ont vu le jour ces dernières années, dénonçant le sexisme ordinaire ou le harcèlement dans l'espace public) ; ou encore à la prolifération de chaînes Youtube d'expression ou d'information « vulgarisée », portant sur diverses thématiques de société (politique, écologie, etc.). Si seuls 4 % des jeunes de 18 à 29 ans sont membres d'un parti politique et 3 % membres d'un syndicat (contre 10 % environ pour les plus de 30 ans), leur désaffection vis-à-vis des modes d'engagements traditionnels ne concerne pas ou peu le monde de l'associatif, puisque 40 % des moins de 30 ans sont membres d'une association (surtout dans le sport, mais aussi dans la culture ou le domaine caritatif), soit presque autant que les 30 ans ou plus³⁰.

La défiance des jeunes vis-à-vis des modes d'expression et de représentation politique (le vote, l'adhésion à un parti politique ou à un syndicat) ne signifie pas pour autant qu'ils ne s'intéressent pas à la politique. Une enquête réalisée par l'Association National des Conseils d'Enfants et de Jeunes (Anacej) en 2014 souligne par exemple l'appétence des jeunes pour la démocratie directe et l'expression par voie référendaire. Il semble que ce soit le système représentatif de la V^e République qui soit particulièrement remis en cause par une jeunesse qui ne fait plus confiance à ses dirigeants pour parler en son nom.

L'échec des politiques publiques françaises en matière de jeunesse

Dans leur ouvrage, Valérie Becquet, Patricia Loncle et Cécile Van de Velde (2012)³¹ constatent l'impuissance des décideurs à répondre aux maux de la jeunesse depuis trente ans, « *les multiples dispositifs d'urgence ne [suffisant] pas à endiguer la montée structurelle du chômage des jeunes, ni à atténuer les multiples syndromes de leur malaise.* ». Les auteures dénoncent des « *mesures, empilées sans réelle cohérence ou harmonisation au fil du temps, [formant] aujourd'hui un édifice si complexe qu'il est difficilement réformable.* »³²

Cet amoncellement de mesures rend la politique de jeunesse peu lisible d'autant plus que celle-ci est éclatée entre tous les niveaux de décisions (de la commune à l'Europe) et repose

³⁰ CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations des Français », cité dans NABLI Bélig et NAVES Marie-Cécile, *Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes*, rapport de France Stratégie, Paris, 2015, 80 p., voir p. 12 et 13

³¹ BECQUET Valérie, LONCLE Patricia et VAL DE VELDE Cécile (dir.), *Politiques de jeunesse : le grand malentendu*, Paris, Champ social, coll. « Questions de société », 2012, 247 p., voir introduction

³² Ibid., voir introduction

sur plusieurs secteurs d'action publique (l'État, les collectivités locales, les associations, les familles, etc.) sans passerelles entre eux. À ce constat s'ajoute également l'accroissement des inégalités territoriales. En effet, « *dans un contexte de forte délégation des politiques de jeunesse de l'État vers les collectivités territoriales, la mise en oeuvre des actions, même obligatoires, est soumise à de très grandes hétérogénéités.* »³³ En matière de politique jeunesse, comme l'expliquent les auteures, l'État ne joue pas son rôle de chef de file.

En 2013, Patricia Loncle regrettait également dans un article que les politiques publiques à destination des jeunes en France soient peu valorisantes, voire stigmatisantes, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'insertion professionnelle et des politiques de répression de la délinquance juvénile. L'auteure y dénonce également la précarisation d'une partie des professionnels de jeunesse³⁴.

Ces décalages croissants entre la difficulté d'intégration sociale et politique que rencontre les jeunes partout en Europe et la mise en place de politiques de jeunesse de faible envergure, stigmatisantes et inégalement réparties sur le territoire, peut selon les auteures conduire à des formes de rébellion de la jeunesse. Une transformation en profondeur des conceptions des politiques jeunesse semble donc nécessaire pour endiguer la précarisation croissante de cette classe d'âge et une rupture déjà consommée entre une partie de la jeunesse et de l'État.

Le recours à la participation en réponse à une urgence sociale

Dans son article, « Les objectifs annoncés des Conseils d'Enfants et de Jeunes à l'épreuve des faits. L'exemple d'un Conseil de Jeunes dans une grande ville de l'Ouest de la France » (2014)³⁵, Pierre-Yves Chiron propose une analyse intéressante du recours à la participation en réponse à la crise de confiance entre jeunes et politiques :

« Malgré une capacité de mobilisation ponctuelle des jeunes, sur des enjeux de société qui les concerne, est présent le risque de désengagement politique des jeunes générations et par là même, le risque de délégitimation des institutions politiques et des systèmes de solidarité qui les accompagnent. En réponse à ce phénomène, la mobilisation des jeunes dans des dispositifs participatifs représenterait un moyen pour renouer le contact entre les jeunes et la politique et réinstaller la confiance. Tout au moins cela pourrait-il

³³ Ibid., voir introduction

³⁴ LONCLE, Patricia, « Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants », *Agora débats/jeunesses* 2013/2, n°64, p. 7-18

³⁵ CHIRON, Pierre-Yves, « Les objectifs annoncés des Conseils d'Enfants et de Jeunes à l'épreuve des faits. L'exemple d'un Conseil de Jeunes dans une grande ville de l'Ouest de la France », dans BECQUET, Valérie (coord.), *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p., voir p. 187-205

montrer l'image symbolique d'une jeunesse active et citoyenne, à même de perpétuer, par son engagement, le système et les valeurs politiques, quand bien même cela ne concernerait qu'une minorité de jeunes. »³⁶

Ce dispositif d'apprentissage de la citoyenneté (censé reconstruire du lien entre jeunes et élus, faire vivre aux jeunes l'expérience de la délibération et leur faire prendre connaissance des institutions locales) est actuellement décrit davantage comme un outil de co-construction de l'action publique locale et notamment des politiques de jeunesse ; mais également comme un moyen de conforter la paix sociale (notamment vis-à-vis de populations jugées à risques). Olivier Gratacap, dans sa lecture institutionnelle de « l'Initiative Jeunesse » (2014)³⁷, analyse lui aussi l'avènement du « paradigme participatif » en matière de politique jeunesse à partir des années 1960 comme une résultante de la volonté de l'État de renouer un dialogue direct avec les jeunes :

« La participation repose sur le principe d'une socialisation par l'expérience qui faciliterait dans un contexte de défiance l'acceptation des fonctionnements sociaux et l'adhésion aux institutions [...] Il s'agit alors de soutenir les démarches qui encouragent la capacité des jeunes à agir, à entreprendre, à prendre des responsabilités. [...] Ne plus faire pour, mais faire avec les jeunes. »³⁸

C'est dans ce contexte que va d'abord prendre corps l'Initiative Jeunesse. Mais comme le note le chercheur, au fil du temps, cette initiative s'est transformée en une approche plus sectorielle et compensatrice, avec pour vocation principale l'insertion des jeunes. Il y a eu progressivement un retour au paradigme d'une jeunesse à éduquer pour favoriser son adhésion aux principes républicains. D'après Olivier Gratacap, l'histoire tumultueuse de l'Initiative jeunesse peut être interprétée comme un choix (ou un non-choix) politique sur la place de la jeunesse dans notre société :

« Une réception très positive est accordée aux premières étapes de la mise-en-place de l'Initiative Jeunesse : permettre aux jeunes d'agir, de faire la démonstration de leurs compétences, d'exercer leur responsabilité, de répondre à un manque en termes d'activités sportives ou culturelles. Mais dès lors qu'il s'agit d'aborder la question de la participation politique induite par ces pratiques, les positions se crispent. En effet, beaucoup de responsables témoignent de leur inquiétude sur le fait que les jeunes puissent être accompagnés pour *in fine* se constituer en contre-pouvoir et ainsi encourager la contestation. »³⁹

³⁶ Ibid., voir p. 189

³⁷ GRATACAP, Olivier, « De la prise d'initiative à l'institutionnalisation de l'initiative jeunesse », dans BECQUET, Valérie (coord.), *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p., voir p. 169-185

³⁸ Ibid., voir p. 172

³⁹ Ibid., voir p. 184

Selon notre hypothèse, l'échec des politiques publiques éducatives ainsi que la défiance croissante des jeunes à l'égard du monde et du personnel politique contraint aujourd'hui les représentants à se reposer la question de la participation des jeunes, y compris dans le champ politique. Dans ce contexte, nous le verrons, la construction d'un espace de représentation des jeunes, autogéré et animé par des jeunes de moins de 30 ans, a fait l'objet d'une volonté commune entre une partie de la jeunesse organisée et les pouvoirs publics. La création du Forum Français de la Jeunesse est venue satisfaire cette volonté de l'État de structurer une « parole jeune » en donnant à ces derniers un espace où ils puissent participer à l'élaboration des politiques qui les concernent. Dans cette deuxième partie, nous allons donc tâcher d'analyser les relations qui lient, depuis sa mise en place, le groupe d'intérêt avec les pouvoirs publics.

2. Le rôle de l'État dans la structuration du Forum Français de la Jeunesse en tant que groupe d'intérêt

Une structure d'opportunité politique favorable à la création d'un conseil représentatif de la jeunesse

Dans son ouvrage sur les groupes d'intérêt (1998), Michel Offerlé préconise à tout sociologue des groupes d'intérêt d'analyser les stratégies des acteurs internes et externes aux groupes, la production d'un intérêt ne reposant jamais uniquement sur l'auto-promotion du groupe en question. Il s'agira donc ici de comprendre pourquoi et comment le Forum Français de la Jeunesse s'est structuré et quels acteurs ont été investis dans sa formation, ou comme l'écrit Offerlé : « *Quel(s) intérêt(s) des agents situés dans un espace de concurrence déterminé ont-ils à agir, qu'est-ce qui fait « courir les gens » ?* ».⁴⁰ Pour cela, il nous faut dire quelques mots sur le contexte qui a précédé au lancement FFJ.

En 2009, Martin Hirsch, Haut commissaire à la Jeunesse, a lancé une commission de concertation sur la politique de la jeunesse⁴¹, qui a publié un *Livre vert*⁴² présentant 57

⁴⁰ OFFERLÉ, Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1998, 158 p., voir p. 54

⁴¹ Cette commission était composée de partenaires sociaux, de représentants des étudiants, de membres d'instances représentatives de la jeunesse, d'acteurs du monde économique, des collectivités territoriales, de parlementaires, de personnes issues du monde universitaire et de réseaux nationaux, d'associations et de personnalités qualifiées.

⁴² Commission sur la politique de la jeunesse, *Livre vert*, La Documentation Française, 2009, 85 p.

propositions pour définir les grandes orientations et les options ouvertes dans les différents champs de la politique de la jeunesse. La proposition numéro 52 (*disponible en annexes, p. 131*), intitulée : « Transformer les modes de représentation des jeunes », soutenait la création d'« un conseil représentatif de la jeunesse, assurant une représentation de l'ensemble des sensibilités des jeunes (étudiants, salariés, apprentis, militants associatifs, jeunes en parcours d'insertion, lycéens, membres des conseils locaux de la jeunesse, etc...) en lui donnant des moyens réels de travail » dans le but de renforcer l'implication des jeunes dans la détermination des politiques qui les concernent. En effet, la commission a fait le constat d'une jeunesse mal représentée, avec une parole peu sollicitée dans le débat public. La création de ce conseil représentatif devait selon les membres de la commission venir remplacer le Conseil national de la jeunesse pour en faire un organisme indépendant du gouvernement et capable de produire sa propre expertise.

La même année, une enquête⁴³ commandée par trois organisations de jeunes, c'est-à-dire gérées et animées par des jeunes de moins de 30 ans, le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC), la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et Animafac, préconisait également la création d'un espace de représentation dédié aux jeunes, comme le raconte Yasmine, Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse :

« La naissance du FFJ est liée à une enquête de la JOC, Animafac et du MRJC qui sont les trois membres fondateurs. Ils ont fait une enquête sur les organisations de jeunes avec plein de volets, dont un a souligné le manque d'un espace où ces orgas pouvaient échanger, se rencontrer et travailler ensemble. C'est également à mettre en lien avec la suspension du Conseil National de la Jeunesse qui était relié au gouvernement mais qui était une coquille vide, où il ne se passait rien, où les acteurs n'étaient pas libres de s'exprimer comme ils le voulaient. Il y avait ce besoin d'un espace indépendant des pouvoirs publics. »⁴⁴

Suite à l'élection de François Hollande, les discussions concernant la création du Forum Français de la Jeunesse se sont accélérées. En 2013, le rapport *Priorité Jeunesse* du Comité Interministériel à la Jeunesse (CIJ)⁴⁵ expliquait ainsi qu'« encourager et soutenir le dialogue avec les jeunes afin de les considérer comme des acteurs et des porteurs de solutions sur les sujets qui les concernent [était] un enjeu majeur pour le renouvellement de la vie

⁴³ Étude « Spécificités des associations de jeunes, dirigées par des jeunes » commandée par Animafac, JOC, MRJC et réalisée par les sociologues FORGEAU ZERBIB Fanny et LENZI FAURAZ Catherine, 2009

⁴⁴ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

⁴⁵ Comité Interministériel de la Jeunesse, *Priorité Jeunesse*, 2013, 80 p.

démocratique [et que] les jeunes [devaient] devenir des partenaires à part entière des pouvoirs publics [pour] la réussite des politiques publiques de jeunesse. »⁴⁶.

Hugo, le co-responsable du Comité d'Animation du FFJ, a évoqué au cours de notre entretien cette convergence entre une volonté politique du nouveau gouvernement et une aspiration exprimée par diverses organisations de jeunes :

« Les discussions ont commencé sous Nicolas Sarkozy. Pour qu'on puisse être officiellement créé dès le lendemain de l'élection de François Hollande, c'est que des discussions avaient déjà eu lieu avant. Après elles avaient peu abouti parce qu'il y avait une mainmise du gouvernement et une volonté de dire qu'il y avait des organisations de jeunes mais qu'elles n'étaient pas très autonomes. En 2012, on a eu un pouvoir politique assez réceptif à l'idée qu'il y ait une jeunesse autonome, qui construit ses positions et qui s'exprime sur la place publique. Cela s'est fait autour du rapprochement d'organisations associatives, qui sont déterminantes dans le processus. Le FFJ n'existe que parce qu'il y a des organisations associatives qui permettent de donner un peu le vernis « société civile ». Si ça avait été un truc qu'avec des organisations politiques, le risque aurait été de se retrouver sur un affrontement droite-gauche. Pour qu'il y ait vraiment une fédération de l'ensemble des organisations de jeunesse, il fallait qu'il y ait des organisations qui soient un peu plus neutres, un peu plus indépendantes, non politiques ; et c'est la volonté des organisations MRJC, JOC et Animafac de participer à ce collectif qui a permis de donner naissance à ça. On avait donc : une conjonction entre une volonté politique qui a commencé à s'initier avant la victoire de François Hollande mais qui a connu une véritable dynamique à l'issue de la victoire –parce qu'il y avait aussi une volonté de marquer une rupture par rapport à la politique jeunesse de Sarkozy, et en même temps c'était la concrétisation du : « Je veux que la jeunesse vive mieux en 2017 qu'en 2012 », le discours du Bourget– et ça, ça a rencontré aussi une aspiration des organisations associatives de jeunesse, de participer à ce collectif. Voilà, la conjonction des deux a permis au FFJ de se créer. »⁴⁷

À sa création, le Forum Français de la Jeunesse a donc bénéficié d'une structure d'opportunité politique favorable, dans la mesure où le plan « Priorité Jeunesse » de François Hollande s'inscrivait parfaitement dans la formation d'un tel espace de représentation des jeunes.

Ici, la notion de « structure des opportunités politiques » fait référence aux travaux de Peter Eisinger (1973), qui a formulé l'hypothèse selon laquelle, à côté des ressources du groupe mobilisé, doivent être pris en compte « *les ouvertures, les points faibles, les barrières et les ressources du système politique lui-même.* »⁴⁸ Cette notion vise à mesurer le degré d'ouverture et de réactivité d'un système politique aux mobilisations. En effet, il convient de dire qu'à

⁴⁶ Ibid., voir p. 51

⁴⁷ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

⁴⁸ Peter K. EISINGER, « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, 67 (1), 1973, p. 11-12 in Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », Paris, 2015, 128 p., 6e édition, voir chapitre 7

mobilisation égale, des contextes politiques augmentent ou minorent les chances de succès de mouvements sociaux.

Une relation d'échange

Notre analyse des relations entre le Forum Français de la Jeunesse et l'État se nourrit des travaux corporatistes, dont l'un des apports majeurs est d'avoir mis l'accent sur le rôle de l'État dans le processus d'apparition et d'organisation des groupes d'intérêt.

En effet, il arrive souvent que la stratégie de l'État en matière de politique publique coïncide avec la stratégie de structuration d'un groupe d'intérêt. Gwendola Le Naour (2005)⁴⁹ a finement illustré ce phénomène dans un article portant sur la constitution de trois associations contestataires composées d'usagers de drogues, de prostituées et de séropositifs qui parviennent avec le temps à devenir membres à part entière de l'action publique locale à Marseille. Dans son article, l'auteure évoque le croisement entre les velléités de participation des associations et les préoccupations des acteurs administratifs, qui recherchent des alliés pour la construction des politiques publiques. Ces associations, porte-paroles des publics dont elles s'occupent, ont entrepris un travail pour se faire reconnaître comme interlocutrices compétentes, expertes et techniciennes dans leur domaine. Leur capacité d'expertise leur a permis de s'institutionnaliser progressivement et d'être rétribuées par les pouvoirs publics (avec des subventions et leur participation à l'action publique).

Le Forum Français de la Jeunesse, lui, a bénéficié du crédit et de l'attention des décideurs avant même d'avoir développé sa propre expertise, puisque l'État a impulsé la création du Forum. Le FFJ disposait ainsi d'une légitimité « en soi », dans la mesure où il était composé d'acteurs (plus ou moins) reconnus par les pouvoirs publics et parce que sa simple formation répondait déjà à un objectif du gouvernement, à savoir : faire confiance à la jeunesse, lui donner les moyens de s'exprimer dans l'espace public et d'assurer sa propre représentation. Néanmoins, le Forum a dû consolider son capital de légitimité acquis dès le départ en produisant divers rapports (nommés « avis »), qui lui ont conféré un rôle d'expert jeunesse, qui ont assis sa crédibilité et lui ont permis de conserver sa pertinence au regard des administrateurs publics.

⁴⁹ LE NAOUR, Gwenola, « Entrer dans l'action publique en la contestant. Quand la lutte des usagers de drogues devient solubles dans la politique marseillaise de lutte contre le sida et la toxicomanie », *Politix*, vol. 70, no. 2, 2005, p. 9-28

En ce sens, comme l'expliquent Emiliano Grossman et Sabine Saurugger dans leur ouvrage sur les stratégies de représentation des groupes d'intérêt⁵⁰, « *la relation entre groupes d'intérêt et pouvoirs publics peut être imaginée également comme une relation d'échange. Les rapports ne peuvent être établis que si les deux acteurs y trouvent un quelconque intérêt.* »

Les bénéfices de la création du Forum Français de la Jeunesse pour l'État

La structuration d'une « parole jeune » au service d'un idéal de démocratie représentative

Le premier bénéfice que tire l'État de l'existence du Forum Français de la Jeunesse réside sans doute dans la capacité du Forum à incarner et à structurer une « parole jeune ». Ainsi peut-on lire dans le Communiqué de presse annonçant la création du FFJ (*disponible en annexes, p. 132*) : « *Nous, organisations représentatives de jeunes, gérées et animées par des jeunes, prenons en main notre souhait de voir, en France, la jeunesse prendre la parole afin de faire avancer le débat public. Par-delà nos divergences, nous sommes convaincus que la jeunesse a une parole à apporter à notre société.* » La diversité des organisations membres du Forum, tant sur le plan structurel que sur le plan idéologique, semble faire de lui un ersatz de la population jeune française. En outre, le nombre d'adhérents qu'il cumule par le biais de tous ses membres s'élevant à près d'un million de jeunes, le FFJ s'appuie sur des rapports de force sociaux qui lui confèrent un poids important dans les processus de définition des politiques publiques. Dans ce contexte, la capacité de l'État à prendre en compte les attentes du Forum Français de la Jeunesse (censé représenter l'avis de la jeunesse dans son ensemble) participe à donner l'illusion d'une forme de démocratie participative, comme en attestait l'historienne Françoise Tétard à Olivier Gratacap en 2014⁵¹ :

« Depuis la Libération, des subventions sont attribuées aux mouvements d'éducation populaire par une direction ministérielle créée par Jean Guéhenno le 13 décembre 1944. On va sélectionner un certain nombre de mouvements et on va leur demander d'avoir un agrément qui va s'ajouter à leur statut de loi 1901. Ils vont toucher une subvention, ce qu'on appelle le titre 4. On va faire une politique jeunesse à partir de ces mouvements de jeunes dans une espèce de démocratie représentative. Ces mouvements de jeunesse vont dire qu'ils représentent tous les jeunes. [...] Les mouvements s'autolégitiment en disant qu'ils sont porte-parole des jeunes. [...] On était rassurés parce qu'ils représentaient tous les courants de pensées. Il y avait l'idée d'un pluralisme. Cela arrangeait bien tout le monde parce qu'on voulait éviter que l'État s'adresse aux jeunes. À cette période, mener des actions directement auprès des jeunes était très mal perçu. L'État ne

⁵⁰ GROSSMAN Emiliano et SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., coll. « U », 2012, 296 p., voir p. 122-123

⁵¹ GRATACAP, Olivier, « De la prise d'initiative à l'institutionnalisation de l'initiative jeunesse », dans BECQUET, Valérie (coord.), *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p., voir p. 171

voulait pas s'arroger le droit de s'adresser directement aux jeunes. Il était méfiant parce que la période de Vichy n'était pas très loin. »

La construction d'une superstructure comme le Forum Français de la Jeunesse constitue un gain de temps et un gage d'efficacité pour l'État puisque le FFJ se charge de recenser pour lui les positions et propositions qui font consensus au sein de son réseau d'organisations de jeunes. En outre, avoir des interlocuteurs jugés « représentatifs » est fondamental pour les pouvoirs publics car cela assoit la légitimité de leurs politiques et permet de faciliter l'acceptation de leur mise en œuvre. Ici, la représentativité peut être définie comme « *une capacité à dire sans encourir de démenti (du groupe servant de fondement ou plutôt de l'ensemble des agents faisant parler cette « base » ou en parlant) ou à fournir la preuve positive de l'assentiment des représentés, « voilà ce que pensent les... ». C'est à dire que cette capacité à démontrer cela, passe aussi par une capacité à susciter la croyance dans les instruments de mesure qui peuvent être confrontés aux prétentions de l'organisation.* »⁵²

Lors de notre entretien, Dominique, consultant ayant évalué les actions du FFJ pendant deux ans à la suite d'une subvention perçue par l'association de la part du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, a évoqué la volonté du gouvernement Hollande de se constituer un interlocuteur jeunesse unique et centralisé :

« [Le Forum Français de la Jeunesse] a une capacité à être reconnu comme... comment dire ça ? Il a une capacité à être celui qui a accès à des espaces de décision, parce qu'il est justement porteur d'une parole unique. *Parce qu'il porte une parole unique, alors ça va lui ouvrir des portes dans les Ministères, auprès du Premier Ministre, etc. etc. Mais ce pouvoir là, ce pouvoir qu'il a de porter une parole unique, il est extrêmement fragilisé par qui vous avez comme pouvoir public. Si c'est François Hollande avec son plan « Priorité Jeunesse » et sa volonté de reconnaître la jeunesse comme une catégorie de politique publique, ça match, c'est bon. Et le FFJ je pense a parfaitement incarné quelque part cette volonté de Hollande de parler à la jeunesse et d'avoir un interlocuteur jeunesse. Mais avec Macron par exemple, je ne suis pas sûr qu'ils aient accès aux mêmes instances de décisions, de pouvoir, parce que Macron a peut être plus une vision de la jeunesse sous l'angle de l'éducation. Et le fait que le Ministère de la Jeunesse passe sous le Ministère de l'Éducation montre que Macron a peut être beaucoup moins d'intérêt ou d'envie de dialoguer avec un interlocuteur jeunesse.* »⁵³

Nous verrons dans le deuxième chapitre de ce mémoire que la représentativité du Forum Français de la Jeunesse a été fortement remise en question au cours de l'année 2016,

⁵² OFFERLÉ, Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1998, 158 p., voir p. 73

⁵³ Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

provoquant une profonde remise en question des modes de fonctionnement du Forum ainsi que l'investissement dans le domaine de la communication pour restaurer sa crédibilité.

Le renforcement de la capacité d'expertise de l'État

L'institutionnalisation monopolistique du Forum Français de la Jeunesse s'est accompagnée du renforcement de la capacité d'expertise de l'État, ressource déterminante pour l'intervention dans l'action publique. Selon Saurugger et Grossman (2012)⁵⁴, l'expertise est comprise « *aussi bien comme une connaissance technique que comme la connaissance du terrain (expertise profane)* » et constitue une ressource sociale cruciale. « *La connaissance des problèmes spécifiques d'un secteur particulier de la société peut être en soi un élément important dans les rapports avec les pouvoirs publics.* » En 2002, Sabine Saurugger⁵⁵ expliquait que l'expertise pouvait ainsi être considérée « *comme une réponse aux besoins des pouvoirs publics en quête d'informations, d'arguments, de conseils nécessaires à leurs stratégies en vue d'élaborer un compromis.* » Si l'expert n'est pas le dépositaire de la décision ni le détenteur de la solution, son rôle est d'éclairer son mandataire sur une question donnée. Selon Saurugger, loin d'être neutre, l'expertise est en réalité profondément politique. Politique pour deux raisons : tout d'abord, les groupes d'intérêt font usage de l'expertise pour défendre leurs propres intérêts. Ensuite, les pouvoirs politico-administratifs ont le pouvoir de sélectionner les acteurs qui sont autorisés à leur fournir de l'expertise, ce qui prive dans le même temps certains acteurs de leur capacité à défendre leurs intérêts. Ainsi, les groupes qui ne jouissent pas de la reconnaissance de l'État se voient exclus de toute représentation et déniés de leur légitimité.

« Bien que les élites politiques conservent le pouvoir dans les processus décisionnels, elles justifient de plus en plus leurs décisions sur la base des analyses techniques expertes avec lesquels elles forment une coalition. Le savoir est entrain de devenir le terrain du politique. « Il est évident [...] que le savoir et l'expertise jouent actuellement un rôle important dans la médiation des décisions politiques. Les experts ne prennent peut-être pas les décisions finales concernant les politiques publiques, mais ils servent de plus en plus souvent d'intermédiaires entre les élites politiques et le groupe concerné par une politique publique spécifique [...] »⁵⁶

⁵⁴ GROSSMAN Emiliano et SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., coll. « U », 2012, 296 p., voir p. 14

⁵⁵ SAURUGGER, Sabine, « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire », *Revue française de science politique*, Vol. 52, 2002, p. 375-401, voir p. 375

⁵⁶ Ibid., voir p. 378

Si l'on reprend la typologie imaginée par Lequesne et Rivaud⁵⁷, on peut considérer que le Forum Français de la Jeunesse fait figure d'expert « médiateur », en cela que sa légitimité est construite sur sa capacité à rechercher des compromis et à générer du consensus entre différents acteurs d'un système ; mais il est aussi un expert « spécialiste » dans la mesure où sa légitimité repose également sur ses connaissances techniques du terrain « jeunesse ».

Pour asseoir sa légitimité auprès des décideurs, le Forum Français de la Jeunesse a d'abord convoqué des autorités supérieures, en auditionnant et/ou en citant des chercheurs, des experts, des acteurs de jeunesse sérieux et reconnus, pour la rédaction de ses avis. Dans sa phase d'institutionnalisation, le FFJ s'est ainsi nourri de travaux extérieurs pour fonder sa propre expertise. D'après Dominique, consultant qui a étudié les actions du FFJ dans le cadre de l'expérimentation APOJ sur le développement des organisations de jeunes, la publication de ses avis lui a permis de se rendre crédible aux yeux des pouvoirs publics (et nous rajouterons : aux yeux des autres acteurs de jeunesse) :

« Je pense [que la publication d'avis] a eu des effets très positifs pour le FFJ, dans le sens où ça lui a donné une image d'expert sur certains sujets, et donc du coup ça lui a donné par ce biais là une crédibilité, une légitimité auprès des pouvoirs publics. C'est-à-dire que les pouvoirs publics ont reconnu que le FFJ avait une expertise sur la connaissance des besoins des jeunes et pouvait proposer des solutions pour améliorer les politiques publiques. Donc ça c'était fort. Au-delà d'avoir une expertise sur la mobilisation des orgas de jeunes et sur le fait de permettre aux orgas de jeunes de dialoguer entre elles. »⁵⁸

La publication de son livre blanc *Mettre la jeunesse au cœur de l'élection présidentielle* (2016)⁵⁹, livre compilant les principales recommandations du Forum pour améliorer la place des jeunes dans la société selon trois axes : la représentation des jeunes, l'engagement des jeunes et l'accès au droit commun ; a été l'aboutissement de ce travail d'expertise à présenter aux équipes des différents candidats à l'élection. Par ailleurs, le simple choix des appellations techniques « avis » et « livre blanc » nous semble déjà participer à la construction de l'éthos d'expertise du Forum.

Nous pouvons considérer que la stratégie du FFJ de se présenter comme un « expert » a été payante, dans la mesure où celui-ci fait désormais figure d'autorité. Comme nous allons le voir, le Forum Français de la Jeunesse participe à une multitude de conseils scientifiques et

⁵⁷ LEQUESNE Christian et RIVAUD Philippe, « Les comités d'experts indépendants : l'expertise au service d'une démocratie supranationale », *Revue française de science politique*, 51 (6), 2001, p. 867-880, voir p. 874 dans SAURUGGER Sabine, op. cit., voir p. 381

⁵⁸ Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

⁵⁹ Forum Français de la Jeunesse, *Mettre la jeunesse au cœur de l'élection présidentielle*, Paris, 2016, 55 p.

comités de pilotage, qui sont autant de laboratoires où se dessinent les politiques publiques de demain et où se déroulent les expérimentations et les évaluations des dispositifs existants en matière de jeunesse.

En effet, le FFJ, qui regroupe des acteurs aux formes et aux idéologies diverses, constitue un bon instrument de mesure de l'état de l'opinion de la jeunesse (ou tout du moins, de la jeunesse organisée) sur une politique publique. Les discussions qui s'établissent entre le Forum et les administrateurs durant la phase de conception d'une mesure pourront permettre à ces derniers de calibrer leur politique, de manière à s'assurer le soutien des principaux acteurs de jeunesse. L'intérêt pour les pouvoirs publics réside également dans la capacité qu'aura ensuite le Forum à communiquer sur la politique en question auprès de son réseau. Enfin, lorsque cette dernière sera mise en application, le FFJ jouera alors le rôle précieux d'évaluateur. Comme l'expliquent Emiliano Grossman et Sabine Saurugger dans leur ouvrage (2012) :

« Pour le législateur ou l'administrateur, il est extrêmement important de savoir comment une décision sera reçue par un secteur économique ou social de la société. De même, il faut qu'il multiplie les regards experts sur les conséquences potentielles d'une mesure donnée. C'est ce type de ressource qui sera dès lors recherché par les acteurs publics. Il est vrai que les acteurs « intermédiaires » peuvent jouer un rôle important d'anticipation, voire d'éducation du public ou, à défaut, de leurs adhérents, ce qui peut être perçu comme crucial aux yeux des décideurs (Mansbridge, 2003). »⁶⁰

Lors de notre entretien, Dominique a également souligné l'efficacité d'un interlocuteur comme le Forum dans l'élaboration d'une politique publique :

« Je dirais que de manière globale les pouvoirs publics sont intéressés par le FFJ et le FFJ peut être efficace parce que les pouvoirs publics, quand ils commencent la construction d'une politique ils ont besoin de mieux comprendre les avis et les besoins des jeunes ; et une fois que la politique a été menée, ils ont besoin de savoir si la politique qu'ils ont construite est valable ou pas. Et elle peut être validée par le FFJ. Le FFJ a un rôle reconnu de faire remonter le besoin et d'analyse a posteriori des politiques, pour savoir si oui ou non elles répondent à des besoins. »⁶¹

En définitive, le lancement du Forum Français de la Jeunesse a permis à l'État :

- De renforcer son expertise en matière de politique jeunesse, et notamment de mieux identifier les attentes de la jeunesse organisée sur les sujets qui la concerne

⁶⁰ GROSSMAN Emiliano et SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., coll. « U », 2012, 296 p., voir p. 97

⁶¹ Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

- De se constituer un interlocuteur unique, qui façonne une « parole jeune » dans le débat public et donne corps à un idéal de démocratie représentative
- De faciliter l'acceptation et la garantie de la mise en œuvre des décisions et des objectifs de politique publique
- De se doter d'un relai en matière de communication et de pédagogie sur les politiques publiques mises en œuvre et d'un instrument d'évaluation des dites politiques

Les rétributions offertes par l'État au Forum Français de la Jeunesse

L'objectif ultime de tout groupe d'intérêt, « *au-delà du fait d'être écouté et d'avoir de l'influence sur un sujet donné, [consiste à] développer des rapports de moyen et long terme, qui permettent de s'imposer comme un interlocuteur régulier et incontournable du gouvernement sur un ou plusieurs objets. Au-delà de l'échange limité dans le temps, l'objectif est de dépasser la méfiance initiale et d'institutionnaliser le dialogue et l'échange.* »⁶²

Comme nous allons le voir, dès sa construction, le Forum Français de la Jeunesse a bénéficié de multiples rétributions de la part de l'État.

La reconnaissance institutionnelle : l'accès aux processus d'élaboration des politiques publiques

Tout d'abord, le Forum a pu jouir d'une reconnaissance institutionnelle immédiate. Dès sa naissance, le FFJ a été jugé apte par les pouvoirs publics à participer aux processus politiques et notamment à l'élaboration des politiques en matière de jeunesse. L'analyse du Communiqué de Presse de lancement du FFJ (*disponible en annexes, p. 133*) nous permet de confirmer que dès sa création, le Forum a été adoubé par le ministère en charge de la Jeunesse. En effet, la « cérémonie » de lancement du FFJ s'est faite en présence de Valérie Fourneyron, Ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie associative, qui a rappelé à l'occasion de son discours que le Président de la République avait fait de la jeunesse sa priorité et qui a annoncé apporter son soutien au FFJ selon 5 axes : accompagner les réflexions du Forum, aider à sa structuration, solliciter le Forum sur la construction de nouvelles politiques publiques, faciliter les relations du Forum avec les autres ministères et soutenir l'engagement des jeunes et la structuration des organisations de jeunes. Comme le raconte Yasmine, la Déléguée Générale du FFJ :

⁶² GROSSMAN Emiliano et SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., coll. « U », 2012, 296 p., voir p. 96-97

« Dès 2012, donc dès le projet de construction du Forum, à l'époque c'est vrai que la Ministre a aidé de ouf⁶³ la création du FFJ. Surtout je pense matériellement, enfin financièrement, et elle nous a permis de rencontrer différents acteurs. »⁶⁴

En effet, conformément aux engagements pris par la Ministre, un poids important a été conféré au Forum dans la construction des politiques publiques. Au cours du mandat de François Hollande, le Forum Français de la Jeunesse s'est entretenu plusieurs fois avec différents ministres. Ainsi, un an après le lancement du FFJ, les représentants du Forum ont pu rencontrer Jean-Marc Ayrault (alors Premier Ministre) et Valérie Fourneyron lors d'un rendez-vous bilatéral, afin de débattre sur le thème de la jeunesse et notamment sur les questions de participation, d'autonomie, de formation et d'emploi. D'autres rencontres avec le Ministère du Travail et le Ministère de l'Environnement ont également été organisées. En 2014, suite au remaniement et seulement quelques jours après la prise de fonction de Patrick Kanner au Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, ce dernier a rencontré les « acteurs importants de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative »⁶⁵ ; à savoir : le Mouvement associatif, le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep) et le Forum Français de la Jeunesse. Nous pouvons donc considérer que le FFJ appartenait alors au cercle fermé des acteurs jeunesse pleinement reconnus et sollicités par les pouvoirs publics.

Aujourd'hui, cette reconnaissance permet au Forum de siéger dans divers comités de pilotage et conseils scientifiques en matière de politique jeunesse. Le FFJ possède par exemple six représentants titulaires et six suppléants au Conseil d'orientation des politiques jeunesse (COJ)⁶⁶, et ses membres sont présents dans les deux commissions mises en place pour le moment : insertion des jeunes et éducation populaire (*la composition du COJ est disponible en annexes, p. 135*). Dans le tableau p. 134 en annexes, nous avons également recensé toutes

⁶³ Signifie : « a énormément aidé ».

⁶⁴ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

⁶⁵ « Patrick Kanner rencontre les grands acteurs de la jeunesse, de la vie associative et de l'éducation populaire », actualité publiée sur le site <http://www.jeunes.gouv.fr/> le 05 septembre 2014 (consulté le 01 septembre 2017 à 14:11)

⁶⁶ Le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse est une commission administrative consultative placée auprès du Premier ministre et chargée de créer de la cohérence et de la transversalité dans les politiques publiques concernant les jeunes. Le COJ, créé en 2016, se substitue aux trois conseils suivants : le Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse (CNEPJ), le Conseil national de la jeunesse (CNJ) et le Conseil national des missions locales (CNML). Il a trois missions principales : il peut être consulté sur les projets législatifs ou réglementaires en rapport avec la jeunesse et examiner toute question d'intérêt général en matière de politique de jeunesse, il peut adresser au Gouvernement des propositions afin d'améliorer la situation des jeunes et enfin, il doit adresser chaque année un rapport d'activité au Gouvernement.

les représentations du FFJ auprès des pouvoirs publics, des instances paritaires et des collectifs associatifs. Au fil du temps, le rôle du Forum Français de la Jeunesse dans la mise en œuvre des politiques publiques jeunesse a provoqué le renforcement de son institutionnalisation et de sa professionnalisation.

Une rétribution financière et matérielle

La reconnaissance institutionnelle du Forum s'est assortie de rétributions financières, de la part du Fonds d'Expérimentation Jeunesse (FEJ) notamment. Le FEJ est un « *laboratoire de politiques publiques* » qui cherche à « *répondre à l'urgence d'une politique cohérente et concertée en faveur des jeunes de moins de 25 ans, sur la base des recommandations du Livre vert « Reconnaître la valeur de la jeunesse » (2009) »*⁶⁷. Le 13 mars 2014, le FEJ a lancé un appel à projet APOJ concernant le « Développement d'organisations de jeunes dirigées par des jeunes »⁶⁸, dans le but de favoriser la création, le développement et la structuration des organisations de jeunes dirigées par des jeunes ainsi que leur reconnaissance et leur prise en compte dans le débat public. Au total, 17 projets ont été retenus pour un montant total de 1,1 millions d'euros. Le FFJ a bénéficié d'une subvention pour son projet : « *Permettre aux jeunes rassemblés d'être reconnus et acteurs de la construction des politiques publiques.* ». L'expérimentation s'est déroulée sur deux ans. Comme l'a expliqué Yasmine au cours de notre entretien, le FFJ a largement contribué à la création de cet appel à projets :

« Le FEJ c'est un Fonds qui appartient au Ministère Jeunesse et qui est constitué d'appels à projets. Et nous, on a bénéficié de l'appel à projets « Développement des organisations de jeunes », qui a été créé suite à un plaidoyer fort du FFJ pour plus de soutien des organisations de jeunes. Ça c'était quand même assez appréciable. Quand on reprend l'appel à projets, on a quand même un peu l'impression de lire le FFJ ! (Rires) On a eu ces sous là sur trois ans, de 2014 à 2016, pour développer les FRJ⁶⁹, pour assurer nos séminaires et formations, pour assurer un bout de notre campagne sur les présidentielles et pour la coopération européenne et internationale. Dans le cadre de cette évaluation, on a des comptes-rendus à rendre tous les semestres et on a été évalué par une agence indépendante. »⁷⁰

En dehors des subventions publiques, le Forum Français de la Jeunesse peut bénéficier occasionnellement de rétributions « matérielles ». Par exemple, lors de sa campagne « Les

⁶⁷ Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, *Cahier thématique*, expérimentations : « Soutenir et valoriser l'engagement des jeunes », 2011

⁶⁸ Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, *Appel à projet* « Développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes », 2014 ; et Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, *Note de présentation APOJ* « Développement d'organisations de jeunes dirigées par des jeunes », 2015

⁶⁹ « FRJ » signifie « Forum Régionaux de la Jeunesse »

⁷⁰ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

Jeunes font la Présidentielle » et à l'occasion d'une soirée-débat sur l'autonomie et l'accès aux droits des jeunes, le FFJ qui rencontrait des difficultés à trouver un lieu pour accueillir la soirée s'est vu prêter une salle par le Ministère Jeunesse. Les rétributions obtenues par le Forum Français de la Jeunesse valide la thèse de Patrick Hassenteufel, qui écrit dans son article « Chronique politique - Les groupes d'intérêt dans l'action publique : l'État en interaction » (1995)⁷¹ :

« Pour nous en tenir au cas français, on soulignera que l'accès à l'Etat (sous toutes ses formes) est une des priorités affichées de l'action des groupes. Parce qu'il constitue bien entendu un gage d'efficacité pour des organisations prétendant être consultées sur les mesures à prendre ou à ne pas prendre dans tel ou tel domaine. Parce que cet accès peut conférer dans certains cas un label officiel qui permet aux organisations de ne pas avoir à démontrer constamment leur force et de bénéficier d'avantages multiples (sièges réservés dans des conseils, commissions ; subventions pour le fonctionnement du groupe ou pour la formation des dirigeants et des militants [...])⁷² »

En définitive, la création du Forum Français de la Jeunesse peut-être analysée comme une co-construction entre un pouvoir politique désireux de collaborer avec des jeunes pour répondre à une « obligation morale, [sinon à] un moyen politique » visant à légitimer l'action de l'État vis-à-vis de la jeunesse⁷³ ; et les aspirations de diverses organisations de jeunes de disposer d'un espace pour travailler ensemble et œuvrer à la redéfinition des politiques de jeunesse.

Nous venons de voir que les deux parties avaient retiré des bénéfices suite à ce « partenariat ». Il s'agira désormais de nous pencher sur les motivations des organisations qui ont adhéré au Forum Français de la Jeunesse et qui le font vivre. En restituant des extraits de témoignages de jeunes bénévoles, nous verrons en quoi l'existence d'un tel espace de représentation des jeunes, à la fois non-mixte et pluraliste, répond à de nombreux objectifs et semble nécessaire pour la prise en compte d'une parole jeune dans l'espace public.

⁷¹ HASSENTEUFEL, Patrick, « Chronique politique - Les groupes d'intérêt dans l'action publique : l'État en interaction », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°74, 74 - Les juges, p. 155-168

⁷² Ibid., voir p. 71

⁷³ CATHELINÉAU François, MELLOTTÉE Laetitia et RIVAT Emmanuel, « Rapport d'évaluation de l'expérimentation APOJ : Développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes », Rapport réalisé par l'Agence Phare, 2017, 135 p.

3. La nécessaire émergence d'un espace de représentation des jeunes par eux-mêmes

Réflexions sur la non-mixité choisie

Le Forum Français de la Jeunesse, organisation de jeunes gérée et animée par des jeunes, est une structure que l'on peut qualifier de « non-mixte ». La non-mixité choisie est une pratique consistant à organiser des rassemblements ou à constituer des groupes réservés aux personnes appartenant à un ou plusieurs groupes sociaux considérés comme opprimés ou discriminés, sans inclure la participation de personnes appartenant à d'autres groupes considérés comme dominants, afin de libérer la parole des premiers sans risquer de reproduire les schémas de domination sociale. La non-mixité est utilisée dans différents mouvements militants, notamment dans le féminisme, l'antiracisme, le mouvement LGBTI, etc.

C'est une pratique critiquée, y compris au sein de ces mouvements ; elle est parfois jugée excluante envers certaines catégories de personnes voire perçue comme étant une pratique discriminatoire. Selon la sociologue Christine Delphy, la « non-mixité choisie » est la conséquence de la théorie de l'auto-émancipation, à savoir de la lutte pour les opprimés par les opprimés, et constitue en cela une « *nécessité politique* »⁷⁴.

Contrairement à la non-mixité pratiquée par les féministes et assimilée par certains à une vision de la société fondée sur la guerre des sexes ; la non-mixité pratiquée au Forum Français de la Jeunesse et au sein de multiples mouvements de jeunesse ne suscite pas l'émoi. En effet, comme nous l'avons vu, avec le retour du paradigme participatif, les décideurs considèrent que la co-construction avec les jeunes (ou tout du moins sa mise-en-scène) est un prérequis à la réussite des politiques publiques. Dans le cadre des mouvements de jeunesse, la pratique de la non-mixité semble ainsi nécessaire et légitime, tant elle est un vecteur d'émancipation et de formation des jeunes. Lors de la réalisation des entretiens, plusieurs interviewés ont évoqué les multiples avantages que pouvait présenter l'engagement dans une organisation gérée et animée par des jeunes. Nous nous proposons ici de recenser leurs réflexions.

⁷⁴ DELPHY, Christine, « La non-mixité : une nécessité politique », texte publié par le *Collectif Les mots sont importants* sur son site web <http://lmsi.net/> le 21 avril 2016 (consulté le 14/08/17 à 10:55). Ce texte, inédit sous forme écrite, a été exposé oralement le 8 mai 2006, à l'occasion de la Fête des 50 ans du *Monde diplomatique*.

Une matrice idéologique et des référentiels communs

L'un des intérêts de la non-mixité évoqués par les jeunes engagés au FFJ est le fait de partager une culture et des référentiels communs avec ses pairs dans un espace politique :

« C'est plus facile d'intégrer un cadre – je vais partir de mon expérience personnelle – : quand j'ai adhéré au Parti Socialiste puis au MJS, tu vas au MJS les gens sont tous comme toi, comme toi étudiant, comme toi jeune, comme toi ils ont des projets sur les prochaines années, ils ont globalement les mêmes références culturelles ; pour eux François Mitterrand c'est un livre d'histoire et par contre, les Pokémons c'est le combat d'une génération. Tu vas dans une réunion du Parti Socialiste, déjà t'es plus jeune de 40 ans. C'est-à-dire que toi t'as 20 ans, et après les plus jeunes ils ont entre 50 et 80 ans ! Pour eux, Guy Mollet, c'est un pote de Congrès. Ils l'ont rencontré. Pour moi Guy Mollet, c'est la préhistoire du mouvement ! Pareil, ils peuvent te parler de 2002, la défaite de Lionel Jospin, ils l'ont vécu, c'est un élément marquant de leur histoire. Pour nous c'est au mieux des choses qu'on a vécues à la télé. Par contre, 2010 les retraites, 2005 le CPE, c'est une matrice idéologique commune. Donc je pense que c'est plus facile d'intégrer un espace politique, un espace militant dans lequel les gens partagent des référentiels communs. »⁷⁵

Un espace de formation et d'émancipation

Il semble également que la non-mixité au sein d'un mouvement de jeunesse soit un excellent moyen pour les jeunes de se former et de gagner en compétences, tant sur le plan des savoirs-être que sur celui des savoirs-faire. En effet, le FFJ disposant d'une équipe salariale très resserrée, qui repose uniquement sur deux employés (la Déléguée générale de l'association et le Chargé de développement) ; les jeunes bénévoles jouissent d'une grande autonomie et d'importantes responsabilités pour assurer la bonne gestion de la structure. Les compétences qu'ils acquièrent par leur engagement au sein du Forum pourront être valorisées dans la suite de leur parcours.

(1) « Les points positifs, déjà c'est que je me suis formée. [...] Donc j'ai pu m'améliorer dans un tas de petites formations, j'ai pu m'améliorer dans ma prise de parole, m'améliorer dans les auditions, les interviews, ce genre de choses... comment construire un plaidoyer, enfin voilà tout plein de petites choses un peu « bonus » liées à cet engagement. [...] J'ai appris aussi quelques trucs concernant la RH, parce qu'on est dans une position très particulière d'employeurs alors que bon, on n'est pas du tout formés pour et qu'il faut apprendre sur le tas. Malheureusement, on fait un peu de dégâts dans l'apprentissage mais en tout cas pour nous c'est riche, et ce sera valorisé pour la suite de notre parcours. »⁷⁶

⁷⁵ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

⁷⁶ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

(2) « Pour moi il faut pas opposer les mouvements de jeunes et les mouvements de vieux, c'est juste que tu peux plus facilement faire tes armes dans un mouvements de jeunes et accéder à des responsabilités très vite. Globalement, t'as un turn-over très important dans ces structures donc en trois ans, tu passes de militant qui arrive et qui dit : « Bonjour, y'a de la lumière je suis rentré » à : « Je suis pleinement responsable de la fédération, c'est moi qui anime la parole publique, c'est moi qui discute avec les autres mouvements, c'est moi qui au nom du collectif organise les réunions, l'action militante, participe aux événements... », etc. La grande force des organisations de jeunesse, et pourquoi je pense que c'est important d'arriver par là, c'est que tu apprends beaucoup en 5 ans et après c'est un bagage que tu emmènes avec toi dans d'autres mouvements. Des mouvements où là, tu n'as pas de distinction d'âge. »⁷⁷

Dans les espaces où les jeunes sont en minorité ; ils ont tendance à s'autocensurer et n'osent pas toujours prendre la parole face à des personnes plus âgées, plus expérimentées, habituées à s'exprimer en public et qui tendent au contraire à monopoliser la parole. Ce phénomène a été notamment constaté à l'occasion des soirées-débats organisées par le Forum, où les débats étaient ouverts à tous. Un animateur était donc systématiquement présent pour distribuer la parole et s'assurer que tout le monde se sente libre de donner son avis, sans craindre d'être jugé. Comme l'explique Yasmine : « *Pour les jeunes, le FFJ c'est se retrouver entre pairs, pouvoir discuter sans se demander tout le temps si ce que je dis c'est bien ou pas.* »⁷⁸

L'organisation politique non-mixte permettrait donc aux jeunes de gagner confiance en eux, non seulement en leur conférant des responsabilités, mais également en leur fournissant un cadre où ils pourront trouver une écoute bienveillante.

Un lieu où les victimes de domination peuvent s'organiser entre elles

Certains jeunes engagés considèrent enfin qu'ils sont les mieux placés pour parler de leurs conditions de vie et les plus à même de défendre leurs propres intérêts :

« Il est toujours bon que les victimes de rapports de domination, comme le sont les jeunes par le rapport de domination par l'âge, s'organisent eux-mêmes pour défendre leurs propres intérêts. Donc il faut que les jeunes se rassemblent pour défendre leurs intérêts, comme dans le combat féministe il faut que les femmes se rassemblent pour défendre leurs intérêts, etc. Dans toute lutte pour rééquilibrer les rapports de domination, il est important que les victimes de ce rapport puissent s'organiser entre elles quoi, puisqu'elles sont les plus à même de savoir comment se défendre. »⁷⁹

⁷⁷ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

⁷⁸ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

⁷⁹ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

Pour cet ensemble de raisons, la non-mixité au sein des mouvements de jeunesse a été prouvée utile et ne souffre pas aujourd'hui de remise en cause.

Aux origines de l'adhésion des organisations membres du Forum Français de la Jeunesse

Comme nous l'avons vu, le pluralisme du Forum Français de la Jeunesse, qui fédère des structures (syndicats, associations, partis politiques, mutuelles) aux formes et aux idéologies diverses, présente plusieurs avantages pour l'État, notamment un gain de temps et d'efficacité dans l'élaboration des politiques publiques et l'image d'une démocratie participative qui remplit toutes ses promesses. Concernant les organisations qui composent le Forum, leur adhésion à cet espace transpartisan et fortement institutionnalisé est motivée par plusieurs raisons que nous allons énumérer ici.

Structurer une « parole jeune » et repenser les moyens de participation de la jeunesse

Cette première motivation est au cœur du projet de création du Forum Français de la Jeunesse. Au cours de nos entretiens, plusieurs jeunes engagés ont évoqué cette puissance performative du FFJ. En effet, par sa simple existence, le Forum semble acter le fait qu'il existe une jeunesse organisée en France et que cette jeunesse a des choses à dire, des revendications à porter dans le débat public :

(1) « Concrètement, [le Forum Français de la Jeunesse] améliore les politiques jeunesse. Le fait que tu aies une organisation comme le FFJ qui fasse un lobby permanent sur les questions de jeunesse permet [de] crédibiliser le discours qui a été porté par les intellectuels depuis 20 ans, qui disent que la jeunesse est un cadre unifié. [...] Ça c'est le premier élément. On montre qu'il y a une parole jeune à porter et on essaye du mieux qu'on peut de défendre un certain nombre de propositions. »⁸⁰

(2) « On est là pour défendre que les jeunes soient en capacité de s'organiser, de se représenter et de lutter pour l'accès à leurs droits. Par l'existence même du Forum on prouve que la place des jeunes dans la société doit être renforcée, qu'on doit repenser les moyens de participation de la jeunesse, et le but premier de notre plaidoyer qui est de renforcer l'accès aux droits des jeunes. »⁸¹

⁸⁰ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

⁸¹ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

(3) « L'objet même du FFJ, c'est de permettre la représentation des jeunes. [...] Même sans aller trop dans les détails les gens se disent : oui il y a une jeunesse qui a des choses à dire. Et pour ceux qui vont plus dans le détail, ce sont vraiment des propositions concrètes qui font avancer les conditions de vie des jeunes si elles sont transformées en lois. Donc c'est cette émergence de la visibilité de la jeunesse pour la société civile et les pouvoirs publics. »⁸²

Gagner en légitimité et en visibilité auprès des décideurs

Un deuxième élément qui a motivé les organisations de jeunes à adhérer au Forum Français de la Jeunesse est sa proximité avec les institutions, c'est-à-dire l'aptitude du Forum à avoir accès aux politiques et à offrir de la visibilité et de la légitimité à ses membres. Cet élément a été souligné dans tous les entretiens sans exception et semble être le principal atout du FFJ. En raison de sa diversité et du nombre de jeunes qu'il représente, le Forum est plus facilement en capacité d'attirer l'attention des décideurs, comme l'expliquent les jeunes avec lesquels nous nous sommes entretenus :

(1) « À la JOC on représente uniquement la voix des jeunes en quartier populaire, donc c'est pas du tout l'ensemble de la jeunesse qu'on représente mais vraiment une partie spécifique de la jeunesse. [...] À nous seuls, on a du mal à se faire entendre et on a du mal à pousser les portes des réunions avec les décideurs. C'est vraiment cette force du collectif qui nous permet d'être là où il faut pour porter la voix de la jeunesse, tout en ayant toujours ce point d'attention de ne jamais oublier les jeunes des quartiers populaires et les difficultés particulières qu'ils subissent. On a besoin de cette force voilà, pour avancer dans notre lutte. [...] Pour la JOC, c'est vraiment nos intérêts qu'on cherche à défendre au FFJ par un lobbying qui pèse par la force du collectif. De 10.000 jeunes représentés à 10.000 x 13/15/16/17 ? Ça dépend combien on est ! (Rires) Et bien c'est une sacrée différence de légitimité et une sacrée différence de poids dans nos batailles avec les décideurs ! Toute est question de bataille, on ne va pas nous lâcher du pouvoir gratuitement comme ça... donc pour avoir ce pouvoir il faut se battre et pour ça il faut faire masse. Ça on ne peut le faire que si on se rassemble. [...] La force du FFJ, c'est sa diversité. C'est de montrer que nous on arrive à faire ce que les vieux n'arrivent pas, c'est-à-dire se rassembler ; donc plus on aura une diversité large plus notre légitimité sera renforcée. »⁸³

(2) « Bah, en fait le MRJC en lui-même il a pas de problème pour être organisé, il a pas de problème pour fédérer, il a pas de problème pour trouver de l'argent. Enfin il a les mêmes problèmes que tout le monde mais pas plus que le FFJ, ou plutôt le FFJ l'aide pas beaucoup là-dedans. Par contre, comme beaucoup d'organisations de jeunesse, il a du mal à se faire reconnaître comme étant vraiment utile ou comme ayant vraiment sa place à égal comme les autres superstructures du monde associatif de Paris quoi, de la capitale. Ça c'est aussi un peu aussi le cas de toutes les organisations de jeunesse, qu'elles décident de faire partie du FFJ ou pas, qu'elles aient des fantasmes de croire qu'elles représentent à elles toutes seules la jeunesse ou pas. Le MRJC n'a pas cette arrogance là, il pense qu'il représente, *au mieux*, s'il peut et encore il pense que c'est compliqué, tous les jeunes ruraux. Et déjà là c'est compliqué, ça ferait beaucoup de jeunes, mais en tout cas il ne représente pas tous les jeunes français parce qu'il a un particularisme. Du coup le MRJC a

⁸² Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

⁸³ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

besoin du FFJ pour faire entendre au plus possible les difficultés des jeunes ruraux, et leurs réussites aussi [...] »⁸⁴

(3) « Pour moi le Forum Français de la Jeunesse apporte deux choses : la première est purement égoïste en fait, c'est une question de prestige. Quand une structure participe à une superstructure qui a un enjeu national et qui la met en relation avec plein d'autres structures nationales, ça lui donne une importance supplémentaire. En terme de légitimité et d'image, pouvoir dire : « Moi, en tant que membre du Forum Français de la Jeunesse, je suis reconnu comme une structure nationale et mon association est mise à égale avec tous ses autres membres », ce n'est pas rien. Et quand tu remplis un dossier de subvention, ben tu dis : « Regardez, on pèse dans le game⁸⁵ ! ». Ça c'est important et je pense que c'est valable pour toutes les structures, même si les Jeunes Socialistes n'ont pas forcément besoin de ce genre de chose. Pour nous, la représentation au FFJ légitime notre position et notre combat. »⁸⁶

Comme le note Nathan, l'un des représentants du Forum, cette légitimité tient en grande partie du fait qu'il y a un jeu de métonymie qui se met en place entre le FFJ et la jeunesse de France :

(4) « Et un autre aspect qui est très positif, mais ça c'est lié à l'histoire du FFJ et de sa proximité avec les institutions, c'est aussi un vecteur qui permet d'avoir accès aux politiques, aux médias, etc. Ça c'est plutôt intéressant, mais ça repose un peu sur une supercherie. C'est en gros, et je m'arrêterai là-dessus, un peu l'idée que les médias et les politiques sont friands du FFJ parce qu'ils ont l'impression qu'ils parlent à la jeunesse et dès fois on se dit que c'est chouette parce qu'on est vachement entendus ; et en même temps dès fois je me dis : est-ce que on leur vend pas un peu, fin est-ce qu'on survend pas un peu le truc quoi ? Parce qu'en fait quand on regarde derrière, bon... »⁸⁷

Sortir de sa « bulle » en rencontrant d'autres organisations

Au cours des entretiens, la plupart des jeunes interrogés ont également mis en avant la dimension de partage du Forum Français de la Jeunesse. Le fait de rencontrer d'autres organisations, dont les objectifs et les idées sont parfois diamétralement opposés, et de débattre avec leurs représentants est un moyen de s'ouvrir sur le monde, de forger son esprit critique, mais également de se créer des contacts et de se bâtir un réseau militant :

(1) « [Le FFJ me permet de] conforter mes propres positions face à celles d'autres, puisque la mise en débat permet d'avancer et de construire encore un peu plus son esprit critique. Ça apporte aussi quand même une belle ouverture puisqu'avant je côtoyais assez peu des milieux plus aisés et de droite. Se confronter à ces

⁸⁴ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

⁸⁵ Signifie : « le jeu / la partie ».

⁸⁶ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

⁸⁷ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

milieux-là, ça aide à voir que tout n'est pas blanc ou noir, que c'est pas tous des gros cons de bourgeois qu'il faut tuer ! (Rires) Même si certains le sont (rires). Mais que c'est plus complexe que ça et que les gens restent humains, et que quand on arrive à avoir une discussion sereine on peut trouver des moyens de travailler ensemble. [...] C'est aussi un lieu qui m'a permis de mieux maîtriser les différents partenaires que pouvait avoir la JOC en terme d'organisation jeune, et créer des liens très forts avec les représentants avec lesquels je travaillais, ce qui facilite le travail ultérieur avec ces organisations là. [...] On a besoin [d'un lieu comme le Forum] pour apprendre à se connaître les uns les autres, confronter nos idées, échanger sur les particularités qu'on vit en tant qu'organisations de jeunes et comment on y fait face ; comment on arrive à demander des subventions alors qu'on rentre pas dans les cases, comment on forme nos membres, comment on peut travailler ensemble sur tel ou tel sujet. »⁸⁸

(2) « Pour être tout à fait honnête, au début pour nous l'enjeu c'était quand même évidemment de créer du lien avec d'autres grosses organisations associatives : MRJC et JOC. Je parle en toute honnêteté : c'est comme ça que c'est vécu, c'est comme ça que c'est dit au sein d'Animafac. C'est d'abord un rapprochement avec d'autres structures associatives qui sont sur d'autres champs. [...] Il y a quand même des points forts [au FFJ]. Des choses qui sont très très pertinentes. 1 – ça permet de faire du réseau et de se rencontrer. 2 – ça nous sort de notre monde et ça c'est quand même essentiel. C'est-à-dire que quand on rencontre des jeunes des partis politiques, que vraiment on rencontrerait pas ailleurs, on voit qu'ils ont d'autres préoccupations, qu'ils réfléchissent différemment. »⁸⁹

(3) « [Il y a au FFJ] l'idée de pouvoir rencontrer d'autres structures et discuter avec elles. De casser le biais qu'on a sur des questions qu'on traite dans notre coin, de sortir de cet effet de bulle. Et du coup, parfois on va pouvoir porter des trucs, pas forcément avec l'ensemble du Forum Français de la Jeunesse, mais avec certains membres qu'on a rencontrés au Forum. Pour l'instant, ça ne s'est pas forcément trouvé pour Jets d'Encre, mais ça pourrait. »⁹⁰

Le fait que des contacts puissent s'établir entre les organisations du Forum en dehors du cadre du FFJ est un phénomène intéressant. En effet, il témoigne à la fois de la réussite de l'un des objectifs du FFJ, à savoir créer du lien entre ses différents membres, et en même temps il peut être perçu d'un mauvais œil.

Nous verrons plus tard que la création d'une inter-orga regroupant les huit organisations les plus marquées « à gauche » politiquement du Forum et sa campagne de communication lancée parallèlement à celle du FFJ lors des présidentielles ont pu générer des tensions, notamment au sein de l'équipe salariale du FFJ.

⁸⁸ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

⁸⁹ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

⁹⁰ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

Dépasser les clivages pour faire « mieux que les aînés »

Une autre force du Forum Français de la Jeunesse consiste à faire vivre un idéal de démocratie pour des organisations aux projets de société parfois antagonistes : celui de parvenir, par delà leurs différences, à se mettre d'accord sur des « essentiels » à défendre. Les membres du FFJ sont ainsi prêts à mettre leurs intérêts particuliers de côté, pour œuvrer ensemble, dans leur diversité, à ce qui se rapproche le plus selon eux de l'intérêt général :

(1) « Il y a cette force du consensus au Forum Français de la Jeunesse qui peut nous aider à passer outre les petits combats internes et vraiment se centrer sur l'essentiel de ce qu'on a à défendre, et mettre toutes nos forces pour défendre cet essentiel là, ce consensus. Je crois qu'une belle force c'est de montrer à quel point on arrive à faire mieux que nos aînés. Quand on arrive à être tous ensemble autour de la table, de gauche comme de droite, à se mettre d'accord sur un point à défendre par le consensus, et ensuite à s'organiser pour le défendre, c'est quelque chose qui n'existe pas chez nos aînés et moi je suis toujours assez fière de raconter comment on y arrive. »⁹¹

(2) « Moi ce que j'aime dans le Forum Français de la Jeunesse c'est que son but, réel, c'est de mettre en avant (en tout cas moi comment je le vois) les organisations de jeunesse. C'est à dire, c'est de faire du plaidoyer de jeunesse, ça on est d'accord, mais c'est surtout de réussir à mettre autour de la table des organisations de jeunesse qui en temps normal passent plus de temps à se cracher à la gueule qu'à faire ça parce qu'elles font comme leurs aînées... du coup d'arriver à les persuader que sur certains points il est important de se mettre d'accord. Le réel but pour moi du Forum Français de la Jeunesse, en plus du plaidoyer sur la jeunesse, c'est surtout de réussir à fédérer et à faire travailler et avancer le plus possible dans le même sens des organisations de jeunesse qui représentent elles, en réalité, la jeunesse plutôt organisée, mais du coup la jeunesse en général de par leur diversité. »⁹²

(3) « Si [le FFJ] arrive à avoir [ses] subventions, on aura les moyens de fonctionner et de faire vivre un cadre dans lequel on se rencontre tous, dans lequel on est capables de tous prendre des positions communes, dans lequel on est capables de faire des événements sympas... Et c'est bien dans une vie politique, syndicale, associative... d'avoir des temps où l'enjeu c'est pas de gagner les élections, c'est pas de faire adhérer des gens à ta propre association, c'est pas de faire en gros avancer ton petit cheval contre les autres, mais de t'inscrire dans un cadre commun. »⁹³

Le Forum Français de la Jeunesse comme « bouclier »

Enfin, lors de notre entretien, Dominique, le consultant ayant suivi le FFJ dans le cadre de l'expérimentation APOJ, a soulevé un autre intérêt pour les organisations d'intégrer le Forum. Selon lui, les membres du Forum Français de la Jeunesse peuvent également se servir de lui

⁹¹ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

⁹² Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

⁹³ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

pour porter des messages auprès des pouvoirs publics qu'ils ne pourraient pas assumer de porter seuls :

« [Le Forum] leur permet non seulement de porter des messages publiquement, mais aussi peut-être d'utiliser le FFJ comme un bouclier. Les organisations peuvent porter des messages avec le FFJ sans être forcément visibles des pouvoirs publics. Ça c'est très très utile pour des petites assos locales par exemple, qui dépendent de financements et qui sont fragiles. Les Forums Régionaux de la Jeunesse portent des messages qui font consensus en son sein et qui permettent aux petites assos de ne pas se mettre en danger par rapport aux pouvoirs publics. »⁹⁴

En définitive, si l'on en croit les témoignages des bénévoles, les organisations membres du Forum Français de la Jeunesse ont de multiples intérêts à être représentées au sein de cette structure. L'adhésion au Forum permet en effet de gagner en légitimité et en visibilité auprès des décideurs, de se constituer un réseau militant, de se former et de partager des bonnes pratiques, d'œuvrer dans un collectif qui tend, par l'usage du consensus, à défendre les intérêts de la jeunesse dans son ensemble ou encore à porter des propositions sans être visible des pouvoirs publics. Néanmoins, en 2016, le FFJ a été traversé par une profonde crise interne qui s'est soldée par le départ de deux organisations idéologiquement proches de la droite (le parti politique Jeunes Républicains et la fédération étudiante La Fage) et les menaces de départ de plusieurs autres organisations, entachant sérieusement la représentativité du Forum.

⁹⁴ Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

Chapitre II : Un contexte marqué par des tensions internes et un fort enjeu de visibilité dans une « arène » publique concurrentielle

Dans son ouvrage sur les groupes d'intérêt, Michel Offerlé (1998)⁹⁵ écrit :

« Selon les conjonctures les types d'intérêt et les types d'organisation, les porte-parole institués sont tenus de justifier leur raison d'être. [...] Tout entrepreneur en représentation cherche l'élargissement de sa cause en affirmant –et en tentant de faire reconnaître– la force du nombre, l'importance centrale de l'intérêt, l'universalité et la justesse d'une idée éthiquement irréprochable [...] Cette tentative d'imposition de croyance en l'existence du groupe et en la force de l'organisation qui le fait vivre et qui « en vit » est à tout moment mise en péril par la confrontation avec la question de la représentativité. [Pour les groupes] qui font appel à l'adhésion (dans le sens le plus large) publique du public, force est de montrer, démontrer, obtenir le label de représentativité qui autorise à parler et à être entendu sinon écouté dans les divers espaces de représentation. »

Entre 2015 et 2016, trois organisations membres du Forum Français de la Jeunesse, qui constituaient son « aile droite », ont quitté le Forum. Ces départs ont soulevé des interrogations quant au pluralisme du FFJ et sa capacité réelle à défendre les intérêts de l'ensemble de la jeunesse. Comme nous allons le voir, si ces questionnements ont pu porter un coup à l'image du Forum auprès des décideurs, et éventuellement auprès des autres acteurs de jeunesse, ils ont surtout inquiétés les membres restants du FFJ. En effet, leurs doutes ont participé à marginaliser le cadre collectif du Forum Français de la Jeunesse et ont fini par plonger ce dernier dans une crise interne sans précédent.

Dans ce chapitre, nous verrons que l'incapacité du Forum à définir son périmètre de parole (c'est-à-dire, à choisir s'il a vocation à être le porte-parole des jeunes ou bien le représentant des organisations de jeunes qui le composent), entretient un flou qui tend à dérouter les partisans de l'une ou l'autre de ces options. Nous analyserons également en quoi le « *militantisme institutionnel* » du FFJ ainsi que sa volonté de créer le consensus parmi ses membres ont participé à modérer ses revendications et ses modes d'actions collectives, finissant par provoquer la frustration de ses propres militants.

Enfin, nous démontrerons que c'est par la professionnalisation de sa communication que le FFJ a tâché de colmater cette crise interne, en lançant notamment sa campagne « Les Jeunes font la Présidentielle », dont les principaux objectifs étaient de ressouder les membres du Forum et de restaurer sa crédibilité.

⁹⁵ OFFERLÉ, Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1998, 158 p., voir p. 69-70

1. La représentativité du Forum Français de la Jeunesse remise en question

Un an environ avant les élections présidentielles de 2017 et le lancement de sa campagne d'interpellation sur la place des jeunes dans la société, le Forum Français de la Jeunesse s'est ainsi retrouvé confronté à une crise de représentation sans précédent. Michel Offerlé (1998)⁹⁶ écrit à ce sujet : « *Rien n'est sans doute plus terrible pour des porte-parole que de ne plus pouvoir désigner clairement le groupe qui les autorise à parler. Et/ou de voir l'efficacité symbolique de la bannière nominale se dévaluer.* » L'élément déclencheur de cette difficulté à redonner crédit à l'image d'un FFJ transpartisan et apte à parler au nom de tous les jeunes est sans doute le départ tonitruant du mouvement politique des Jeunes Républicains, annoncé par voie de presse.

Analyse du Communiqué de presse annonçant le départ des *Jeunes Républicains*

Communiqué de presse publié sur le site des Jeunes Républicains, le 11 février 2015

Les organisations de jeunesse de droite (UNI-MET et Jeunes Républicains) quittent le Forum français de la jeunesse (FFJ) et dénoncent le verrouillage de la jeunesse.

Dès la création du FFJ, les Jeunes Républicains, l'UNI et le MET avaient choisi d'y participer estimant que cet organe pouvait être un espace de débat intéressant pour faire avancer les questions de jeunesse. L'UNI, le MET et les Jeunes Républicains avaient d'ailleurs, à l'époque, travaillé avec le cabinet de Luc Chatel à la mise en place du FFJ.

Mis en place par le gouvernement en 2012, l'espace de débat du FFJ s'est rapidement transformé depuis l'alternance socialiste au gouvernement en lieu de pensée unique, réservé uniquement aux idées de gauche.

Nos organisations ont eu à regretter que les opinions minoritaires dans cette instance ne soient jamais écoutées, et qu'elles ne figurent même pas dans les rapports du forum. Les avis du FFJ se sont succédés construisant un discours plus à gauche que le Gouvernement comme entre autres : la limitation du temps de travail à 32 heures, l'encadrement strict des loyers ou encore la limitation à un mandat unique dans le temps et dans l'espace !

Les milliers de jeunes que nous représentons refusent de continuer à cautionner cette mascarade, au sein d'une organisation qui attire les sensibilités pour mieux les aligner sur des positions gauchistes.

Nos organisations ont donc choisi de quitter collectivement le FFJ.

La voix des jeunes ne saurait être portée que par des organisations verrouillées qui prônent l'assistanat et le laxisme à tous les étages. Nous continuerons à porter la voix des jeunes, qui aujourd'hui, contrairement à ce que pense le FFJ, ne demandent pas plus de règlementations mais un souffle de liberté.

Les Jeunes Républicains

La publication du Communiqué de presse des Jeunes Républicains constitue un acte de langage, celui-ci ayant accompli la réalité qu'il dénomme, à savoir quitter le FFJ.

⁹⁶ Ibid., voir p. 66

C'est d'ailleurs par le biais de ce communiqué que les membres du Forum Français de la Jeunesse ont appris que l'organisation avait décidé de ne plus être représentée au Forum. Concernant l'UNI-MET, syndicat étudiant de droite, celui-ci avait dû quitter le FFJ quelques mois auparavant car il ne répondait plus aux critères d'adhésion fixés par les statuts de l'association (*consultables en annexes, p. 143*), mais cela n'est mentionné nul part au sein du communiqué. Ici, le départ de l'UNI-MET est en effet mis-en-scène et présenté comme un départ volontaire. Les deux organisations de droite accusent le FFJ de connivence avec le gouvernement socialiste et dépeignent le Forum comme un « *lieu de pensée unique, réservé uniquement aux idées de gauche.* » Cette accusation et le départ de ces organisations participent à la politisation du Forum, précisément parce qu'elles constituaient à elles deux l'aile droite du FFJ.

Ce communiqué emploie plusieurs méthodes que l'on pourrait qualifier de « sensationnalistes ». Tout d'abord, de nombreuses hyperboles sont utilisées pour dramatiser la situation, à l'image des termes : « *mascarade* », « *positions gauchistes* » (qui vient durcir l'expression « *idées de gauche* » utilisée quelques lignes plus haut), ou encore l'expression : « *organisations verrouillées qui prônent l'assistanat et le laxisme à tous les étages* ». En outre, certain nombre d'affirmations faites ici sont fausses. Nous avons déjà mentionné la mise-en-scène du départ de l'UNI-MET, nous pouvons également évoquer la mention à limitation du temps de travail à 32h, qui n'est pas une proposition portée par le Forum Français de la Jeunesse, ou bien celle au « *mandat unique dans le temps et dans l'espace* » ; qui est également mensongère puisque si le FFJ préconise effectivement le non-cumul des mandats dans le nombre et dans la durée, il propose néanmoins un renouvellement limité à une fois dans le temps.

Comme tout groupe d'intérêt, les Jeunes Républicains légitime sa décision en faisant appel au nombre et aux « *milliers de jeunes* » qu'il représente. Par cet exercice de ventriloquie, le mouvement confère plus de poids à son départ puisqu'il prétend que ce dernier a été motivé par tous ses adhérents et non par l'élite que forme le bureau de l'association. À la fin de ce communiqué, le mouvement politique se réclame le plus apte à porter « *la voix des jeunes* », mettant en doute la capacité réelle du Forum Français de la Jeunesse à défendre leurs intérêts dans l'espace public.

Le départ des Jeunes Républicains a suscité des inquiétudes parmi les organisations membres du Forum. Pour la première fois, un signe venait en effet égratigner publiquement l'image d'un espace pluraliste, apaisé et représentatif de toutes les sensibilités de la jeunesse.

Le Forum Français de la Jeunesse en proie à une profonde crise interne

Le lendemain de mon arrivée au Forum Français de la Jeunesse, s'est tenu le Conseil de fin d'année du Forum. Le Conseil, qui se réunit au rythme de trois fois par an, est le lieu où siège l'ensemble des représentants des organisations et où sont validés les positionnements du FFJ (*l'organigramme du FFJ est consultable dans les annexes, p. 130*). Lors de celui-ci, plusieurs organisations ont fait part de leurs doutes, voire de leur volonté de quitter le Forum suite au départ des Jeunes Républicains. Ces organisations estimaient que le pluralisme était menacé au sein du FFJ et que cela remettait en question le bien-fondé de son existence. D'autres craintes et d'autres critiques ont également été formulées par les membres du Forum, qui ont notamment remis en cause le mode de gouvernance de l'association, sa stratégie de lobbying et son manque de transparence.

La crainte de l'instrumentalisation

Lors du Conseil, les organisations Promotion et Défense des Étudiants (PDE) et EmeVia ont toutes deux fait part de leur crainte d'une instrumentalisation de la part du gouvernement. PDE, par son statut d'association étudiante apolitique, asyndicale et aconfessionnelle a été la première organisation à manifester son malaise face à la faible place occupée par les organisations de droite au FFJ après le départ des Jeunes Républicains. Le porte-parole de PDE a ouvertement remis en question la pertinence du Forum en demandant à l'assistance s'il y avait réellement besoin du FFJ pour que les organisations de jeunes importantes se rassemblent lorsqu'elles sont confrontées à un « gros sujet ». Il a également annoncé que les administrateurs de son organisation avaient voté à l'unanimité le départ du FFJ. Néanmoins, au fil de la réunion, appréciant que le Comité d'Animation ait initié une démarche de remise en question, PDE a finalement accepté de travailler à réformer le FFJ.

La crainte de l'absorption

Le réseau de mutuelles étudiantes EmeVia a regretté qu'un espace au départ voué à ce que les organisations de jeunes se réunissent pour faire des propositions communes ne se transforme en un espace trop indépendant de ses membres. En effet, le représentant d'EmeVia a expliqué que le Forum faisait trop de portage de propositions durant des rendez-vous internes et a évoqué l'inquiétude de son organisation quant au fait que le FFJ puisse finir par supplanter ses membres en devenant l'interlocuteur privilégié des politiques (notamment lors des commissions interministérielles). Lors de son tour de parole, le représentant de la fédération étudiante La Fage a, lui aussi, dénoncé une stratégie de représentation du Forum pas toujours claire et s'est étonné d'avoir appris parfois la tenue de rencontres entre le FFJ et les décideurs après que celles-ci aient eu lieu, ou indirectement, lors de rendez-vous avec d'autres acteurs jeunesse. Nous reviendrons, dans le dernier chapitre de ce mémoire, sur ces rivalités qui participent à freiner le développement du Forum et sa capacité à produire un plaidoyer fort.

La crainte de la politisation

L'organisation EmeVia a également profité du Conseil pour exprimer sa gêne à l'idée d'être assimilée à certaines positions du Forum Français de la Jeunesse sur des problématiques qui ne concernent pas directement son domaine d'expertise. En effet, les administrateurs d'EmeVia ne souhaitent pas que le logo de leur organisation apparaisse sur des Communiqués de presse qui ne traitent pas de questions relatives à la santé des jeunes. C'est ainsi qu'à l'occasion de la publication d'une tribune du FFJ en réaction à l'annonce du projet de *Loi Travail*, le Conseil avait trouvé une parade en n'apposant que le logo du Forum Français de la Jeunesse et non pas tous les logos de l'ensemble des organisations membres, comme le voulait l'usage. Le représentant du réseau de mutuelles a, à ce titre, demandé au Comité d'Animation de se pencher sur la question suivante : « Jusqu'où la parole du FFJ engage celle de ses membres ? ».

Des jeux d'influences au sein des collègues

Lors de ce Conseil, La Fage a également critiqué le fonctionnement collégial du FFJ, un mode de gouvernance jugé non-adapté et cloisonnant par l'organisation. Les administrateurs de La Fage ont par ailleurs dénoncé des méthodes « pas nettes » dans l'attribution des sièges au

Comité d'Animation du Forum, expliquant que les rapports de force qui se jouaient en interne au sein du FFJ avaient fini par motiver leur décision de quitter le Forum. Quelques semaines après le Conseil, La Fage actait donc le troisième départ du Forum Français de la Jeunesse. L'équipe du FFJ ne conteste pas l'existence de ces jeux d'alliances entre les organisations au sein du Forum :

(1) « Je sais que certaines organisations ne se trouvent pas autant intégrées au FFJ [que la JOC, et je pense que c'est lié au] fait d'être membre du Comité d'Animation. Pour certaines organisations c'est plus une plaie qu'autre chose et ils se battent pour ne pas y être comme dans le collège associatif (rires). Mais pour d'autres, c'est le moyen d'entrer dans les ministères et compagnie, et malheureusement il y a des jeux de pouvoir qui se jouent, et certaines organisations peuvent se sentir flouées quand d'autres s'organisent et montent une stratégie pour les mettre de côté. Voilà, par exemple l'UNEF, la LMDE et autres qui se sont liguées contre La Fage pour que La Fage soit pas membre du Comité d'Animation. Donc La Fage s'est sentie flouée dans l'affaire et ils avaient raison, hein. »⁹⁷

(2) « Il y a eu des guéguerres entre La Fage et l'UNEF. Au FFJ on n'a pas vu ce qu'il se passait. Et nos modes de fonctionnement, ça je suis assez d'accord, n'ont pas trop permis d'éviter ça. Par exemple ce sont les collèges entre eux qui se mettent d'accord pour la nomination au Comité d'Animation, et il y a eu des jeux d'alliance pour que ce soit l'UNEF qui soit au Comité et pas La Fage. Après La Fage se méfie également énormément du FFJ puisque La Fage est lui-même un réseau. Ils voulaient politiquement se détacher du FFJ. C'est sûr qu'il y a des choses dans la gouvernance qui les ont saoulés et on l'entend bien, après on n'est pas dupes que pour le reste c'est juste un stratagème politique quoi. »⁹⁸

L'opacité du Comité d'Animation

Enfin, les organisations non-représentées au sein du Comité d'Animation du FFJ ont unanimement estimé que ce dernier était trop opaque et qu'il fallait impérativement remédier au problème de communication interne en fluidifiant la transmission des informations. Cette question a d'ailleurs bien failli provoquer le départ d'une autre organisation : le réseau d'associations étudiantes Animafac, qui a avoué lors du Conseil ne pas toujours être en phase avec le fonctionnement stratégique du FFJ, lui reprochant entre autre un manque de méthode :

« L'année scolaire dernière, on avait reproché un peu... c'est pas de l'opacité, c'est même pas du manque de transparence mais... du manque de méthode qui permettait de tenir informé tout le monde. [...] Ce qui est compliqué, c'est qu'il y a beaucoup de projets qui sont lancés et portés, et actuellement le rythme de nos Conseils et la diversité des points de vue font qu'il y a un peu une tension entre le rythme que sur certains projets on aimerait voir (c'est-à-dire que ça prenne plus de temps pour créer plus de consensus) et le rythme de l'équipe qui aimerait bien que ça aille plus vite, parce qu'ils ont aussi des contraintes (partenariales, financières et tout). À certains moments, on a l'impression qu'on apprend les choses un peu tard, qu'il faut

⁹⁷ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

⁹⁸ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

se prononcer très vite, etc. [...] Le problème c'est que dans le Comité d'Animation, ce qui manque c'est la conscience de l'autre. C'est-à-dire de celui qui n'est pas dans le Comité d'Animation et qui du coup, n'est pas du tout dans la même logique. »⁹⁹

L'association de défense de la presse jeune Jets d'Encre a, elle aussi, envisagé un départ du FFJ pour des raisons similaires :

« Avant qu'on mette en place tous les outils de communication interne cette année, on avait très peu de retours du FFJ. On avait des nouvelles du FFJ que lorsqu'on venait au Conseil, on apprenait les choses un mois après qu'elles aient eu lieu. Il y avait un vrai manque, on ne savait pas du tout ce que faisait le Comité d'Animation, il y avait un truc très opaque en fait, qui a d'ailleurs contribué à la crise qu'a connue le FFJ l'année dernière. [...] Quand les orgas commençaient à dire qu'elles voulaient quitter le FFJ parce que ça ne marchait plus, etc., nous on était aussi les premiers à dire qu'il fallait mettre en place de nouvelles solutions. Parce que ça devenait hyper frustrant, on ne comprenait plus ce qu'il se passait au FFJ et ça ne donnait pas envie de s'y impliquer. On n'avait pas menacé de quitter la structure si les choses qu'on suggérait n'étaient pas mises en place, mais c'est vrai que c'est quelque chose qu'on a sérieusement envisagé. »¹⁰⁰

Pour cet ensemble de raisons, le Conseil de fin d'année du Forum Français de la Jeunesse, particulièrement houleux, a été le théâtre d'une remise en question généralisée du FFJ par ses propres membres. Néanmoins, la plupart des organisations ont fini par s'entendre sur le fait que les enjeux pour la jeunesse étaient trop importants à l'horizon des présidentielles 2017 pour que le Forum ne se lance dans la campagne en étant divisé. Les organisations ont rappelé que l'existence d'un espace comme le FFJ, rassemblant des organisations de jeunes aux formes et aux sensibilités différentes, était un symbole fort dont il ne fallait pas remettre en cause la pertinence. Malgré tout, les membres du Conseil ont jugé qu'une évolution des modes de gouvernance et une redéfinition de la stratégie de lobbying du FFJ étaient absolument nécessaires pour sa survie. Dans un souci de transparence, ils ont également acté la mise-en-place de nouvelles méthodes de communication interne afin que les membres non-représentés au Comité d'Animation soient mieux informés à l'avenir. Si ces bonnes résolutions ont convaincu les organisations Animafac, Jets d'Encre, PDE et EmeVia, qui ont finalement participé à la réforme du FFJ, le départ de La Fage n'a quant à lui pas pu être empêché.

⁹⁹ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

¹⁰⁰ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

Qui sont les porte-paroles ? Analyse des profils des intermédiaires de l'interaction entre jeunes et décideurs

Dans son ouvrage sur les groupes d'intérêt, Guillaume Courty (2006)¹⁰¹ évoque le « *double jeu de la représentation des intérêts* » pour décrire le travail particulier des porte-paroles, qui consiste à parler et à agir au nom de ses mandants, à défendre leurs intérêts et, *in fine*, à « *rendre présents ceux qui sont absents* » par le recours au mécanisme de délégation. Pour situer les impératifs auxquels les professionnels de la représentation sont (plus ou moins) exposés, l'auteur mobilise l'enquête de Sylvain Maresca sur les représentants des paysans de la FNSEA (1981)¹⁰² dont la conclusion sonne comme un « paradoxe démocratique » :

« Les plus représentatifs des paysans sont les moins représentatifs des porte-paroles. Deux tendances générales peuvent en être déduites. Plus on s'élève dans la hiérarchie des groupes, plus les représentants se professionnalisent et plus ils se différencient de ceux qu'ils représentent. Plus cet écart se creuse plus le travail des représentants doit donner des preuves de leur sincérité, de leur dévouement, et plus ces justifications ont du mal à être prises au sérieux par ceux qui sont les premiers à percevoir la différence entre celui qu'est devenu « leur » représentant et ce qu'ils sont restés « eux ». »¹⁰³

Dans l'approche ethnographique de Maresca, souligne Courty : « *les interactions avec les pouvoirs publics apparaissent comme des situations tendues dans lesquelles les représentants doivent se distinguer de leurs mandataires pour être crédibles et apparaître comme des interlocuteurs dignes de foi. Or, ce faisant, ils s'éloignent de ceux qu'ils sont chargés de représenter.* » Ainsi, les porte-paroles ont tendance à s'éloigner de ceux qu'ils représentent par leur profil social, leur travail quotidien et leurs conditions de vie.

Le « profil-type » des représentants du Forum Français de la Jeunesse

Dans son rapport d'évaluation de l'expérimentation APOJ portant sur le développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes¹⁰⁴, l'Agence Phare dresse le constat suivant :

¹⁰¹ COURTY, Guillaume, *Les groupes d'intérêt*, La Découverte, « Repères », 2006, 128 p.

¹⁰² MARESCA, Sylvain, « Remarques ethnographiques sur le travail de représentation des dirigeants agricoles » *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 38, Numéro 1, 1981, p. 3-18, cité dans COURTY, Guillaume, *Les groupes d'intérêt*, La Découverte, « Repères », 2006, 128 p.

¹⁰³ COURTY, Guillaume, *Les groupes d'intérêt*, La Découverte, « Repères », 2006, 128 p., voir p. 55

¹⁰⁴ CATHELIN, François, MELLOTTÉE Laeticia et RIVAT Emmanuel, « Rapport d'évaluation de l'expérimentation APOJ : Développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes », Rapport réalisé par l'Agence Phare, 2017, 135 p., voir p. 49

« La plupart des jeunes responsables des associations de jeunes a donc une moyenne d'âge relativement élevée, un niveau de diplôme élevé et un type de formation universitaire proches des sciences sociales au sens large. Ces caractéristiques relativement homogènes confirment l'idée que les discriminants sociaux jouent dans le fait d'accéder à des responsabilités associatives, notamment de grandes associations nationales. Ces caractéristiques peuvent témoigner de la capacité des responsables associatifs à mobiliser des compétences formelles dans la gestion des associations. »

Les conclusions de Sylvain Maresca et de l'Agence Phare semblent se vérifier au Forum Français de la Jeunesse. N'ayant pas pu conduire d'entretiens avec tous les représentants des organisations au Conseil du FFJ, nous ne pouvons proposer une étude statistique exhaustive de ce phénomène ; mais il m'est apparu très clairement lors de mon immersion au Forum que ses représentants disposaient, pour la grande majorité d'entre eux, d'un « profil-type » qui leur permet de maîtriser les « codes » et d'être à l'aise aussi bien dans leurs interactions avec les décideurs qu'avec les jeunes. En effet, les jeunes engagés au FFJ sont des professionnels de l'engagement et du militantisme et ils sont pour la plupart d'entre eux très diplômés. Il y a également une surreprésentation des hommes – blancs – parmi les membres du Conseil. Ainsi, si la parité est respectée au sein du Comité d'Animation, du collège associatif et du collège lycéen, elle n'est pas respectée dans le collège constitué des mutuelles et syndicats étudiants puisque sur 8 représentant(dont 4 titulaires et 4 suppléants), on ne dénombre que deux filles, respectivement titulaire et suppléante à la représentation du syndicat UNEF au FFJ. Le collège partisan, quant à lui, ne compte aucune fille sur 5 partis politiques représentés et 10 représentants (5 titulaires et 5 suppléants). Il y a également une très large sous-représentation des personnes non blanches au Conseil du FFJ (seulement une personne sur 22).

Lors des entretiens, trois enquêtés ont spontanément soulevé leur embarras face au manque de représentativité des porte-paroles du Forum. La représentante de la JOC a ainsi regretté que les politiques organisationnelles d'une grande partie des membres du FFJ ne permettent pas de lutter contre les mécanismes de reproduction et de sélection sociale des porte-paroles, afin de promouvoir à la tête du FFJ des jeunes issus des fractions les plus dominées des réseaux de ses adhérents :

(1) « Je pense qu'au sein du Forum Français de la Jeunesse, on peut impulser petit à petit un peu plus d'éducation populaire qui pourrait aussi un peu aider à casser ce côté « élitiste ». Parce qu'on a quand même des représentants qui forment une sacrée élite ! Et ça je trouve que c'est dommage, puisqu'on devrait pouvoir être en capacité de représenter l'ensemble de la jeunesse en étant semblables à la jeunesse qu'on veut représenter. Fin en tout cas, c'est la vision de la JOC sur le sujet. [...] Par exemple, la JOC et le MRJC portent vraiment à cœur ce projet d'éducation populaire qui fait qu'on a des membres du FFJ, de la JOC ou

du MRJC, qui détonnent un peu parfois par rapport au reste ! (Rires) Parce que justement, ils ne font pas partie de cette « élite classique », mais ils ont tout autant de compétences. Même si elles sont peut-être différentes. Les autres organisations de jeunes comme les syndicats ou les partis politiques ont malheureusement trop tendance à copier leurs aînés sur ce point-là. Par la candidature, c'est seulement une élite qui parvient au sommet et ils ont tout un fonctionnement qui n'aide pas, avec des formations d'orateurs et ce genre de choses, qui accentue un peu plus la coupure entre eux et le reste des jeunes. [...] [Au FFJ il faut] faire en sorte que nous, en tant que représentants de tous ces jeunes là, on soit un peu plus représentatifs des jeunes qu'on représente. Voilà. Pour parler crûment : qu'il n'y ait pas que des blancs au sein du Conseil du FFJ, parce que c'est juste ridicule. Ça montre bien le biais qui existe. Si on a tous une petite gueule d'étudiant, tous un petit costard machin, on voit que là y'a un soucis. »¹⁰⁵

(2) « Pour moi il y a énormément de frustrations liées au Forum Français de la Jeunesse. Le fait que ce soit une superstructure associative qui rassemble différentes organisations, ça fait que le biais qu'on a de vivre dans l'entre-soi est quelque part d'autant plus fort que ceux qui agissent dans le FFJ ne sont que des cadres associatifs. On ne fait même plus réfléchir que des bénévoles, on ne fait réfléchir que des cadres associatifs entre eux. On est qu'entre gens du bureau, donc le biais est d'autant plus fort que t'es potentiellement encore plus éloigné du terrain ! D'ailleurs ça me fait penser à un autre biais de l'associatif, qui est encore plus fort au FFJ : souvent dans l'associatif, le profil de la personne qui va s'impliquer fortement dans une structure a tendance à être un peu bourgeois, blanc, mâle... Ça on le voit au Forum Français de la Jeunesse, on a quand même un public masculin assez important, et même si les salariées sont des femmes, parmi les représentants il y a beaucoup de mecs – et globalement quand même tous blancs et tous issus de la bourgeoisie / classe moyenne ! Ce biais qui se renforce encore plus au FFJ fait qu'on est pour moi encore moins représentatif de la jeunesse. »¹⁰⁶

(3) « On est le seul mouvement rural [au Forum], le MRJC. Du coup, je pense que je fais partie de ces gens qui apportent une petite différence par rapport aux étudiants parisiens qu'on peut voir au sein du FFJ habituellement. [...] Moi je fais partie de la branche des gens du FFJ qui apportent un autre public. Comme je disais tout à l'heure, c'est pas les étudiants parisiens quoi. Et donc du coup, dès fois je me demande réellement en quoi [les avis du FFJ] pourrai[en]t toucher, aider ou accompagner des jeunes ruraux. »¹⁰⁷

Les réflexions des enquêtés soulignent bien qu'au-delà de la question du nombre d'organisations représentées au sein du Forum et de leur pluralisme politique, la question de l'élitisme de leurs porte-paroles mérite également d'être posée si l'on souhaite évaluer la capacité du FFJ à incarner l'ensemble de la jeunesse et sa légitimité à parler en son nom.

¹⁰⁵ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

¹⁰⁶ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

¹⁰⁷ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

Le Forum Français de la Jeunesse, porte-parole légitime de la jeunesse ou des organisations de jeunes ?

Il y a, au sein du Forum Français de la Jeunesse, deux écoles. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, une partie des représentants du Forum considère que ce dernier a vocation à représenter l'ensemble de la jeunesse et à structurer une « parole jeune » dans l'espace public. Les autres représentants, eux, estiment que la stratégie de communication et de lobbying qui consiste pour le FFJ à se revendiquer comme porte-parole de « la jeunesse » est une erreur. Ainsi, les questions suivantes : « Au nom de qui le FFJ est-il autorisé à parler et à agir ? Les intérêts de qui le FFJ est-il apte et légitime à défendre ? » ne trouvent pas de réponse claire et univoque parmi les membres du Forum. Le flou qui règne actuellement au FFJ autour de cette problématique pose un problème fondamental et explique sans doute la difficulté du Forum à donner crédit (y compris, et peut-être même d'abord en interne) à l'image d'un espace transpartisan et représentatif des jeunes dans toute leur diversité.

(1) « En soi, le Forum Français de la Jeunesse se donne pour objectif d'être l'un des interlocuteurs principaux quand on doit traiter des questions de jeunesse, en mettant en avant sa légitimité qu'il tient du fait qu'il regroupe plusieurs structures organisées par des jeunes. Il dit : « Nous on touche plein de jeunes de milieux différents, écoutez-nous, on a des avis intéressants, critiques et qui viennent du terrain à vous donner ». Mais pour moi, ce qui est limitant dans l'intérêt du Forum Français de la Jeunesse, c'est qu'il s'agit d'un Forum associatif. Et je considère que l'expérience associative a tendance à te propulser dans un autre monde, à te couper des gens qui ne sont pas dans ce monde. [...] Donc même si le FFJ représente plusieurs associations, c'est que des gens qui sont dans l'associatif qui s'expriment. Il y un biais de fait, qui limite pour moi l'intérêt que peut avoir le FFJ en se disant « parole de la jeunesse ». En fait non, c'est « parole de la jeunesse qui s'engage » et pas « parole de tous les jeunes ». »¹⁰⁸

(2) « Pour nous, une des bizarreries du Forum Français de la Jeunesse, c'est qu'on ne reconnaît pas une jeunesse dans l'absolue. La notion même de « la » jeunesse nous paraît être une construction politique qui est un peu bizarre. C'est difficile le FFJ parce que ça semble laisser penser que les pouvoirs publics et institutions doivent travailler avec « la » jeunesse et qu'il y a UNE jeunesse. Même si au FFJ on est conscients hein, on dit bien qu'il y a plusieurs jeunesses, etc., on l'assume ; ça laisse penser que quand on parle au FFJ on parle à la jeunesse alors qu'en réalité elle est diverse, elle est complexe et c'est pas forcément sain de faire ça. [...] Ce que je trouve bizarre c'est qu'en fait, l'engagement du FFJ on ne sait pas bien ce qu'il veut dire. On ne sait pas bien si quand le FFJ s'engage, il a vocation à dire qu'il s'engage au nom des organisations de la jeunesse et si c'est bien de communiquer comme ça. Après quand on me demande si on va trop loin ou pas assez loin, je réponds : « Ben ça dépend, c'est quoi notre périmètre de parole ? On parle au nom de qui et au nom de quoi ? » [...] Quand [le FFJ s'exprime], on sait pas trop si c'est un peu de revendications syndicales, si c'est de nature d'expertise, est-ce que ce sont les partis politiques qui disent : « Voilà le point de consensus entre nos partis »... Du coup, ça brouille le message.

¹⁰⁸ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

Je pense que comme on n'arrive pas à savoir lequel des trois s'exprime, on dit : « Ben c'est la jeunesse », ou : « C'est les structures de la jeunesse ». »¹⁰⁹

(3) « Le réel intérêt du Forum c'est de mettre en avant les organisations de jeunes comme étant les seules vraies interlocuteurs de la jeunesse et pas nos archaïques bon vieux parents et arrières grands parents qui dirigent certaines orgas et n'ont plus rien à faire avec la jeunesse. [...] Comme je le disais, j'arrête pas de le dire d'ailleurs et je suis le seul en Comité à dire ça donc je me demande si c'est pas moi qui suis complètement con à force : pour moi le FFJ n'a que deux rôles. C'est : Mettre en avant ses avis et mettre en avant qu'il faut parler avec les organisations de jeunesse. Et en fait il le fait pas ça. Il a fait son cahier, enfin le Livre où il parle des organisations de jeunes dedans, mais bon LOL¹¹⁰ quoi, on s'en fout. Moi je m'en fous. Pour moi le rôle premier du FFJ c'est que les organisations de jeunesse prennent le pas sur les autres orgas pour parler de la jeunesse, je n'ai aucune honte à le dire. Je trouve ça beaucoup plus formateur et beaucoup plus puissant quand ce sont des jeunes qu'on forme à prendre des responsabilités qui s'expriment. [...] »¹¹¹

Il apparaît à la lecture de ces témoignages que la question qui consiste à savoir de *qui* le Forum doit se revendiquer le porte-parole est cruciale pour l'avenir de ce dernier. Actuellement, sa stratégie de lobbying consiste plutôt à faire de lui le représentant de la jeunesse au sens large, mais comme en attestent ces témoignages, celle-ci n'est pas partagée par une partie des organisations membres.

En revanche, tous les représentants du Forum sont assez d'accord pour dire que si le rôle qu'il choisit de se donner est bien de représenter tous les jeunes, la structure manque actuellement à son devoir, et qu'il est donc impératif qu'elle accueille plus de membres et récupère ceux qu'elle a perdus. En effet, bien que le FFJ ne profite pas de sa composition actuelle (plutôt à gauche) pour porter des propositions dont il sait pertinemment qu'elles ne pourraient pas être reprises par des organisations de droite, il est néanmoins soumis à un problème inévitable : plus son spectre politique est resserré, plus le consensus entre ses membres à tendance à aboutir dans une médiane d'opinions qui penche plus à gauche qu'au centre. Dans ce contexte, le départ des organisations de droite pose donc effectivement un problème, parce que cela signifie que toute une partie de la jeunesse n'est pas représentée. Le Conseil de juin n'ayant pas fait émerger ouvertement la question du périmètre de parole du FFJ, les réformes engagées par le Forum depuis n'ont pas permis d'endiguer les préoccupations des membres sur ce point :

¹⁰⁹ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

¹¹⁰ LOL est un acronyme qui signifie « Laughing Out Loud » en anglais, c'est-à-dire « Rire à haute voix ».

¹¹¹ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

(1) « [L'une des faiblesses du FFJ] c'est qu'on manque de représentativité politique, on est plus à gauche qu'à droite. Même si, parce que les gens respectent tout à fait le cadre, il y a pas une volonté hégémonique des organisations de gauche de dire : « Il faut absolument montrer qu'on est majoritaires et aller à des votes pour porter des positions qui, de toute façon, n'ont pas à être portées par l'ensemble du spectre politique droite-gauche, syndicats comme associations ». Il a donc un certain respect. Par exemple aujourd'hui si dans le groupe politique on est plus à gauche, on va pas exprès porter des propositions dont on sait que l'UDI ne pourra pas les accepter, et que peut-être demain les Jeunes Républicains se diront : « On va pas aller vers un mouvement qui porte la semaine des 4 jours, l'année sabbatique ou le revenu universel », donc voilà. Le but ce n'est pas d'imposer des thèmes dont on sait qu'ils ne pourront pas faire le consensus. Il y a vraiment une logique de consensus. Mais bon, il y a quand même une faiblesse puisque que force est de constater qu'il manque des organisations. »¹¹²

(2) « J'ai énormément de mal à voir ce que pourrait être le futur du FFJ, parce que ça ne dépend pas que du Forum et de ses membres. Actuellement l'existence du FFJ dépend de ses rapports avec le gouvernement puisqu'il vit des subventions publiques. Avec Macron on peut imaginer que le FFJ continuera d'être financé car ils se sont rencontrés et j'ai l'impression que ça c'était plutôt bien passé, donc il n'y a pas de raison. Là-dessus on peut être plutôt confiants. Mais c'est vrai que quelque part, le FFJ est remis en cause car il ne représente pas tous les partis politiques. Tant qu'il n'y aura pas les Jeunes Républicains au FFJ et tous les gros partis, ça sera toujours une structure un peu casse-gueule avec une pertinence limitée. »¹¹³

(3) « Il y a un vrai risque, que j'ai soulevé, suite au départ des organisations de droite. Alors ça s'est un peu calmé l'hémorragie, mais y'a un moment où c'était vraiment problématique et où on n'arrivait pas à représenter... Mais en réalité c'est toujours une faiblesse du FFJ de ne pas être capable d'avoir La Fage, d'avoir les Jeunes Républicains... Le FFJ va chercher des autres personnes alors qu'en réalité il faudrait déjà retrouver les mêmes ! Pour moi on ne peut pas se passer de ceux qui sont partis, et pourtant on veut en rajouter d'autres comme ça ça va cacher la misère ! Moi je trouve ça un peu bizarre comme logique, mais bon, bref. »¹¹⁴

Pour les partisans d'un Forum Français de la Jeunesse qui n'aurait vocation qu'à parler au nom de ses membres, donc de la « jeunesse organisée », le départ des organisations de droite ne constitue plus un problème existentiel. En effet, dans ce cas de figure, le Forum ne serait plus contraint de répondre à l'impératif du pluralisme politique pour être considéré comme représentatif et/ou légitime dans son rôle de porte-parole. La seule préoccupation du FFJ serait d'accueillir de nouveaux membres afin d'asseoir son poids politique, peu importe leur sensibilité. Et comme l'explique l'enquête (2) dans la citation ci-dessous, une telle stratégie de lobbying pourrait peut-être même permettre aux membres qui ont quitté le Forum d'y revenir, dans la mesure où cet espace seraient moins en proie aux tensions internes et aux jeux de pouvoir.

¹¹² Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

¹¹³ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

¹¹⁴ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

(1) « Dans les deux ans à venir, je pense que –un peu comme l’Union Européenne tu vois ?–, si le FFJ n’a pas réussi à modifier ses statuts et à accueillir plus de membres, il finira par ne plus être représentatif de la jeunesse. Du coup, s’il n’est plus représentatif de la jeunesse, les financements vont mourir et ça va vite calmer tout le monde, donc voilà quoi... Je me dis qu’il faut que le FFJ trouve une solution pour accueillir plus de monde. Et surtout, vu le quinquennat qu’on va avoir là, où il n’y a plus de Priorité jeunesse, il faut que le FFJ –en plus de faire un peu de plaidoyer- fasse surtout du lobby pour remettre les organisations de jeunesse en avant. En fait, je pense que le FFJ va devoir faire que ça pendant 5 ans, parce que si la compétence jeunesse va au Ministère de l’Éducation, ça change totalement le rapport que le gouvernement entretient avec la jeunesse. Avant c’était vie associative, cohésion sociale et jeunesse. Maintenant, si ça va à l’Éducation, on aura deux ministères qui parleront de jeunesse : l’armée avec le Service Obligatoire et l’éducation. Ça n’a plus rien à voir avec ce qu’on a connu avant ! Les orgas de jeunesse vont devoir se battre pour essayer de garder leur place, et donc consacrer moins de temps au FFJ. Il faut que le FFJ prouve son utilité dans les 5 ans à venir en étant un vrai pivot de l’organisation et de la représentation, pour que les orgas puissent avoir une stratégie un minimum commune et forcer le gouvernement à reconnaître l’intérêt des organisations de jeunesse gérées et animées par des jeunes. Il faut qu’on tire notre pain comparé aux autres organisations de jeunesse comme le Cnajep ou le Mouvement associatif, parce qu’elles, elles n’auront aucun scrupule à se débarrasser des orgas gérées et animées par des jeunes – de toute façon pour la moitié elles les fédèrent déjà. »¹¹⁵

(2) « Ça pourrait valoir le coup que le FFJ se recentre sur ce qu’il est vraiment et dire : « le FFJ est une structure qui rassemble des organisations de jeunes, il est donc représentatif des organisations de jeunes », et pas forcément aller plus loin que ça. Cela pourrait permettre de ramener des gens qui ont quitté le FFJ parce qu’ils considéraient qu’il était trop politisé, trop généraliste et trop clivant, de s’attacher à défendre les intérêts et à représenter ses organisations et non pas toute la jeunesse de France. »¹¹⁶

Les membres du Forum Français de la Jeunesse n’étant pas toujours tous d’accord sur le rôle et les orientations à donner à cette organisation, cette dernière défend parfois des positionnements qui peuvent sembler « étranges »¹¹⁷, comme l’explique un enquêté, aux autres acteurs de jeunesse. En effet, à la fois le Forum connaît une dynamique de politisation avec les mouvements politiques et les syndicats en son sein (qui soutiennent globalement son développement en tant que groupe d’intérêt visant à défendre les droits de la jeunesse) ; et dans le même temps, un collège associatif craignant parfois de se retrouver associé à des positionnements partisans, et défendant plutôt la vision d’un FFJ comme porte-parole des organisations de jeunes. Pour permettre la survie de ce collectif composé d’acteurs aux intérêts divergents, le Forum Français de la Jeunesse n’a d’autre choix que de rechercher le « consensus » comme mode de décision. Sa pratique du plaidoyer le pousse également à avoir

¹¹⁵ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d’Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

¹¹⁶ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d’une école d’ingénieur, membre de l’association Jets d’Encre et ancien représentant au Comité d’Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

¹¹⁷ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l’association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

recours à la négociation avec des décideurs. Nous allons voir que ces modes d'action et de décision collectives tendent à faire du Forum un espace de contestation modéré.

2. Le Forum Français de la Jeunesse, un acteur de la contestation modéré ?

Comme tout groupe d'intérêt, le Forum Français de la Jeunesse a été confronté à la question classique du choix des répertoires d'action collective à mobiliser. Le concept de répertoire d'action collective désigne le stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires. Il varie selon les sociétés et les époques. Charles Tilly, à qui l'on doit ce concept, le définit comme « *une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré* »¹¹⁸. L'auteur utilise les métaphores du jazz, du théâtre ou encore du langage pour démontrer que tout mouvement social est confronté à une palette préexistante de formes protestataires, plus ou moins codifiées et inégalement accessibles selon l'identité des groupes mobilisés.

Ce concept est éclairant tant il souligne que le choix des modes d'action par les mouvements sociaux est un choix fait sous la contrainte. Ici, il s'agira de comprendre comment les propriétés du Forum Français de la Jeunesse (sa composition, son degré d'institutionnalisation et ses ressources) entraînent la « domestication » de ses modes d'action ainsi que la modération de ses revendications. En effet, le si FFJ est un acteur indépendant des pouvoirs publics et qu'il n'hésite pas parfois à critiquer l'action gouvernementale (comme nous le verrons avec l'exemple du projet de Loi travail en 2016), sa pratique du plaidoyer tend à le placer dans le rôle de l'interlocuteur constructif, raisonnable et modéré plutôt que dans celui du révolutionnaire. Co-producteur des politiques publiques de jeunesse et composé d'organisations aux sensibilités diverses, le Forum privilégie un mode de militantisme « institutionnel », s'inscrivant dans une logique de négociation avec les décideurs mais également en son propre sein, avec des modes de décisions collectives proches de celui du « consensus ».

¹¹⁸ Cité par PÉCHU, Cécile, « Répertoire d'action », *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009, p. 454-462, voir p. 454 dans FILLIEULE, Olivier et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po « Références », 2009, 651 p.

Le « militantisme institutionnel » du Forum Français de la Jeunesse

« La sociologie des mouvements sociaux a souvent souligné le dilemme devant lequel se trouvent placés tôt ou tard la plupart des groupes mobilisés autour d'un problème : soit maintenir une position d'extériorité critique vis-à-vis des instances politiques et administratives en charge du traitement du dossier, quitte à radicaliser la contestation ; soit chercher au contraire à participer à la formulation de l'action publique, au besoin en s'inscrivant dans une logique de négociation et de compromis avec les « propriétaires » légitimes d'une question. Aux militants engagés dans la défense d'une cause, la première posture peut laisser craindre une disqualification de leurs arguments dans les enceintes décisionnelles, voire une progressive marginalisation de leur mouvement. La seconde voie, celle d'un militantisme que l'on peut convenir d'appeler « institutionnel », présente quant à elle le risque de la « domestication » du mouvement, les militants se voyant alors confinés dans une position de « contestataires officiels », sans influence réelle sur les décisions et parfois discrédités dans leurs univers militants. »¹¹⁹

Au cours de notre entretien, Yasmine, la Déléguée Générale de l'association, a évoqué l'impossibilité pour le Forum Français de la Jeunesse de se montrer « plus virulent » envers les pouvoirs publics et d'utiliser des modes d'actions contestataires radicaux. En tant que groupe d'intérêt institutionnalisé, jouissant du soutien et de la confiance des administrations dans l'élaboration des politiques publiques, le Forum est ainsi contraint d'utiliser des registres de protestation jugés « acceptables » du point de vue des décideurs afin de préserver ses privilèges :

« Sur la question du plaidoyer, il y a des critiques qui peuvent être faites : « Oui le FFJ est subventionné majoritairement par le Ministère Jeunesse », donc on ne va pas assez loin dans ce qu'on dit, etc. Moi je ne suis pas d'accord. Si on reprend nos avis, on va loin et on critique ce qui est fait. C'est plus les pouvoirs publics qui vont vouloir parler aux « bons jeunes ». Donc qu'est-ce qu'un bon jeune ? C'est un jeune qui sait s'exprimer, qui ne va pas être trop virulent, qui ne va pas trop déranger quoi. Il va être là pour parler mais il ne va pas déranger non plus. Nous quand on a essayé d'être un peu plus virulents, on se faisait bien remettre à notre place. Si quelqu'un nous fait une critique là-dessus, j'ai envie de dire que la critique ne s'adresse pas au bon acteur. [...] Mais pour moi ça ne remet pas en cause notre indépendance en fait. Faut arrêter de voir tout noir ou tout blanc, nous notre travail c'est le plaidoyer, c'est le dialogue avec les pouvoirs publics. On ne peut pas juste aller leur jeter des pierres et leur demander à côté de mettre ça et ça en place. C'est un travail, et c'est pas dans cette opposition qu'on peut peut-être plus sentir « dans la rue », entre des bad*¹²⁰ pouvoirs publics et des jeunes révolutionnaires. Ça ne marche pas comme ça en fait, en vrai. »¹²¹

Pour Hélène Baillot¹²², l'activité de plaidoyer implique nécessairement une euphémisation des protestations. Dans son travail de thèse portant sur les mobilisations transnationales en faveur

¹¹⁹ Le Comité Éditorial, « Militantismes institutionnels », *Politix*, vol. 70, no. 2, 2005, p. 3-6, plus précisément p. 3

¹²⁰ Anglais pour « mauvais » ou « méchant ».

¹²¹ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

¹²² BAILLOT, Hélène, « La carrière du plaidoyer au sein de Jubilé USA : controverses et (re)définition des « bonnes pratiques » militantes », *Critique internationale*, vol. 67, no. 2, 2015, p. 33-49, plus précisément p. 41

de l'annulation de la dette des pays pauvres, un cas d'étude au sein de l'organisation « Jubilé USA » lui a permis de constater que le plaidoyer s'imposait comme la catégorie de pratiques privilégiée des acteurs les plus modérés. L'auteure a alors émis l'hypothèse que si ces derniers avaient effectivement plutôt tendance à se diriger vers des activités à caractère institutionnel, les pratiques de plaidoyer induisaient potentiellement à leur tour une modération des discours ainsi qu'une euphémisation des modes de protestations.

Selon l'analyse d'Hélène Baillot, le plaidoyer implique un « renversement du raisonnement », c'est-à-dire que les revendications portées par les plaideurs tendent à être indexées en fonction de leur « réalisme » et de leur « faisabilité » supposées. La stratégie des groupes d'intérêt institutionnalisés repose en partie sur leur volonté de préserver leur statut d'interlocuteur privilégié, « crédible et respectable ». Ces derniers sont ainsi confrontés à « *une forte intériorisation des contraintes d'acceptabilité externes, qui entraîne sur un phénomène d'autocensure et qui débouche sur une modération de [leurs] revendications.* »¹²³ Ce phénomène d'autocensure pourrait expliquer que les représentants du Forum Français de la Jeunesse se sentent obligés de modérer leurs revendications et leurs modes de protestation pour coller plus ou moins aux attentes de ses interlocuteurs au sein des ministères. Lors de mon expérience au FFJ, j'ai pu observer ce phénomène à l'occasion d'une demande bien spécifique des pouvoirs publics :

En effet, au cours de mon stage, l'association « Génération 2024 » a sollicité le soutien officiel du Forum Français de la Jeunesse à la candidature parisienne aux Jeux Olympiques de 2024. Cette candidature ne faisait pas l'unanimité au sein du Forum, soulevant notamment les inquiétudes de la JOC sur deux points : le manque d'éthique (environnementale, sociale, etc.) de certaines entreprises partenaires du projet et la crainte que les services civiques créés pour l'occasion ne s'avèrent être des emplois précaires déguisés. Malgré tout, toutes les organisations se sont accordées (la JOC comprise) pour dire que le FFJ n'était pas en position de refuser cette requête. Voici ci-dessous l'extrait d'une prise de parole d'un représentant du Forum, issu du compte-rendu d'un Conseil au cours duquel les membres ont débattu de cette question (qui a ensuite été soumise à un vote électronique) :

« C'est impossible pour le FFJ de dire non aux JO ! Déjà il a tout à gagner à dire oui, notamment sur la question d'une co-construction possible avec cette association et les décideurs sur le projet du Grand Paris. Et puis politiquement... c'est compliqué de dire non, même si c'est une arnaque sociale ! Les trois-quarts des finances du FFJ viennent du Ministère de la Jeunesse, ils ne nous pardonneront jamais de dire non aux JO ! »

¹²³ Ibid., plus précisément p. 43

Le soutien officiel du Forum Français de la Jeunesse à la candidature de Paris a effectivement été accordé à l'issue de ce vote, malgré le désintérêt et l'hostilité d'une partie des organisations vis-à-vis de cette question.

Pour Étienne Ollion et Johanna Siméant (2015)¹²⁴, la domestication de la protestation au sein des mouvements sociaux et groupes d'intérêt s'explique également par la « dépendance » financière croissantes des ONG à l'égard des acteurs politiques. Ils écrivent :

« L'augmentation des sommes versées à certaines ONG ces vingt dernières années a fait de celles-ci des acteurs politiques de premier plan. Or, outre le fait qu'ils soient liés à des conditions, ces financements ont instauré une certaine dépendance. Dès lors, le registre a souvent été vu également comme une source de domestication de la protestation, comme un moyen de porter, certes au plus près des décideurs mais aussi dans des formes acceptables pour eux, des revendications qui, autrement, auraient pu se manifester de manière plus vindicative. »

Cette explication est également valable dans le cas du Forum Français de la Jeunesse, puisque la survie de ce dernier dépend presque intégralement de ses subventions ministérielles. Nous pouvons également considérer que l'institutionnalisation du Forum Français de la Jeunesse lui permettant de participer à la construction des politiques publiques, il n'est pas surprenant que ce dernier souscrive (au moins en partie) à l'action gouvernementale en matière de jeunesse. Gwendola Le Naour (2005)¹²⁵, dans son article sur l'institutionnalisation de trois associations contestataires composées d'usagers de drogues, de prostituées et de séropositifs, a montré comment les revendications initiales de ces organisations ont fini par être diluées dans l'action publique marseillaise, transformant les individus et les associations en question en les amenant à revoir les objectifs qu'ils s'étaient initialement fixés pour en adopter de nouveaux, communs à l'ensemble des partenaires. Les échanges et la participation d'acteurs administratifs et d'acteurs associatifs ont ainsi conduit à une canalisation de l'action collective puisque les seconds étaient devenus partie-prenante de la conception et de la mise-en-œuvre des politiques locales.

Par l'usage de la négociation et par leur capacité à faire vivre ou mourir les groupes d'intérêt (en choisissant quels groupes méritent d'avoir accès à l'élaboration des politiques publiques et

¹²⁴ OLLION, Étienne et SIMÉANT Johanna, « Le plaidoyer : internationales et usages locaux », *Critique internationale*, 2015/2 (N° 67), p. 9-15, voir p. 13

¹²⁵ LE NAOUR, Gwenola, « Entrer dans l'action publique en la contestant. Quand la lutte des usagers de drogues devient soluble dans la politique marseillaise de lutte contre le sida et la toxicomanie », *Politix*, vol. 70, no. 2, 2005, p. 9-28

quels groupes doivent recevoir des subventions), le pouvoir politique semble *in fine* participer à la construction des messages portés par ces groupes. Patrick Hassenteufel (1995)¹²⁶ écrit à ce sujet : « *Les institutions participent activement à la structuration des stratégies, des représentations et des intérêts des acteurs qui les investissent. La dynamique de l'institutionnalisation façonne et remodèle la définition de l'intérêt.* »

Nous avons vu dans le premier chapitre de ce mémoire que l'État avait participé à la structuration du Forum Français de la Jeunesse et à la définition de son périmètre de parole (le FFJ comme représentant de « la » jeunesse). Nous savons désormais que la proximité entre le FFJ et les pouvoirs publics oriente également la manière dont le Forum exprime publiquement ses désaccords avec l'action gouvernementale. Ainsi, quand l'on compare les propositions portées par le Forum Français de la Jeunesse au sein de son livre blanc et de ses divers avis à celles contenues dans le rapport « Priorité Jeunesse » du Comité Interministériel à la Jeunesse, nous constatons que nombre d'entre elles sont similaires ou très proches. Dans ce contexte, nous pouvons légitimement nous demander dans quelle mesure l'institutionnalisation du FFJ n'a pas aussi influencé la formulation de ses revendications.

Un facteur structurel à l'origine de la modération du Forum Français de la Jeunesse

Si la proximité entre le Forum Français de la Jeunesse et les pouvoirs publics tend à « domestiquer » ses modes de protestation et à euphémiser ses revendications, ce n'est pas la seule explication à ces phénomènes. En effet, par sa structuration, le FFJ ne peut pas prétendre à la radicalité. Composé de membres aux sensibilités et aux idéologies différentes, le Forum peut-être perçu comme un balancier, ses organisations oeuvrant à sa stabilité et à son équilibre politique. La forme du FFJ et la manière dont il procède aux prises de décisions collectives (l'usage d'une forme de consensus est privilégié) l'attirent quasi-naturellement vers le centre du jeu politique. Lors de la réalisation des entretiens, certains représentants du Forum Français de la Jeunesse ont ainsi évoqué la « tiédeur » de l'association. Cette « tiédeur » est à la fois la force du Forum, parce qu'elle lui permet d'attirer l'attention des décideurs et de se revendiquer comme porte-parole de l'ensemble de la jeunesse ; mais c'est également son point faible parce que cela signifie que le FFJ est voué à traiter certains sujets

¹²⁶ HASSENTEUFEL, Patrick, « Chronique politique - Les groupes d'intérêt dans l'action publique : l'État en interaction », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°74, 74 - Les juges, p. 155-168, voir p. 163

en superficialité et à représenter un panel de membres qui permette l'expression d'une large diversité des opinions en son sein. Or, comme nous l'avons vu précédemment, cette capacité est menacée depuis le départ des organisations de droite :

(1) « Je pense que les frustrations et blocages [que l'on ressent au FFJ], c'est quand on cherche à aller un peu plus loin que ce qui nous rassemble, c'est-à-dire la question de la place et de la participation des jeunes et la question de l'accès au droit commun des jeunes. Dès qu'on cherche à creuser un peu plus dans la visée d'un projet de société, d'une vision d'une société à construire, là on est confrontés à des visions et même à des idéologies différentes ; et c'est là où on va un peu trop loin pour ce qui nous rassemble je pense. Si je compare avec une autre plateforme qui est le Cnajep, malgré tous ses défauts, le fait de partager un projet d'éducation populaire nous aide quand même plus à avoir un projet commun de société. »¹²⁷

(2) « On a tous globalement des avis assez différents au sein du FFJ. On a des structures plutôt orientées à gauche, d'autres orientées à droite, des structures complètement apolitiques mais qui ont des points de vue très tranchés sur les sujets qui sont les leurs, donc une structure comme ça ne peut pas avancer sans faire de consensus sinon elle explose. Et ça pose plein de problèmes en fait ! Déjà, quand tout le monde n'est pas là on arrive à prendre des décisions qui ne vont pas forcément plaire à toutes les orgas parce qu'on pensait que ça faisait consensus alors que pas du tout, donc ça crée des déchirures. Et le FFJ a eu quelques déchirements ces dernières années avec le départ des Jeunes Républicains par exemple. Et aussi il y a certains sujets qu'on ne peut traiter qu'en superficialité parce que si on veut le traiter plus en profondeur, on ne pourra pas avoir de consensus. C'est assez frustrant en fait, de se dire qu'on ne pourra pas vraiment aller au cœur de certains sujets, au risque de se mettre à dos un des membres du Forum. »¹²⁸

(3) « L'autre faiblesse [du FFJ] c'est que le dénominateur commun est très petit en fait. Nous on trouve que le dénominateur commun entre toutes les organisations autour de la table est relativement petit, et donc du coup, c'est difficile de construire des choses. On a tendance à vouloir mettre trop de chose dans le projet du FFJ, on veut porter trop d'avis par rapport au dénominateur commun qu'on a entre nous. [...] Pour moi, il faut que le FFJ reconnaisse que le dénominateur commun des structures qui le composent est beaucoup plus petit qu'on ne le fantasme. »¹²⁹

La recherche du « consensus »

Dans la citation ci-dessus, Baptiste (2) parle de « consensus » pour qualifier le mode de fonctionnement et de prise de décisions du Forum Français de la Jeunesse.

Christelle (1) évoquait elle-aussi la « force du consensus du FFJ » au cours de son entretien.

Philippe Urfalino¹³⁰ définit le « consensus » comme suit :

¹²⁷ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

¹²⁸ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

¹²⁹ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

¹³⁰ URFALINO, Philippe, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLV, 2007, N° 136, p. 47-70, voir p. 57

« Je propose de nommer décision par consensus apparent cette règle de décision spécifique, en référence à ses six caractéristiques constitutives :

- C'est une règle d'arrêt de la décision, au même titre que les procédures de vote ;
- C'est la constatation collective d'un consensus apparent qui tient lieu de règle d'arrêt ;
- Elle ménage une impression de continuité entre processus et arrêt de la décision;
- Cette règle prévaut dans un contexte où, pour quelque raison, la recherche du consensus est indexée sur le souci de la qualité de la décision ;
- Le consensus apparent exige non pas l'unanimité mais, à côté de ceux qui approuvent, le consentement des réticents ;
- La contribution des participants à la décision est marquée par le contraste entre un droit égal à la participation et une inégalité légitime des influences. »

Au Forum Français de la Jeunesse, on ne peut pas parler strictement de « consensus » car les décisions sont systématiquement actées par un vote. De la même manière, il arrive que les organisations expriment un vote « contre » ou « blanc » : en ce sens, l'expression d'un désaccord est bel et bien possible et les réticents ne sont pas contraints à consentir à l'opinion majoritaire. Il serait plus juste de parler d'une « délibération » dans la mesure où chaque vote est précédé d'un échange d'arguments rationnels de la part de toutes les organisations présentes, ou encore de « négociations » puisque les membres du Forum consentent le plus souvent à faire des compromis sur leurs intérêts particuliers afin de tomber sur un essentiel commun à défendre. Les membres du Comité d'Animation chargés d'animer les Conseils du Forum doivent sentir quels points peuvent être soumis au vote sans risquer de provoquer un conflit avec une ou plusieurs organisations.

Concrètement, ne sont votées que les décisions approuvées par la majorité des membres et pour lesquelles les organisations réticentes acceptent d'être mises en minorité et de se soumettre au choix du collectif. Il n'est pas question de voter une proposition en sachant qu'elle pourrait entraîner le départ d'une des organisations membres. Ce mode de fonctionnement doit permettre au Forum Français de la Jeunesse de préserver l'équilibre de ses forces internes et l'expression d'un avis forcément modéré puisqu'il correspondra au « terrain d'entente » trouvé entre organisations dites « de gauche » et « de droite ».

Étude de cas (1) : la réaction du Forum Français de la Jeunesse à l'annonce du projet de Loi Travail

Un acteur « constructif » plutôt qu'un espace de contestation

Comme nous l'avons évoqué en début de chapitre, en réaction au projet de Loi travail, le Forum Français de la Jeunesse a publié un Communiqué de presse titré : « Un ras-le-bol générationnel ! » (*Disponible en annexes, p. 139*). Pour la première fois, ce communiqué n'a pas été signé avec les logos de toutes les organisations, à la demande du réseau de mutuelles EmeVia. Comme l'explique Hugo, le co-responsable du Comité d'Animation, le Forum a adopté une position « constructive » dans ce débat pour satisfaire aux différents points de vue de ses membres :

« [Le FFJ n'est] pas forcément [un espace de] contestation, parce que c'est pas forcément la position que choisit le FFJ, même quand il s'agit d'être critique. Par contre c'est clairement un espace dans lequel on part d'un constat : que la jeunesse, en France, est discriminée, et qui du coup va servir de poil à gratter, être critique, rappeler l'alpha et l'oméga de ce que doit être une politique en faveur de la jeunesse. À la fois être capable de dire ce qui va dans le bon sens, et en même temps de se révéler critique, mais constructif, quand il s'agit de condamner les politiques qui ne vont pas dans le bon sens. Par contre, à chaque fois qu'on a eu des moments – par exemple la Loi travail en 2016 –, on n'a pas pris de position franchement d'opposition. Les mouvements étaient libres de le faire et l'ont fait, le mien l'a fait, a été dans la rue et parmi les principales organisation jeunesse contre la Loi travail ; par contre le FFJ en tant que lui-même a juste, si mes souvenirs sont bons, fait un communiqué de presse dans lequel on indiquait notre regret vis-à-vis de la non-association des organisations de jeunesse, et qu'on invitait le gouvernement à revoir sa feuille de route pour remettre la jeunesse au cœur de son projet. C'était vraiment l'extrême limite de ce que l'on pouvait faire pour que ce soit acceptable à la fois par des gens qui pouvaient être en faveur des textes mais en ayant en effet regretté que la jeunesse n'ait pas assez été prise en compte et des gens qui étaient clairement contre la Loi travail et rejetaient pratiquement l'ensemble des articles en bloc. »¹³¹

Dans son communiqué, le Forum dénonce en effet des taux de chômage et de précarité élevés chez les jeunes et reproche que les organisations de jeunes n'aient pas été davantage sollicitées sur ces questions. On y trouve également une remise en cause explicite du plan « Priorité Jeunesse » mis en place par François Hollande, avec la reprise de l'une de ses promesses de campagne devenue figement linguistique. Ainsi, à la formule « *Faire que les jeunes vivent mieux en 2017 qu'en 2012* », le FFJ répond : « *Les jeunes ne vivent pas mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans* ». Le Forum Français de la Jeunesse a également ouvertement exprimé son inquiétude vis-à-vis du projet de loi travail : « *S'il*

¹³¹ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

incombe à l'État de renforcer les cadres sécurisants d'accès à l'emploi, les annonces du Gouvernement à travers le projet de Loi travail n'y répondent pas. », rappelant ensuite ses principales propositions en matière de formation, d'insertion professionnelle et de droits sociaux. Ce communiqué compte sans doute parmi les plus critiques du Forum. Ces différentes prises de position montrent que si le Forum élabore des compromis avec le pouvoir politique et ajuste ses méthodes de protestation pour préserver ses avantages, il n'en n'est pas moins indépendant et capable d'exprimer publiquement ses désaccords envers l'action gouvernementale.

On observe également dans ce communiqué l'expression de plusieurs revendications avec le recours aux actes de langage « *nous attendons* », « *nous voulons* », mais les termes utilisés restent tout de même modérés et le Forum se garde bien d'« *exiger* » ou de « *sommer* » le gouvernement à agir. Le FFJ a donc publiquement exprimé son inquiétude à la suite du projet de Loi travail, mais il n'a pas fait l'usage de méthodes plus vindicatives comme la manifestation. Il n'a pas non plus appelé les jeunes à manifester contre ce projet de loi.

C'est dans ce contexte que neuf organisations de gauche¹³², toutes membres du FFJ à l'exception de l'Union des Étudiants Communistes, ont participé avec d'autres au lancement d'un appel à la mobilisation contre le projet de Loi travail, avec notamment la tenue d'une journée d'action en France le 9 mars 2016¹³³. Un an plus tard, ces mêmes organisations ont fondé une « *inter-orga* » pour interpellier les candidats « *progressistes* » à l'élection présidentielle sur la place des jeunes dans la société¹³⁴. La création de cette inter-orga constituée de la moitié des membres du FFJ résulte donc de la volonté de certaines organisations de pousser la protestation à l'égard du gouvernement à un niveau supérieur, qui n'aurait pas pu être atteint au sein du Forum en raison de son institutionnalisation et d'une absence de consensus en interne sur le projet de loi en question.

¹³² Le Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF), l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), l'Union Nationale Lycéenne (UNL), la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC), le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), La Mutuelle Des Étudiants (LMDE), Les Jeunes Écologistes et l'Union des Étudiants Communistes (UEC)

¹³³ « *Loi Travail : des organisations de jeunesse appellent à un « rassemblement » le 9 mars* », *Lesechos.fr*, le 01 mars 2016 (consulté le 19 août 2017 à 17:03)

¹³⁴ AFP et la rédaction d'Europe 1, « *Présidentielle : "2017, pas sans les jeunes", des organisations de jeunesse interpellent les candidats* », *Europe1.fr*, le 09 mars 2017 (consulté le 19 août 2017 à 17:09)

Étude de cas (2) : Réflexions sur le choix de l'appellation « avis » par le Forum Français de la Jeunesse

Une mise en forme technique pour dépolitiser les enjeux

Depuis 2012, le Forum Français de la Jeunesse produit des « avis », ensemble de constats et de propositions sur l'ensemble des thèmes de société qui touchent les jeunes. Jusqu'à présent, le FFJ a publié 6 avis, portant respectivement sur la représentation des jeunes, leur accès au droit commun, la santé, le vote et la participation, la formation et l'insertion professionnelle ou encore les questions environnementales. La formulation « avis » mérite que l'on s'y attarde.

En effet, les acteurs qui produisent des « avis » sont bien souvent des institutions, des assemblées ou des groupes d'experts, à l'image du Conseil d'État, du Haut Conseil des Finances Publiques ou encore du Conseil Économique Social et Environnemental. Les avis font partie des différentes formes de textes juridiques : ce sont des actes non obligatoires qui ont vocation à exprimer une opinion ou une intention politique. Ils sont généralement sollicités par un tiers¹³⁵. Selon nous, le choix du terme « avis » par le Forum Français de la Jeunesse remplit diverses fonctions :

- Il participe à crédibiliser le rôle du FFJ sur la scène publique en lui conférant une forme d'autorité symbolique. Le Forum n'est pas formellement appelé par les pouvoirs publics à se positionner sur les thématiques jeunesse mais cette formulation pourrait laisser entendre le contraire.
- La publication de ses avis a permis au Forum Français de la Jeunesse de se forger un éthos « d'expert jeunesse » et l'usage d'un terme technique renforce cette image de sérieux.
- Enfin, le terme « avis », par sa technicité et par sa valeur consultative et non-obligatoire, permet de mettre à distance le politique, de lisser les propositions éminemment politiques du Forum Français de la Jeunesse contenues au sein de ces documents. En effet, ces dernières semblent plus « neutres » : elles ne se présentent non pas comme des revendications politiques mais comme le fruit d'une expertise, du « bon sens scientifique » des membres du Forum.

¹³⁵ « Que sont les avis et les recommandations ? », *Vie-publique.fr*, le 01 juillet 2013 (consulté le 18 août 2017 à 14:38)

Interrogé sur le choix de cette appellation, l'un des interviewés dira ainsi : « *Ça faisait euh... peut-être un peu plus « politique bisounours »... je sais pas, ou peut-être un peu plus CESE.* »¹³⁶ Le consultant en charge de l'évaluation de l'expérimentation APOJ, quant à lui, résume ainsi l'utilisation du terme avis par le FFJ :

« C'est l'idée qu'ils ont réfléchi en interne à quelque chose et que ça leur permet de prendre une position collective. C'est l'avis des orgas de jeunes, qui d'ailleurs se présente ou se propose d'être l'avis de la jeunesse... Il y a vraiment cette idée de vous inciter à réfléchir un peu plus loin que ce que vous le faites, et en même temps, c'est... C'est suggestif quoi si tu veux un avis, c'est pas une revendication. Il y a une mise en forme technique et une mise à distance du politique. Le contenu est politique, mais dans la façon de dire « un avis »... Un avis c'est technique, c'est un enjeu d'expertise plus que quelque chose de l'ordre de : « on veut », « on réclame », « on demande », ect. »¹³⁷

En définitive, la forme spécifique du Forum Français de la Jeunesse et son degré d'institutionnalisation le poussent à formuler des propositions modérées (qui parviennent à mettre d'accord des organisations aux intérêts divergents) et à favoriser l'usage de la négociation avec les décideurs plutôt que l'emploi de méthodes de protestation vindicatives, qui risqueraient de leur faire perdre toute crédibilité vis-à-vis des administrateurs de l'action publique, de leurs faire perdre leurs subventions publiques et, à terme, conduiraient à leur ostracisation. La « tiédeur » du FFJ peut être une source de frustration pour certains membres du Forum qui souhaiteraient aller davantage au cœur des différentes problématiques et défendre un véritable projet de société, mais tous savent que ce n'est pas possible au sein d'une association qui a vocation à fédérer des organisations aux sensibilités diverses et à représenter l'ensemble de la jeunesse.

C'est d'ailleurs pour cette raison que le Forum Français de la Jeunesse a arrêté de publier ses avis. En effet, les membres du Forum ont estimé avoir épuisé les sujets qui faisaient consensus en son sein, notamment après la publication de son dernier avis sur l'écologie, qui avait provoqué des tensions en interne, comme l'expliquent Christelle et Nathan :

(1) « Là on a vu qu'on touchait les limites de ce qui fait consensus au sein de nos organisations. C'était une thématique sur laquelle on était tous plus ou moins d'accord qu'il fallait faire des choses, mais là c'était quand même très spécifique. Donc il y a eu une faible mobilisation dans la rédaction de ce rapport et dans son portage après coup. L'année d'après on s'est dit qu'on avait peut-être fait un peu le tour de ce qui pouvait faire consensus dans nos organisations et qu'il valait mieux réactualiser nos avis, se dire ce qu'on avait atteint ou pas atteint dans nos propositions et où est-ce qu'on allait mettre notre énergie pour les

¹³⁶ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

¹³⁷ Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

combats à venir. Donc on a décidé d'organiser des débats sur la thématique du vivre-ensemble notamment puisque c'était après les attentats... »¹³⁸

(2) « Il y a eu une période d'inflation des avis il y a deux ans et pour nous ça posait problème. Déjà, les avis étaient votés alors que des gens n'étaient pas là (les Jeunes Pop' par exemple étaient toujours membres du FFJ mais ils ne venaient jamais...), et ensuite ils étaient votés mais jamais portés. Ça, ça a désacralisé un peu le vote dans le sens où toutes les organisations se disaient : « Ouais ok, on vote, et on s'en fout parce que de toute façon on le portera pas ». Après, tout le monde s'est senti libre pour faire des avis de plus en plus tranchés, puis on est arrivés quand même à une situation de crise où à un moment il y a eu un avis de présenté pendant la période post-attentat un peu compliquée, où des organisations plutôt à droite ont dit : « Non mais attendez les gars, on peut pas voter ça c'est n'importe quoi ! » Au bout d'un moment, on est tombés dans le piège : on n'arrivait plus à se retrouver sur des projets communs et on est partis sur des avis que personne ne portaient. »¹³⁹

Ainsi, dans un contexte de départs successifs des organisations constituant « l'aile droite » du Forum Français de la Jeunesse, suite à une décision collective d'arrêter la publication des avis et avec la formation d'une inter-orga constituée de la moitié des organisations du FFJ, la pertinence de cet espace d'échanges et de travail semblait grandement menacée à quelques mois des élections présidentielles de 2017.

3. La professionnalisation de la communication pour colmater une crise interne et restaurer la crédibilité

Au-delà des tensions politiques qui ont traversé le Forum Français de la Jeunesse, l'alternance possible avec la droite aux élections présidentielles de 2017, la dépendance du FFJ aux subventions ministérielles et ses grandes difficultés financières ont amené les salariés et une partie de ses membres à considérer que cette année était décisive pour la survie du Forum. C'est dans ce contexte que le groupe d'intérêt a lancé une grande campagne d'interpellation des pouvoirs publics sur la place des jeunes dans la société, intitulée : « Les Jeunes font la Présidentielle ». La professionnalisation de la communication, domaine jusque-là délaissé au Forum Français de la Jeunesse, est rapidement apparue comme une réponse à une situation de crise interne et un moyen de restaurer sa crédibilité (au sens que lui donne Patrick Charaudeau) : « *La crédibilité n'est pas, à l'instar de la légitimité, une qualité rattachée à*

¹³⁸ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

¹³⁹ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

l'identité sociale du sujet. Elle est au contraire le résultat d'une construction, construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger digne de crédit. [...] Autrement dit, la crédibilité repose sur un pouvoir de faire, et se montrer crédible, c'est montrer ou apporter la preuve que l'on a ce pouvoir. »¹⁴⁰

La lutte pour la visibilité dans l'arène publique

Dans leur article « The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arena Model », Stephen Hilgartner et Charles Bosk (1988) définissent les « arènes publiques » comme les lieux où s'élaborent les définitions collectives des problèmes publics, c'est-à-dire la construction sociale et politique par des acteurs divers et concurrents, étatiques ou non, d'un enjeu de l'action publique. Daniel Cefaï (1996) écrit à ce sujet :

« Les problèmes publics ne sont pas donnés en nature, ni désignés en droit. Ils ne sont pas seulement déterminés par des intérêts matériels plus ou moins dominants, ou hiérarchisés selon des schèmes culturels plus ou moins partagés. Ils sont l'enjeu d'opérations de sélection et de focalisation, d'argumentation et de dramatisation, qui les hissent à un certain « degré de généralité », leur confèrent un poids de réalité ou de légitimité. »¹⁴¹

Les travaux de ces auteurs mettent en lumière les principes de sélection qui permettent à certains problèmes d'émerger au détriment des autres. Selon l'expression de Michel Offerlé (1998)¹⁴², le monde social serait donc « *un cimetière de groupes et d'intérêts* » qui, faute d'avoir pu se faire un nom et d'avoir trouvé des porte-paroles pour attirer l'attention des décideurs, sont retournés à l'insignifiance sociale. Dans leur article, Hilgartner et Bosk soulignent que les autorités publiques ne peuvent pas prendre en compte l'ensemble des problèmes dans la mesure où « *l'attention publique est une ressource rare, dont l'allocation dépend de la compétition au sein [de ce] système d'arènes publiques* »¹⁴³.

¹⁴⁰ CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2005, 256 p., voir p. 52, cité dans LÉGLISE Isabelle et GARRIC Nathalie, « Analyser le discours d'expert et d'expertise. », *Discours d'experts et d'expertise*, Peter Lang, 2012, p.1-16, voir p. 8

¹⁴¹ CEFALĀ, Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques ». In : *Réseaux*, volume 14, n°75, 1996, p. 43-66, voir p. 54

¹⁴² OFFERLÉ, Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1998, 158 p., voir p. 46

¹⁴³ HILGARTNER Stephen et BOSK Charles, « The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arena Model », *American Journal of Sociology*, vol. 94, n°1, 1988, pp. 53-76, voir p. 55, cité dans HASSENTEUFEL, Patrick, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, vol. 157, no. 1, 2010, p. 50-58, voir p. 51

De ce fait, les « *problèmes doivent lutter pour occuper un espace dans les arènes publiques. Cette compétition est permanente ; [ils] doivent à la fois lutter pour entrer et pour rester sur l'agenda public* ». ¹⁴⁴

La mise en œuvre de la campagne de communication « Les Jeunes font la Présidentielle » présentait donc un défi de taille pour le Forum Français de la Jeunesse, devant tirer son épingle du jeu dans une arène concurrentielle (d'autant plus en période électorale) où les différents acteurs jeunesse luttent pour gagner l'attention des médias et, *in fine*, celle des pouvoirs publics.

Les enjeux officiels et officieux de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle »

Lors de son entretien, Hugo, le co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse, a avoué que la campagne du Forum présentait des enjeux « publics » et des enjeux « privés ». Selon lui, les seconds étaient au moins aussi essentiels que les premiers car ils mettaient en jeu la légitimité du FFJ à représenter les jeunes et sa capacité à se relever d'une période difficile, marquée par les remises en question de l'organisation en interne et par les départs successifs de plusieurs membres :

« Il y a des enjeux publics et des enjeux privés, ou officiels et officieux. L'enjeu public c'était d'animer une campagne jeune, de faire se rencontrer des jeunes d'horizons divers [...] Après je pense que c'était pas l'objectif déterminant parce que... Globalement on avait des objectifs beaucoup plus importants : c'était de sauver le FFJ, et en tout cas de lui faire passer le cap difficile du quinquennat Hollande à la suite. Pour ça il fallait montrer les muscles. On était affaiblis par la sortie des Jeunes Républicains et de La Fage, d'une année pendant laquelle un doute permanent avait surtout contribué à marginaliser le cadre collectif du Forum... Moi-même, j'y allais à reculons. Je trouvais que ça n'avait aucun intérêt, ces réunions ou ces comités d'animation où dès qu'il y avait un sujet difficile, on l'enterrait et on se disait : « Bon on verra ça dans trois semaines ! », et trois semaines plus tard le sujet n'était pas tranché ! [...] » ¹⁴⁵

Ici, Hugo explique que l'enjeu public de la campagne de communication consistait justement à « animer une campagne jeune », comme si le simple fait que le Forum mette en place une campagne spécifique l'année des élections présidentielle était un gage en soi de la pertinence de cette structure. Christelle, représentante de la JOC au FFJ et membre du Comité

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

d'Animation, a également évoqué cette forme « d'obligation » pour le Forum de faire parler de lui pendant cette période, en raison de la notoriété qu'il avait acquise auprès des décideurs et dans le champ de la jeunesse :

« À la fois je pense que le FFJ avait raison de s'engager dans cette campagne là, et à la fois c'était peut-être trop ambitieux au vu du contexte. C'était la première fois qu'on vivait une campagne électorale présidentielle au FFJ et c'est vrai qu'on s'est rappelé à quel point dans cette période chaque organisation suit sa propre stratégie. [...] Mais je ne pense pas que le FFJ pouvait ne rien faire. Il fallait qu'on se bouge malgré tout. »¹⁴⁶

Outre cet objectif, qui consistait par la mise en œuvre d'une campagne d'interpellation sur la place des jeunes dans la société à répondre aux attentes des partenaires du Forum et à prouver qu'il était bien fonctionnel, le FFJ énumère les trois objectifs suivants dans le Communiqué annonçant le lancement de sa campagne :

- (1) Informer et sensibiliser les jeunes sur l'engagement et la participation
- (2) Mettre à l'agenda la thématique jeunesse lors de la campagne présidentielle
- (3) Que les programmes des candidat.e.s intègrent des propositions élaborées par les jeunes

Cette liste peut être complétée au regard des différentes actions mises en place :

- Montrer que les organisations de jeunes, gérées et animées par des jeunes de moins de trente ans et regroupées au sein du FFJ, ont des idées pour améliorer les conditions de vie des jeunes. C'était l'objet de la publication du livre blanc regroupant les principales propositions du Forum.
- Démontrer que le FFJ est capable de mobiliser et de faire se rencontrer des jeunes d'horizons divers, de les faire réfléchir et dialoguer sur des enjeux sociétaux qui les concernent. Cet objectif s'est traduit par l'organisation de soirées-débats mensuelles.
- Prouver que le FFJ est un acteur jeune et dynamique, capable de réaliser une campagne moderne via l'utilisation d'outils numériques pour informer les jeunes sur les programmes des candidats et leur proposer des plateformes d'expression. Ainsi, le site participatif *www.bousculelapolitique.fr* a vu le jour pendant la campagne et des lives sur les réseaux sociaux avec les représentants des candidats ont également été organisés.

¹⁴⁶ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

Nous développerons l'analyse des différents outils de cette campagne de communication ultérieurement. En interne, et notamment au sein du Comité d'Animation du FFJ, les objectifs affichés étaient, comme nous l'avons évoqué, au moins aussi importants.

« Voilà, donc, l'objectif officiel c'était de porter la parole des jeunes mais l'objectif officieux c'était :
1. De ressouder le FFJ et de faire une campagne la plus dynamique possible pour que les gens aient envie de revenir. C'était à ça qu'il fallait répondre. Et aussi, sauver notre peau auprès de la future majorité en montrant qu'on était autonomes déjà. Moi j'étais au cœur de la campagne de Benoît Hamon, mais en même temps, de montrer que le FFJ avec moi à l'animation était capable de ne pas favoriser un candidat mais d'aller aussi discuter avec Jean-Luc Mélenchon, Macron, voire avec Fillon, ça faisait aussi partie du travail officieux de légitimation du Forum. Il fallait montrer qu'on était un outil pertinent pour l'ensemble des pouvoirs politiques, parce qu'on était autonomes et que notre spécificité c'est de rassembler tout le monde autour de la table pour porter la parole des jeunes. [...] Je crois que cet objectif officieux là, qui était sauver notre budget, sauver la cohésion du FFJ, c'était à mes yeux au moins aussi essentiel que de savoir si on avait 50 ou 70 personnes à nos événements. »¹⁴⁷

Ces enjeux officieux peuvent être compris comme suit :

- Il fallait que le Forum Français de la Jeunesse résolve une crise interne sans précédent en ressoudant ses équipes et en leur donnant de nouveau envie de s'investir dans un cadre collectif.
- Il fallait œuvrer à la re-légitimation du FFJ après les départs successifs des organisations de droite, qui ont mis à mal l'image pluraliste du Forum et participé à la remise en cause de sa capacité à s'adresser à l'ensemble de la jeunesse.
- Il fallait que Forum prouve aux équipes de campagne des candidats que la participation de la jeunesse organisée à l'élaboration des politiques publiques est un enjeu démocratique fondamental et que les organisations de jeunes rassemblées sont les plus aptes à porter la parole et les aspirations de l'ensemble de la jeunesse.
- Il fallait que le FFJ démontre qu'il est un outil pertinent pour la co-construction des politiques publiques en matière de jeunesse, pour l'ensemble de la classe politique et non pas seulement pour le pouvoir socialiste avec lequel il a étroitement collaboré sous le mandat de François Hollande. Dans ce sens, les échanges avec les différentes équipes de campagne étaient cruciaux pour que le Forum se fasse identifier de toute la classe politique et puisse rappeler qu'il est un acteur transpartisan, où toutes les sensibilités politiques ont vocation à être représentées. Ce travail de prise de contacts avec l'entourage des candidats à la présidentielle s'avère être d'autant plus important que la survie du FFJ, comme nous l'avons

¹⁴⁷ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

déjà mentionné, dépend de ses subventions ministérielles. Et dans un contexte où l'alternance avec la droite était annoncée par tous les sondeurs, il fallait que le Forum assure du mieux qu'il pouvait ses relations avec l'équipe de François Fillon.

En définitive, pour se (re)placer comme un acteur incontournable de la jeunesse dans le débat public et pour regagner la confiance et/ou l'intérêt d'une partie de ses membres (qui avaient annoncé leur volonté de quitter l'organisation à leur tour ou mis en doute la pertinence du FFJ lors du Conseil de fin d'année 2016), le Forum s'est professionnalisé dans un domaine qu'il n'avait pas investi jusque-là : la communication.

La professionnalisation de la communication comme solution à une crise interne

En effet, pour concevoir et réaliser la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle », le Forum Français de la Jeunesse a fait appel, pour la première fois, à une stagiaire dans le domaine de la communication. Avant mon arrivée au FFJ, la communication n'avait effectivement jamais fait l'objet d'une réelle stratégie, avec un poste fixe et un budget dédiés. L'équipe salariale du Forum Français de la Jeunesse fonctionnait au « bon sens » et à l'intuition, aucun procédé de communication n'ayant été défini par l'ensemble des acteurs (ni de manière formelle dans une charte, ni de manière plus informelle à l'occasion d'un Comité ou d'une réunion du Conseil). Comme l'explique une enquêtée :

« Avant ton arrivée, c'était un membre du Comité d'Animation qui était chargé de la communication et il s'occupait surtout du lien avec les journalistes. C'était un peu le visage du FFJ en terme de réponses aux interviews, etc. et puis une mise à jour très très basique des réseaux sociaux du Forum. Mais ça restait basique et malheureusement, comme chaque année au CA, on a des gens qui sont très investis au début et l'investissement se perd un peu au bout d'un moment... Et donc le dossier de la communication n'était pas confié à ceux qu'on sentait les plus investis puisqu'il y avait des missions un peu plus importantes pour la pérennité du FFJ comme l'animation du Comité, le lien avec l'équipe salariée et la trésorerie. »¹⁴⁸

Nous devons préciser ici que Christelle était la seule à avoir connaissance de cette information. Parmi les autres membres interviewés, même ceux qui avaient plusieurs années d'ancienneté au Forum Français de la Jeunesse, aucun n'était capable de dire s'il y avait eu ou non une personne chargée de la communication avant mon arrivée.

¹⁴⁸ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

Dans une structure employant seulement deux salariées (la Déléguée générale et la Chargée de développement) et composée de représentants déjà très investis dans les bureaux de leurs associations respectives, parfois en emploi ou en étude à côté de leur engagement, la priorité était en effet donnée aux tâches jugées « primordiales » pour la survie du Forum et la communication n'en faisait pas partie.

Ainsi, lors de la passation entre l'ancienne Déléguée générale de l'association (qui a quitté la structure quelques semaines après mon arrivée), Yasmine, sa remplaçante, et moi-même, les consignes laissées concernant la stratégie de communication du FFJ étaient très « pauvres » (*les notes prises lors de cette réunion sont disponibles en annexes, p. 141*).

Durant son entretien, Yasmine a ainsi avoué ne pas avoir compris ces consignes :

« J'aimerais pas être à ta place (rires). Parce qu'en fait t'es tout le temps obligée de te poser la question de « Est-ce que ça on peut partager ou pas ? Est-ce qu'on peut communiquer là-dessus ? Est-ce qu'il faut mettre en avant l'actualité de cette orga et pas de telle autre ? » Et parce que le FFJ est peut-être un peu flou en ce moment sur ce qu'il veut être, moi dès fois je me pose la question et je n'arrive pas à répondre. [...] La seule chose c'est les infos que Janie t'a données, à toi comme à moi. Apparemment chez toi ça a un peu plus percuté, mais moi je me rappelle très bien que quand elle m'expliquait la stratégie ça ne faisait pas sens dans ma tête, donc je n'ai même pas retenu. Pareil tu vois, on ne suis pas les mêmes gens sur Facebook et Twitter, moi je, je... S'il y a une stratégie en tout cas je ne la comprends pas ! (Rires) C'est bad que la DG dise ça, I know*¹⁴⁹ ! (Rires). »

Placée sous l'autorité de Yasmine au cours de mon stage et avec sa confiance ainsi que celle des membres du Comité d'Animation, j'ai pu jouir rapidement d'une grande latitude dans mon action en tant que Chargée de communication. En effet, les tâches qui m'ont été confiées étaient très diverses puisque je m'occupais de la communication interne et externe du Forum, de ses relations avec les médias et de l'organisation de ses événements ; j'ai également pris toute ma part dans la conception et dans l'élaboration de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle ».

Il me semble donc important de préciser ici que, placée dans une position de participante et d'observatrice, une prise de recul avec l'objet de mes recherches et avec mes propres actions a été nécessaire pour la rédaction de ce mémoire. En effet, au cours de mon expérience au Forum Français de la Jeunesse, il n'a pas toujours été aisé pour moi de concilier ces deux positionnements : être à la fois actrice de l'élaboration de la stratégie du FFJ et simultanément observatrice critique. Mon approche réflexive est donc venue avec le temps et notamment grâce aux éclairages qu'ont pu m'apporter mes lectures scientifiques ainsi que les diverses personnes que j'ai interviewées.

¹⁴⁹ Traduction : « C'est mal que la DG dise ça, je sais ! »

Si l'investissement dans le domaine de la communication du FFJ a été engagé avant le Conseil de fin d'année 2016, puisque les contours de la campagne avaient déjà été collectivement définis par le Comité d'Animation et que mon recrutement s'est fait à partir de là (nb. je suis arrivée la veille de la tenue du Conseil), il est certain que les multiples critiques formulées par les membres concernant l'opacité du Forum ce jour-là ont contribué à forger l'idée selon laquelle la professionnalisation de la communication du FFJ était indispensable pour colmater cette crise interne et restaurer sa crédibilité.

Ainsi, différents outils ont été mis en place pour favoriser une plus grande transparence et une meilleure circulation des informations en interne : la création d'une lettre interne hebdomadaire contenant les actualités du Forum ainsi que les compte-rendu de toutes ses réunions et rendez-vous politiques, la mise en ligne d'un espace de partage de documents ouvert à tous les représentants du Conseil, la réalisation d'un organigramme des différents organes du FFJ et d'un « kit de prise en mains du FFJ » à destination des membres et de leurs adhérents, etc.

Concernant la campagne de communication « Les Jeunes font la présidentielle », comme nous l'avons déjà évoqué, elle reposait sur quatre axes : la publication d'un livre blanc compilant les principales propositions du FFJ et remis aux équipes de campagne des candidats à la présidentielle, l'organisation de soirées-débats thématiques pour les jeunes, la mise en ligne d'une plateforme collaborative visant à informer les jeunes sur les élections et à leur offrir un espace d'expression, et enfin l'organisation de lives sur les réseaux sociaux avec les représentants des candidats à la présidentielle.

Nous avons vu quels objectifs officiels et officieux ont motivé la mise en place de la campagne « Les Jeunes font la présidentielle », ainsi que la professionnalisation de la communication du Forum Français de la Jeunesse. Il s'agit désormais de comprendre comment, par l'usage de la communication, le FFJ a tâché de renouveler sa légitimité dans son rôle de porte-parole des jeunes, le Forum devant apparaître comme apte et crédible à défendre leurs intérêts parmi la multiplicité d'acteurs du champ de la jeunesse.

Chapitre III : Renouveler sa légitimité en tant que groupe d'intérêt par l'usage de la communication : le cas de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle »

Patrick Charaudeau définit la légitimité comme « *le résultat d'une reconnaissance par d'autres de ce qui donne pouvoir de faire ou de dire à quelqu'un au nom d'un statut (on est reconnu à travers sa charge institutionnelle), au nom d'un savoir (on est reconnu comme savant), au nom d'un savoir-faire* ». ¹⁵⁰ Le Forum Français de la Jeunesse, parce qu'il a été adoubé par le Ministère de la Jeunesse dès sa création, a joui d'une légitimité immédiate, qui lui a permis d'être concerté dans l'élaboration des politiques publiques en matière de jeunesse. Cette légitimité repose en grande partie sur la capacité du Forum à « faire nombre ». Représentant de 15 organisations nationales, il s'appuie sur des rapports de force sociaux qui le dépassent largement et qui lui confère un poids certain dans ses négociations avec les décideurs. Sa légitimité sort aussi renforcée par la présentation d'une démarche recherchant le « consensus », alors que les membres qu'il réunit représentent des acteurs dont les intérêts et les idéologies divergent. Il y a une « attente évidente » des pouvoirs publics à l'égard de cette structure, comme l'explique Hugo, co-responsable du Comité d'Animation :

« Les jeunes sont dans une position tellement terrible aujourd'hui que ça devient un peu les vieux d'il y a 30 ans. Il y a 30 ans tout le monde était au chevet de la vieillesse, maintenant tout le monde va être au chevet de la jeunesse. On voit bien qu'il y a un problème quand on a 2 millions de jeunes qui sont ni en emploi ni en formation, qui ont du mal à se projeter dans l'avenir... On se dit que la société a failli à sa mission. Du coup, les pouvoirs publics sont friands d'une parole commune des jeunes. On le voit bien : on est invités partout, quand les JO se disent : « Tient, il faudrait que les jeunes parlent », et ben on appelle le FFJ, quand les pouvoirs publics, le Ministre veulent savoir c'est quoi la position des jeunes, il peut certes demander aux associations principale qu'il connaît et avec lesquelles il est en lien, mais il va se dire aussi : « Tient le FFJ, qu'est-ce qu'il pense ? Qu'est-ce qu'il écrit ? ». » ¹⁵¹

Néanmoins, la crise interne dans laquelle le Forum Français de la Jeunesse a été plongé suite à des erreurs de gestion et des divergences de stratégies avec ses membres a mis à mal sa capacité à porter légitimement la parole de la jeunesse. Dans ce chapitre, nous formulons

¹⁵⁰ CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2005, 256 p., voir p. 52, cité dans LÉGLISE Isabelle et GARRIC Nathalie, « Analyser le discours d'expert et d'expertise. », *Discours d'experts et d'expertise*, Peter Lang, 2012, p.1-16, voir p. 8

¹⁵¹ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

l'hypothèse que la campagne de communication du groupe d'intérêt a agit comme un processus de (re)légitimation du FFJ, lui servant à se rendre de nouveau crédible dans son rôle de porte-parole et de défenseur des droits des jeunes. En effet, la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » est un cas d'étude fécond pour analyser les stratégies de présentation de soi¹⁵² du Forum Français de la Jeunesse, c'est-à-dire l'image de lui-même qu'il projette pour « préserver les faces »¹⁵³ dans ses interactions avec les pouvoirs publics.

Deux stratégies selon nous ont été privilégiées par le Forum Français de la Jeunesse dans l'élaboration de cette campagne pour renouveler sa légitimité. Tout d'abord, le FFJ a tâché de démontrer qu'il était indépendant des partis politiques. Son objectif principal était de prouver aux différents candidats à la présidentielle qu'il pourrait leur être utile dans la construction des politiques de jeunesse en cas de victoire, afin d'assurer la pérennité de ses financements qui dépendent presque intégralement des subventions ministérielles. Ensuite, nous montrerons comment la mise en œuvre d'une campagne participative a permis au Forum de mettre en scène sa proximité avec des « vrais jeunes », répondant ainsi à la nouvelle obsession des décideurs qui consiste à recueillir des témoignages émanant directement du terrain. Pour finir, nous dresserons un bilan de la campagne du Forum Français de la Jeunesse et nous verrons que les obstacles rencontrés par ce dernier peuvent être perçus comme un symptôme de la difficulté du FFJ à exister en tant que groupe d'intérêt, et non plus uniquement comme forum.

1. La mise en scène de l'équilibre transpartisan du Forum Français de la Jeunesse, clé de voûte de sa légitimité dans l'espace public

Comme nous l'avons vu, la capacité du Forum à fédérer des organisations de nature et de sensibilité différentes, s'adressant à des « publics » jeunes divers (jeunes ruraux, jeunes « des quartiers populaires », étudiants, jeunes politisés, etc.) est l'atout principal du Forum Français de la Jeunesse : c'est ce qui fait son attractivité auprès des pouvoirs publics et ce qui justifie qu'il puisse prétendre à représenter la jeunesse dans sa diversité. Suite aux départs des organisations dites « de droite », la légitimité du FFJ s'est donc trouvée remise en question

¹⁵² GOFFMAN, Erving, *La Présentation de soi. La Mise en scène de la vie quotidienne I*, collection Le sens commun, 1973, 256 p.

¹⁵³ « La face est l'image publique de soi tel que l'ensemble des participants à une interaction s'efforce de la co-produire pour chacun à travers un travail de « figuration » (« face-work ») constamment ajusté. », citation extraite de KRIEG-PLANQUE, Alice, *Analyser les discours institutionnels*, Armand Colin, 2012, 238 p., voir p. 65-66

par les décideurs et plus encore par les membres du Forum eux-mêmes. Lors de sa campagne « Les Jeunes font la Présidentielle », l'équipe salariale et les porte-paroles du FFJ ont donc tâché de « sauver le Forum » par l'usage de la communication.

L'équilibre des forces internes du Forum Français de la Jeunesse

Après les départs de plusieurs membres et à la suite des attaques publiques formulées par les Jeunes Républicains et l'UNI-MET, qui ont dans leur communiqué de presse dépeint le FFJ comme un repère de « gauchistes » et un espace de pensée unique, la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » a joué un rôle essentiel dans la relégitimation du Forum.

En effet, elle a permis au FFJ de réaffirmer publiquement sa vocation à fédérer des organisations aux sensibilités différentes pour les faire travailler ensemble, ainsi que sa pertinence à représenter la jeunesse organisée dans le but de structurer une parole jeune audible dans l'espace public. En outre, elle a été un moyen pour le Comité d'Animation du FFJ de redonner confiance aux membres et de leur donner envie de s'impliquer de nouveau dans la dynamique collective du Forum. L'une des stratégies mise en place durant la campagne pour atteindre ces objectifs a consisté pour les porte-paroles du Forum à insister sur l'équilibre des « forces internes » plurielles de l'organisation

Cette volonté de traiter les organisations de manière équitable était déjà l'une des préoccupations du Forum Français de la Jeunesse en matière de communication avant le lancement de sa campagne. En effet, parmi les quelques consignes laissées par l'ancienne Déléguée Générale (*voir annexes, p. 141*), on trouve :

- Une demande de vigilance quant au choix des médias dont le FFJ diffuse les informations sur ses réseaux sociaux. Lors de la réunion de transmission des éléments stratégiques sur la communication du FFJ, la Déléguée Générale avait bien précisé à Yasmine, sa successeuse, qu'il fallait éviter que les membres ne s'étonnent de voir une sensibilité plus représentée qu'une autre.
- Une demande de ne pas retweeter les organisations sur le compte Twitter du Forum Français de la Jeunesse, dans un même soucis de ne pas mettre en avant un membre par rapport à un autre.

Ces consignes n'ont pas toujours été respectées pendant la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle ». En effet, les organisations qui relayaient les actualités du FFJ sur leurs réseaux sociaux se retrouvaient de fait mises en avant à leur tour par le Forum, sans que cela ne dérange les membres du Conseil. En revanche, sur les différents axes de la campagne, le FFJ a veillé à ce que toutes les organisations soient informées de ses actions et puissent participer à leur mise en oeuvre si elles le souhaitent.

Ainsi, tous les membres du Conseil étaient systématiquement invités aux rendez-vous politiques et aux soirées-débats organisées par le Forum (chaque membre s'est d'ailleurs vu proposer une animation lors de ces soirées). Également, les arbitrages concernant la campagne étaient décidés lors d'une Commission de travail ouverte à tous les membres du Conseil et en toute transparence. L'idée était de redonner confiance aux représentants du Conseil, de leur proposer de s'investir dans la campagne et de se réinscrire dans un cadre collectif afin d'éviter de reproduire les erreurs du passé : à savoir la déconnexion et l'isolement du Comité d'Animation par rapport au reste des membres.

Lors de l'élaboration du site web participatif de la campagne, la même attention a été portée à l'équilibre des forces internes de l'organisation. Ainsi, une représentante de l'UNEF a demandé à ce que les photos des membres du Comité d'Animation n'apparaissent pas dans l'onglet « Qui sommes-nous ? » (comme cela est fait actuellement sur le site « institutionnel » du Forum Français de la Jeunesse). En effet, cette dernière craignait que la mise en valeur de son organisation n'ait un effet repoussoir auprès du public et des autres organisations membres du FFJ, expliquant que cela risquait de donner du grain à moudre « à ceux qui pensent déjà que l'UNEF truste le FFJ ». Les autres représentants présents lors de cette réunion ont également considéré qu'il n'était pas utile de mettre spécialement en avant les membres du Comité d'Animation.

De la même manière, lorsqu'il a été sollicité par la presse et questionné sur sa composition « plutôt à gauche », le Forum Français de la Jeunesse a clairement affiché sa volonté de voir revenir les organisations qui avaient quitté le Forum, et notamment les Jeunes Républicains (*cf. un extrait du passage radio du co-responsable du Comité d'Animation du FFJ à ce sujet est retranscrit dans l'encadré ci-après*). Aussi, lors du rendez-vous bilatéral organisé avec les membres de l'équipe de campagne de François Fillon, les représentants du FFJ ont là encore évoqué leur incompréhension suite au départ des Jeunes Républicains et affirmé à plusieurs

reprises et avec aplomb leur souhait de les voir réintégrer le Forum. L'objectif était de montrer que le FFJ n'était pas un espace sectaire et de (re)dire sans ambiguïté que le Forum avait vocation à accueillir toutes les organisations de jeunes nationales, quelles que soient leurs sensibilités politiques.

Extrait d'une interview diffusée sur France Inter dans le Journal de 13h du Mardi 29 novembre 2016

Porte-parole du FFJ : Vous avez dit que le Forum Français de la Jeunesse regroupait quinze organisations. Nous avons des organisations qui viennent du milieu associatif, du milieu syndical -

Journaliste : Un tout petit mot pour le dire clairement : plutôt de gauche quand même hein. CGT, CFDT, FO, Jeunes Socialistes, y'a pas les Jeunes Populaires, alors y'a les Jeunes UDI, c'est vrai. Globalement on est plutôt à gauche. Pour savoir d'où vous parlez, c'est important.

Porte-parole du FFJ : Les Jeunes Populaires sont membres de droit du Forum. Ils y sont les bienvenus. Ils ont fait le choix il y a deux ans de ne pas renouveler leur adhésion et leur participation. Si demain ils veulent revenir, je les accueille bras ouverts et ce sera avec plaisir que nous travaillerons ensemble.

De la même manière, durant son interview sur *Radio Campus*, la représentante de l'UNEF au Comité d'Animation du Forum a rappelé que celui-ci était un lieu d'échanges et de débats. Il s'agissait encore une fois d'expliquer que toutes les organisations du Forum participaient bien à l'élaboration de ses avis et qu'en cela, le Forum Français de la Jeunesse ne pouvait être décrit comme un « lieu de pensée unique ».

Extrait d'une interview diffusée sur Radio Campus dans « La matinale de 19h00 » du 15 décembre 2016

Porte-parole du FFJ : L'UNEF a des revendications en propre mais ça nous semble toujours utile de pouvoir aboutir à des revendications et des propositions qui puissent être partagées par le plus grand nombre. De la jeunesse ouvrière chrétienne comme vous avez pu le dire aux jeunes de l'UDI, à des organisations associatives, lycéennes, étudiantes...

Journaliste : Des gens avec qui vous pouvez être en opposition a priori, et du coup tout le monde débat autour de la table...

Porte-parole du FFJ : Exactement. Parfois sur certains sujets on peut ne pas être d'accord mais la beauté du Forum Français de la Jeunesse c'est que par le travail de discussion, par le fait de se mettre tous ensemble de la table, on aboutit à un certain nombre de propositions communes qui permettent de faire entendre les jeunes dans le débat. [...]

Questionnés sur leur sentiment vis-à-vis de la campagne, la plupart des membres avec lesquels nous nous sommes entretenus nous ont fait part de leur satisfaction à l'égard des

nouvelles méthodes de gestion du Forum et de la professionnalisation de sa communication interne. Ces derniers considèrent que les critiques qu'ils ont exprimées lors du Conseil de fin d'année 2016 ont été entendues par les membres du Comité d'Animation. Ils notent que le FFJ est beaucoup plus transparent et se sont sentis davantage inclus par l'équipe dans la démarche de la campagne. Il est intéressant de mettre en parallèle ce ressenti général avec celui d'Hugo, co-responsable du Comité d'Animation du Forum, qui évoque l'usage d'un « mode plutôt autoritaire » dans l'élaboration de la campagne :

« Après un an et demi de brouillard où la non-décision avait quand même beaucoup présidé à l'organisation, ce qui du coup a contribué à dégouter les militants à venir s'inscrire dans le cadre collectif ; il fallait de manière peut être un peu autoritaire remettre les choses sur pieds. « De manière autoritaire » c'est ben, pondre un livre blanc en un mois écrit à 3-4 (même si tout le monde pouvait participer), mais en disant aux gens : « Vous avez 15 jours pour faire des propositions et vous avez 15 jours pour, si vous êtes pas contents, le dire ! ». Voilà. Du coup, ça a abouti à un vote à la quasi unanimité moins une abstention, sur un Livre qui reprenait l'essentiel du travail et livré au pas de course. [...] La phase de remise en route du Forum, de septembre 2016 à janvier 2017, s'est donc faite sur un mode plutôt autoritaire, où on a fait aboutir les projets les uns après les autres jusqu'au *Guide des organisations*. Finalement, les gens se sont démocratiquement positionnés sur le projet, on a défini la feuille de route, et après... C'était un peu sur le même mode que Macron et ses ordonnances : on nous donne le mandat et c'est à nous de se consacrer au truc, nous qui avons le temps, l'envie que ça marche, etc. et on fournit le produit fini pour le soumettre à validation. Et à partir de janvier, on a eu ensuite une phase plus démocratique où les gens se sont réinvestis, dans la commission campagne, dans les Facebook lives, on a réouvert le travail collectif sur les statuts du FFJ, etc. »¹⁵⁴

En définitive, la transparence du FFJ et ses multiples sollicitations à l'égard de ses membres durant la campagne n'ont pas permis de créer une réelle dynamique collective et d'unir toutes les organisations autour de ce projet. Cependant, les efforts de l'équipe salariale et du Comité d'Animation ont réinstauré un climat de confiance. En effet, bien que les mêmes personnes (à savoir les personnes disponibles et volontaires, et le plus souvent il s'agissait de membres du Comité) se soient souvent retrouvées chargées de la mise en oeuvre de la campagne, il était important pour le Forum de montrer que toutes les bonnes volontés étaient bienvenues et écoutées.

De la même manière, si nous ne pouvons pas vraiment évaluer les retombées de cette stratégie auprès des décideurs, la clarté du discours du Forum Français de la Jeunesse et les efforts qu'il a mis en place pour favoriser la potentielle réintégration des organisations qui l'ont quitté (notamment des Jeunes Républicains et de La Fage) ont au moins servi à rassurer une

¹⁵⁴ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

partie de ses membres en interne. *In fine*, la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » a permis aux membres du FFJ disponibles et intéressés de se réapproprier leur rôle et de retrouver du sens dans leur engagement au Forum, et aux autres d'avoir quelques preuves de sa pertinence, dans la mesure où le Forum a été l'un des rares acteurs du champ de la jeunesse à avoir ce type d'accès aux équipes des candidats pendant la période électorale. Le fait que le FFJ soit parvenu à rencontrer les représentants jeunesse des principaux candidats à la présidentielle et à avoir des échanges constructifs avec eux est une preuve qu'il jouit toujours, malgré la perte de plusieurs membres, de l'intérêt des décideurs.

La recherche de la neutralité

Afin de renouveler sa légitimité auprès des pouvoirs publics, le Forum a tâché de démontrer qu'il ne militait pour aucun parti et qu'il pouvait être un outil utile à l'ensemble de la classe politique. Ainsi, tout au long de sa campagne, le FFJ s'est employé à mettre en scène son indépendance et son objectivité grâce à différents procédés que nous allons étudier.

Tout d'abord, le Forum Français de la Jeunesse a traité les principaux candidats à l'élection présidentielle de manière équitable (à l'exception de Marine Le Pen, nous reviendrons sur ce cas ultérieurement). En effet, il a :

- Rencontré, présenté ses propositions et remis son livre blanc aux équipes de campagne de François Fillon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon.
- Organisé des lives sur les réseaux sociaux avec les représentants de ces mêmes candidats, à l'exception de François Fillon. En effet, l'équipe du candidat, qui avait initialement accepté l'invitation n'a plus donné suite aux relances du Forum à partir du moment où ce dernier a été mis en examen.

Il nous faut préciser ici que les membres du Forum Français de la Jeunesse se sont mis d'accord pour concentrer leurs forces sur les « principaux » candidats à la présidentielle, n'ayant pas les ressources humaines de prendre contact avec l'ensemble des candidats.

À l'occasion du rendez-vous organisé avec Benjamin Lucas, président du Mouvement des Jeunes Socialistes et responsable des questions jeunesse du programme de Benoît Hamon, Hugo, le co-responsable du Comité d'Animation du FFJ, par ailleurs engagé au sein du Mouvement des Jeunes Socialistes, a préféré ne pas être présent dans un souci de neutralité.

C'est lui qui, en revanche, a accepté d'animer le live sur les réseaux sociaux organisé avec Sacha Houlié, co-fondateur des jeunes avec Macron et Délégué national pour « En Marche ! ». La capacité de l'un des porte-paroles les plus visibles du Forum Français de la Jeunesse pendant cette campagne à mettre de côté son appartenance politique et ses engagements personnels pour sensibiliser les jeunes à la participation et les informer sur le programme de celui qui était finalement un « adversaire » politique, est une démonstration de force de ce que représente le FFJ et de ce qu'il peut apporter aux pouvoirs publics. Cette stratégie a permis de crédibiliser efficacement le discours du Forum Français de la Jeunesse sur ses valeurs d'ouverture, de tolérance et sur sa capacité à dépasser les clivages pour défendre les intérêts de l'ensemble de la jeunesse.

Cas d'étude : analyse du site web participatif « Bouscule la politique »

Les réflexions qui ont précédé à la mise en ligne du site participatif « Bouscule la politique » permettent d'éclairer les stratégies des représentants du Forum Français de la Jeunesse dans l'élaboration de la campagne de communication « Les Jeunes font la Présidentielle » et de confirmer nos hypothèses.

Ainsi, les représentants du FFJ qui étaient présents lors de la première Commission de travail sur la campagne ont réfléchi collectivement au nom à donner à la plateforme. Voici un extrait du compte-rendu écrit à l'occasion de cette commission :

Extrait du compte-rendu de la première Commission de travail sur la campagne du FFJ

- Proposition « Bouscule tes politiques » : ne fait pas l'unanimité, trop violent.
 - Proposition « Moi, jeune » : les organisations présentes sont unanimes pour dire que cela fait trop référence à Hollande et aux codes de l'ancienne présidentielle, ce n'est pas ce que l'on veut.
 - Proposition « Nous, jeunes » : fait moins référence à 2012 et est moins individualiste.
- Remarque : ce nom met tous les jeunes dans un même sac alors que les jeunes ne se sentent pas forcément comme une même entité. On ne peut pas demander aux jeunes d'afficher la même unité que le FFJ. Ce nom manque de « punch ».
- Proposition « Interpelle tes politiques » : cohérent parce que c'est ce que les jeunes vont faire sur le site. Moins violent que « bouscule ». Remarque : sont-ils vraiment « nos » politiques ?
 - Consensus trouvé autour de la proposition « Bouscule la politique » : ce nom rend les jeunes acteurs, il est moins personnel que « bouscule tes politiques » et plus engageant et moins générique qu'un « nous, jeunes ».

Lors de cette première réunion, les membres sont donc parvenus à s'accorder sur le nom « Bouscule la politique ». La réflexion collective qui les a amené à ce choix nous éclaire sur les écueils que les représentants du FFJ souhaitaient éviter pour la campagne : ils ne voulaient pas adopter une posture trop violente vis-à-vis des candidats (cela nous renvoie à notre analyse sur le militantisme institutionnel du Forum) et ils ne souhaitaient pas non plus être associés aux politiques, notamment à François Hollande. Ce même jour, les membres ont demandé à ce que d'autres modifications soient prises en compte avant la mise en ligne du site et ont soulevé plusieurs points d'attention à avoir.

Ainsi, l'onglet « nos interlocuteur.trice.s », censé répertorier les candidats auprès desquels le Forum Français de la Jeunesse réalise son plaidoyer a été renommé « les candidat.e.s » ; les membres ayant estimé que la première mention était trop institutionnelle et pouvait donner le sentiment d'une connivence entre le FFJ et les candidats. On retrouve ici la même volonté de marquer une distance entre le champ politique et le Forum.

Il a également été décidé que la biographie des candidats ne contiendrait que leur nom, leur parti et un lien vers leur site web et/ou leur programme politique. Dans un souci de neutralité, les membres du FFJ ont en effet choisi de ne rédiger aucun texte eux-mêmes dans cette section. Comme l'a soulevé l'une des représentantes du Forum lors de la réunion : « *Les éléments qu'on choisit de mettre en avant dans une biographie sont subjectifs. Je peux présenter Alain Juppé en disant qu'il a été ministre, qu'il est maire de Bordeaux et qu'il est membre des Républicains, mais je peux aussi dire qu'il a été condamné dans l'affaire des emplois fictifs de la Mairie de Paris.* » De la même manière, les membres ont précisé que la rubrique « Actualités » devrait concerner uniquement les événements liés à la campagne du Forum Français de la Jeunesse (et non à la campagne présidentielle dans son ensemble) afin d'éviter le risque de la partialité. Enfin, les membres ont indiqué que l'apparition des candidats devrait se faire selon un mode aléatoire pour se protéger de toute potentielle accusation de favoritisme.

Un dernier point peut également être analysé sur le site Internet « Bouscule la politique » : il s'agit de l'évolution qu'a connu son logo.

Version initiale :



BOUSCULE
TES
POLITIQUES

Version finale :



les jeunes font la présidentielle
BOUSCULE
la POLITIQUE

Dans ce cas-ci, le choix des couleurs du logo a gêné la Déléguée Générale du Forum Français de la Jeunesse, qui a estimé que cela renvoyait une image trop « franco-française », voire « identitaire » qui pourrait être mal interprétée. Des couleurs plus neutres ont donc été choisies.

À tous ces égards, le site participatif du Forum Français de la Jeunesse constitue un bon instrument d'analyse. Il nous permet de confirmer que l'usage de la communication a été un moyen pour le FFJ de mettre en scène son objectivité en pleine campagne présidentielle et de s'assurer le soutien potentiel de tous les principaux candidats. Un dernier élément doit cependant être discuté : il s'agit du traitement réservé au Front National durant cette campagne.

Le gommage des traces de conflictualité en interne : la question du Front National dans la campagne

Une question a été âprement débattue par les organisations du Forum Français de la Jeunesse au cours de la campagne : celle de savoir si le FFJ devait ou non s'adresser au Front National. Dans l'optique où le FFJ aurait choisi de traiter le FN comme tous les autres partis, il aurait dû solliciter un rendez-vous bilatéral avec ses cadres pour leur présenter et leur remettre son livre blanc, il aurait dû proposer aux internautes d'interpeller Marine Le Pen depuis son site internet participatif et il aurait également dû envisager l'enregistrement d'un live sur les réseaux sociaux avec un représentant du Front National.

Les organisations du Forum Français de la Jeunesse ne défendaient pas toutes le même positionnement sur cette question. Cette dernière a donc été soumise au vote (*un extrait du compte-rendu des débats lors de ce Conseil est disponible en annexes, p. 142*)

Au final, les organisations du Forum se sont majoritairement entendues pour ne pas intégrer Marine Le Pen parmi les interlocuteurs du FFJ pendant cette campagne. Nous considérons que ce parti pris idéologique, politique et stratégique est intéressant à mettre en perspective avec les discours appuyés sur la forme « transpartisane » du Forum, mais également sa capacité à représenter l'ensemble de la jeunesse. En effet, au premier tour des élections présidentielles 2017, 25,7% des 18-34 ont voté pour Marine Le Pen. C'est la candidate qui a remporté le plus de suffrages parmi les votants de cette classe d'âge. Chez les primo-votants (18-24 ans), 21% ont voté pour le Front National. Le candidat ayant remporté le plus de suffrage dans cette classe d'âge est Jean-Luc Mélenchon avec 27% des voix, suivi par Marine Le Pen¹⁵⁵. Le Forum Français de la Jeunesse, censé incarner les jeunes, porter leur parole et défendre leurs intérêts, a donc fait le choix éthique de ne pas travailler avec le Front National, quand celui-ci est plébiscité par un nombre croissant de jeunes votants. Cette « incohérence » a été soulevée par différentes organisations :

« Que le FFJ s'engage dans la campagne, c'est normal, c'est son rôle et les élections présidentielles sont un moment privilégié pour ça. Mais que le FFJ prenne parti pour certains candidats plutôt que d'autres, pour moi c'est pas normal. Pour moi le FFJ veut de se faire représentation de la jeunesse, même si c'est un objectif impossible à atteindre car tu ne peux te faire que l'écho de la jeunesse de tes membres, mais si tu prends parti pour un candidat plus que pour un autre, tu te coupes de manière délibérée d'une partie de la jeunesse, tu lui refuses l'accès. Ça pose problème pour moi, que ce soit sur la volonté « universaliste » du FFJ et au niveau de mon association. »¹⁵⁶

Extrait du compte-rendu du Conseil du 07 février 2017

-> UDI : 1 – on ne peut pas représenter les jeunes si on sélectionne les candidat.e.s à interpellier et si on exclue de facto celles/ceux qui sont crédité.e.s d'un petit score. 2 – il ne faut pas exclure le FN car nous sommes républicains. En interne au FFJ il n'est pas question du FN mais une campagne démocratique a vocation à représenter tous les jeunes de France. Il ne faut pas se faire les juges de la morale. Le FN est le premier parti des jeunes de France, il faut en être conscient. Il faut sortir de nos conceptions politiques au sein de nos organisations. En outre, comment fera-t-on au 2e tour ? 3 – Les propositions du FFJ élaborées par les jeunes mettent en réalité MLP plutôt en difficulté car ses propositions ne correspondent pas aux attentes des jeunes : le meilleur moyen de lutter contre le FN est de débattre avec lui.

-> PDE : 1 – Hypocrisie : on dit = c'est à nos organisations respectives d'agir sur le terrain contre la montée du FN. Or, nos organisations échouent. 2 – Il faut se mettre d'accord sur un communiqué / une note explicative à poster sur le site si jamais on décide d'écarter le FN de notre campagne.

¹⁵⁵ QUINAULT MAUPOIL, Tristan, « Les jeunes plébiscitent Le Pen et Mélenchon, les cadres votent Macron », *Lefigaro.fr*, le 24 avril 2017 (consulté le 24 août 2017 à 11:42)

¹⁵⁶ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

Ce choix a eu des conséquences directes sur la campagne, et notamment sur la promotion du site Internet du Forum. En effet, les organisations opposées à ce choix de stratégie n'ont pas pu relayer la campagne du FFJ et faire de la publicité pour sa plateforme participative :

« Un site qui trie les candidats qu'il trouve légitime et ceux qu'il ne trouve pas légitime, c'est d'autant plus aberrant lorsque t'as un candidat qui a fait 20% au premier tour, donc 1/5^e des électeurs et avec lequel tu ne pouvais pas interagir. Forcément, tu te coupes de 25% des gens que l'outil pourrait intéresser, et en plus, tu vas aussi perdre une partie des gens qui n'auraient pas voté pour ce candidat là mais qui vont se dire : « Putain, c'est un outil qui est biaisé ! ». Donc ça devient catastrophique. Tu te retrouves avec un outil qui devient malsain et partisan, parce qu'il met plus en avant certains candidats que d'autres. C'est un reproche qu'on a pu entendre pendant la campagne d'ailleurs, quand une chaîne de télévision a choisi d'organiser un débat avec seulement quelques-uns des candidats. Là tout le monde s'est mis à gueuler en disant : « Ils sont où les autres candidats ? C'est quoi ce favoritisme ? ». Là l'outil tombait dans le même problème et avait un effet répulsif auprès de gens qui par ailleurs, étaient potentiellement des gens qui s'engagent et que l'outil aurait pu intéresser. J'ajoute que cette stratégie a pu couper le FFJ de l'engagement de ses membres dans la campagne, c'était le cas pour Jets d'Encre par exemple. On l'a annoncé dès le départ au FFJ, qu'on ne pourrait pas diffuser et s'engager dans cette campagne parce qu'elle ne respectait pas notre Charte. »

Ce cas d'étude constitue un bon exemple des limites endogènes du Forum Français de la Jeunesse, comme le rappelle Christelle, représentante de la JOC au Comité d'Animation :

« On a eu beaucoup de débats au sein du collège associatif là-dessus, puisque Jets d'Encre, en tant qu'association de jeunes journalistes, disait : « Nous ça va à l'encontre de notre projet associatif ». Je peux comprendre leur point de vue qui consiste à dire : « C'est un candidat, ou une candidate en l'occurrence, et il faut qu'on l'interroge. Ça ne veut pas dire qu'on cautionne son discours pour autant. Ce n'est pas démocratique de ne pas lui donner la parole. » Et c'est là que nos points de vue divergent. On ne met pas la même chose derrière le terme « démocratique ». Encore une fois, c'est là où on se heurte à des idéologies politiques différentes et des projets de société différents, où le simple fait d'être jeune ne suffit pas malheureusement pour avoir un projet commun. Je ne sais pas si ça aurait fait pencher la balance s'il y avait plus d'organisations de droite au FFJ, parce qu'il y a ce fameux Front Republicain qui s'organise à chaque fois contre le FN mais pas pour les mêmes raisons (rires), mais voilà, c'est dans ces moments-là qu'on sent quand même des tensions et qu'on réalise qu'il nous manque un peu un terreau commun. »¹⁵⁷

Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que le FFJ a parlé d'une seule voix durant cette campagne et mis en scène le consensus même quand ce dernier n'avait pas été trouvé. Nous avons évoqué dans le deuxième chapitre de ce mémoire le choix qui a été fait de retirer les logos des membres du FFJ sur un communiqué de presse concernant le projet de loi travail, suite à la demande explicite d'une organisation. Le Forum s'est de nouveau retrouvé dans

¹⁵⁷ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

cette situation au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, lorsque qu'une partie de ses membres souhaitaient réagir publiquement au fait qu'il n'y ait plus de Ministère Jeunesse.

Voici ci-après un échange d'emails entre deux organisations au sujet du Communiqué et de l'utilisation des logos :

Échanges d'emails concernant la publication du Communiqué « La jeunesse absente du gouvernement, pour nous c'est non ! »

Mail 1 : « Il faut mettre les logos de toutes les orgas : c'est ça l'organisation du FFJ. La démocratie l'emporte et c'est l'ensemble du FFJ qui s'exprime. Je vois pas l'intérêt de mettre que quelques logos, autant faire une inter-orga. Si ça passe pas auprès de ceux qui trouvent qu'on est trop « sévère » (lol), il faut mettre le logo du FFJ, mais pas d'autres alternatives. »

Réponse : « Bonjour X, Bonjour à tous, La question n'est pas d'être sévère, la question c'est surtout d'éviter le "jeunisme". Si tu considères que pour régler les problèmes de la jeunesse il lui faut un ministère dédié et non une attache dans chacun des ministères qui la concernent (travail, santé, éducation, et j'en passe) libre à toi. Mais pour ma part si le FFJ se prononce comme ça, il tombe dans le simplisme et les querelles technocratiques. Je milite pour que les jeunes aient le droit d'être considérés comme des adultes et non cadenassés à un ministère. Sauf, si un règlement nous en empêche je demande à ce que le logo de l'UDI Jeunes n'apparaissent pas sur le CP. Merci ! »

Finalement, le FFJ a bien publié son Communiqué de presse (*disponible dans les annexes, p. 146*), mais il n'a utilisé que son propre logo. Ici, il est intéressant de comparer les extraits de la version initiale et finale de ce communiqué pour se faire une idée de ce qu'il s'est joué au sein de la structure au moment de sa publication.

Extraits des versions initiales et finales du Communiqué de Presse « La jeunesse absente du gouvernement, pour nous c'est non ! »

Version initiale : « Force est de constater que s'il y a cinq ans, les politiques de jeunesse étaient affichées par le gouvernement comme une priorité, **il semblerait qu'il n'en soit rien aujourd'hui**. Le Forum Français de la Jeunesse **appelle le gouvernement à revoir sa copie** pour corriger cet « oubli » qui envoie un signal négatif quant à la politique qui sera menée durant le quinquennat. [...] Face à ces défis, il faut un interlocuteur à la jeunesse capable d'écouter les revendications de notre génération et d'impulser une politique à la hauteur de **nos attentes**. »

Version finale : « Après un quinquennat où la jeunesse était affichée par le gouvernement comme une priorité, **le FFJ est très inquiet de l'absence d'un ministère dédié ou de quelque mention que ce soit à la jeunesse au sein du nouveau gouvernement.** Cet « oubli » envoie un signal négatif quant à la politique qui sera menée durant le quinquennat. Le Forum Français de la Jeunesse **appelle ainsi le gouvernement à clarifier sa position** sur la jeunesse et sur la manière dont il compte mettre en œuvre une politique ambitieuse pour cette dernière. [...] Face à ces défis, il faut un interlocuteur à la jeunesse capable d'écouter les revendications de notre génération et d'impulser une politique à la hauteur **des attentes des jeunes, des organisations de jeunes et de jeunesse.** »

Les extraits ci au-dessus nous apprennent que dans la version finale du communiqué, le ton du Forum a été adouci. Aussi, l'usage du pronom personnel « nous » (cf. « nos attentes ») a été transformé en une mention explicite faite aux organisations de jeunes et de jeunesse. Cette rectification est intéressante dans la mesure où, habituellement, le recours à une sémantique floue fait figure de ressource pour le locuteur, comme le rappelle notamment l'analyste du discours Alice Krieg-Planque au sein de son ouvrage *Analyser les discours institutionnels*¹⁵⁸.

Or, ici, le Forum devait au contraire clarifier sa prétention à représenter les jeunes dans un contexte tendu. Le communiqué, en ce sens, a une valeur performative.

De la même manière que pour ce communiqué, le FFJ n'a jamais précisé que sa stratégie vis-à-vis du FN n'était pas partagée par l'ensemble de ses membres. D'ailleurs, contrairement à ce qu'il avait été décidé en Conseil, aucune note n'a été publiée sur le site de campagne et relayée sur les réseaux sociaux pour expliquer le parti pris du Forum. Malgré plusieurs relances de l'équipe salariale, les personnes mandatées pour rédiger la note en question n'ont jamais pu accomplir cette tâche par manque de temps.

Ainsi, les organisations qui ne partageaient pas le positionnement stratégique du Forum Français de la Jeunesse sur la question du Front National ont accepté de se retrouver minoritaires (elles n'ont pas menacées de quitter la structure si leur position n'était pas adoptée), mais elles n'ont pas participé à la diffusion de la campagne. Le site internet en particulier s'est révélé problématique pour les organisations dites « apolitiques » (comme PDE, pour qui le simple usage du terme « politique » était un frein à sa promotion. L'organisation n'avait pas participé à la commission de campagne ayant tranché le choix du nom de la plateforme). En revanche, les logos de toutes les organisations membres du Forum Français de la Jeunesse ont été apposés

¹⁵⁸ Alice KRIEG-PLANQUE, *Analyser les discours institutionnels*, Armand Colin, 2012, 238 p., chapitre 5

aux communiqués concernant le lancement du site « Bouscule la politique ». Le livre blanc, signé par toutes les organisations du FFJ (y compris l'association Jets d'Encre d'ailleurs, qui là encore s'était abstenue lorsque ce dernier avait été soumis au vote) en fait également la promotion.

Concernant l'enregistrement des lives sur les réseaux sociaux, les organisations apolitiques ont montré la même hostilité. Et si les représentants au Conseil du FFJ, membres du collège partisan se sont prêtés au jeu (comme nous l'avons dit plus haut, un membre du MJS a ainsi accepté d'animer le live avec le représentant de Macron, et c'est un membre de l'UDI qui a animé celui avec la porte-parole de Jean-Luc Mélenchon), la question de la communication autour de ces lives sur les réseaux sociaux de ces mêmes organisations était plus sensible. Ainsi, pour des raisons évidentes, les mouvements politiques jeunes n'ont pas pu partager sur leurs plateformes les lives de leurs « adversaires ». Les syndicats (étudiants et lycéens) et le collège associatifs se sont montrés plus prompts à relayer ces directs sur leurs réseaux, mais comme l'a confié Julia, la représentante du Syndicat Général des Lycéens (SGL) le jour de l'enregistrement du live avec Charlotte Girard (porte-parole de Jean-Luc Mélenchon), l'investissement de son organisation vis-à-vis de ces lives variait en fonction de leurs affinités avec les candidats. Le SGL lui avait ainsi fait passer la consigne de se contenter de partager le lien du live pour celui avec le porte-parole de Macron, tandis qu'elle a été encouragée à partager *et* live-tweeter celui avec Charlotte Girard pour la France Insoumise.

À tous ces égards, si la campagne du Forum Français de la Jeunesse lui a permis de se replacer comme une institution incontournable dans le champ des acteurs jeunesse, elle a également mis au jour les contradictions de la structure. Ainsi le FFJ, qui se définit comme le porte-parole de toutes les jeunesses, a refusé de considérer le Front National comme un interlocuteur en dépit du fait que ce parti fédère de plus en plus de jeunes. De la même manière, se targuant de recourir au consensus et d'être le fruit d'une démarche et d'un travail collectifs, celui-ci a acté une stratégie de communication contraire à la charte de certains de ses membres, et l'investissement des différentes organisations dans la mise en oeuvre de cette campagne a été très relatif comme nous le verrons dans la dernière partie de ce mémoire. Avant cela, nous allons nous pencher sur la deuxième technique employée par le Forum Français de la Jeunesse pour renouveler sa légitimité : l'élaboration d'une campagne participative et ouverte à tous les jeunes, censée démontrer la capacité du Forum à réunir et

mobiliser des « vrais » jeunes pour les faire débattre et co-construire des propositions politiques.

2. Une campagne participative pour sortir de l'entre-soi et se rendre plus accessible aux jeunes

La campagne de communication « Les Jeunes font la Présidentielle » élaborée par Forum Français de la Jeunesse peut être considérée comme une campagne « participative ». En effet, le site web « Bouscule la politique » invitant les jeunes à partager leurs propositions et à interpeller les décideurs, les soirées-débats ouvertes à tous les jeunes avec ses collectes de propositions, l'organisation de lives interactifs sur les réseaux sociaux : tout cela avait pour vocation d'ouvrir le FFJ à la société civile, de rendre l'organisation moins « technocrate » et plus accessible pour les jeunes. Nous nous proposons ici d'analyser cette stratégie du Forum qui consiste à recueillir des propositions et des témoignages émanant du terrain, « par des vrais jeunes », comme si finalement, l'expertise du FFJ et le fait qu'il soit composé de multiples organisations de jeunes nationales ne suffisait plus tout à fait à le rendre légitime à représenter et à défendre les intérêts de l'ensemble de la jeunesse.

En effet, la désaffection croissante des jeunes à l'égard des modes de participation « traditionnels » (tels que le vote, l'adhésion à un parti politique ou à un syndicat) remet en cause un vieux système de représentation et d'engagement, poussant les décideurs à favoriser la politique dite « de proximité » et à travailler directement avec des jeunes plutôt qu'avec la jeunesse organisée, qui n'est représentative que d'une infime partie de la jeunesse. Dans ce contexte, le Forum Français de la Jeunesse, structure qui met en relation des responsables associatifs nationaux, est d'autant plus susceptible d'apparaître déconnectée du terrain et peu représentative de la diversité de la jeunesse. Durant son entretien, Julien a évoqué l'image qu'il se faisait du Forum avant d'intégrer l'équipe des permanents nationaux du MRJC et le Comité d'Animation du FFJ :

« La première fois que j'ai entendu parler du Forum Français de la Jeunesse, ça m'a fait ni chaud ni froid parce que c'était trop loin. Moi j'étais en local, j'essayais de fédérer des jeunes en rural pour monter des projets, etc. donc du coup ça me paraissait mais alors tellement lointain le Forum Français de la Jeunesse ! Je me disais : « Tiens, encore un de ces trucs de blablateurs qui ont rien d'autre à foutre que faire des réunions ». Bref, j'y suis maintenant c'est super. Euh... mais ça bon voilà, c'était une vision d'assez loin. Je pense que y'a pas que moi qui doit avoir cette vision là, je pense que c'est valable pour tous les organes de représentation ou têtes de réseaux en règle générale, qui doivent faire

cet effet là à beaucoup de gens qui en bas, euh, ça les intéresse pas des masses ce qu'il se passe. En bas de l'échelle pyramidale de nos associations je veux dire. [...] »¹⁵⁹

Nous verrons ici que pour renouveler sa légitimité, crédibiliser son discours et réaffirmer la pertinence de son rôle auprès des décideurs, le Forum Français de la Jeunesse a décidé de mettre en œuvre une campagne participative et citoyenne à destination des jeunes.

La valorisation de la proximité par les politiques : une forme de légitimation de soi

Dans son article « L'analyse des livres politiques. Les présidentiables de 2007 face à l'exigence de proximité », Christian Le Bart propose une étude de trois livres politiques écrits par les principaux candidats à l'élection présidentielle de 2007 (Ségolène Royal, François Bayrou et Nicolas Sarkozy)¹⁶⁰. Selon l'auteur, les livres politiques constituent des objets féconds pour l'analyse des formes de légitimation de soi, dans la mesure où ils permettent de voir quelles légitimités sont revendiquées par les politiques, et ainsi de savoir comment ces derniers souhaitent être perçus dans l'opinion publique.

Le Bart soulève la « *montée en puissance de la thématique de proximité* » dans le contexte de l'élection présidentielle. La valorisation de la « proximité », d'après lui, correspond à la fois à une manière de penser l'action publique, et en même temps à une façon d'être des acteurs politiques (valorisation de l'écoute, du terrain, du quotidien, de la présence, etc). Ainsi, la présence de proximité permettrait de renouveler la légitimité des politiques. Pour déjouer l'image d'une fracture entre la classe politique et le peuple, et notamment les habitants des quartiers populaires, les candidats à la présidentielle se livrent à des récits mettant en avant des « vrais gens », rencontrés sur le terrain :

« Le texte a recours à l'effet de réel (au sens de Roland Barthes), pour mettre en avant de vrais gens, une vraie rencontre. Connaître la société n'est pas un exercice de sociologie appliqué ; cela suppose simplement de sortir et d'écouter. La rencontre avec des gens ordinaires, en particulier les milieux populaires, est fortement valorisée, avec un centrage rhétorique sur la banlieue. »¹⁶¹

¹⁵⁹ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

¹⁶⁰ LE BART, Christian, « L'analyse des livres politiques. Les présidentiables de 2007 face à l'exigence de proximité », *Questions de communication*, Université de Metz, n°15, 2009, p. 323-344

¹⁶¹ Ibid., plus précisément p. 339

Le Bart se concentre ici sur les stratégies de présentation de soi des candidats à l'élection présidentielle à travers leurs ouvrages, mais les opérations de communication visant à mettre en scène la proximité entre un acteur politique et le « peuple », et notamment avec les habitants des quartiers populaires, en période électorale, constituent l'un des « incontournables » de la communication politique.

On observe également une large propension chez les politiques à mettre en avant leur proximité avec la jeunesse. En effet, ces derniers n'hésitent pas à valoriser leurs jeunes supporters (cela leur permet de montrer l'attractivité de leur mouvement politique auprès d'une classe d'âge qu'on dit souvent dépolitisée et désintéressée à la chose publique, mais également de témoigner du dynamisme de leurs campagnes ainsi que de la modernité de leurs idées), mais aussi à se montrer aux côtés de jeunes lors de leurs déplacements.

Celui qui a le plus eu recours à cette stratégie de la « proximité » lors des élections présidentielles 2017 est sans doute Emmanuel Macron. En effet, ce dernier a, à plusieurs reprises, effectué des déplacements en banlieue et rencontré des jeunes habitants et/ou issus des « quartiers populaires » lors de sa campagne. On pensera notamment à l'annonce officielle de sa candidature, qu'Emmanuel Macron a effectué au Campus des métiers de l'entreprise à Bobigny, à la soirée de rencontres entre le candidat et une centaine de personnes aux « *parcours remarquables issues de quartiers populaires* »¹⁶² organisée à Saint-Denis ou encore à sa visite d'un quartier de Sarcelles pendant la campagne de l'entre deux-tours, où il a rencontré des responsables associatifs et des jeunes membre d'une association sportive, et avec lesquels il s'est même illustré entraîné de jouer au football. Ces images avaient fait le tour de tous les médias.

Quelle place pour les organisations de jeunes dans ce défi de proximité ?

Questionnée sur les futurs défis du Forum Français de la Jeunesse, Christelle, représentante de la JOC au Comité d'Animation, a adressé cette question de la tendance des décideurs à vouloir travailler avec des « vrais jeunes » plutôt qu'avec des organisations de jeunes. Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce mémoire, les formes d'engagement de la jeunesse ont évolué et ces derniers sont de moins en moins attirés par les modes de

¹⁶² GENDRON, Guillaume, « Quartiers populaires : Macron, chasseur de têtes », *Liberation.fr*, le 30 mars 2017 (consulté le 02 septembre 2017 à 22:00)

participation « traditionnels ». Ce phénomène a tendance à délégitimer ces systèmes de représentation et leurs représentants avec eux. Les mouvements de jeunesse ou organisation de jeunes tels que le Forum Français de la Jeunesse ne sont pas épargnés :

« Je pense que la difficulté à venir pour le FFJ c'est cette nouvelle obsession des décideurs politiques de vouloir travailler avec des « vrais » jeunes, et non pas avec des organisations de jeunes. Je pense qu'il y a deux soucis : à la fois, un engagement des jeunes qui est différent de par le passé et qui cherche moins à s'encarter, même dans une organisation de jeunes. Ce sont des engagements plus ponctuels, plus dans l'action : on veut voir les résultats de son action tout de suite. Je pense que ça les décideurs l'ont compris, et que pour eux les organisations de jeunes perpétuent un vieux système d'engagement qui ne fonctionne plus, puisque les jeunes ce n'est plus ce qui leur donne envie. Pour moi c'est donc un défi que doivent relever les organisations de jeunes : comment s'adapter aux évolutions de la société, aux évolutions des formes d'engagement des jeunes et en même temps en restant fidèles à leur projet. Par exemple à la JOC on continue à dire qu'un engagement c'est aussi l'engagement dans un style de vie. Que c'est dans un projet de vie que tu t'engages, et c'est sur du long terme. On ne va pas pouvoir aller jusqu'à dire : « Ok, on ne programme plus que des petites actions ponctuelles pour les jeunes ». On continuera toujours à aller à contre-courant et à dire qu'il faut réfléchir à un projet de vie et d'engagement sur du long terme. »¹⁶³

Le deuxième élément qui tend à « délégitimer » les organisations de jeunes aux yeux des décideurs, d'après Christelle, est la question de l'élitisme de la jeunesse organisée. Nous avons traité ce sujet au sein du premier chapitre de ce mémoire et nous avons vu que le profil sociologique des jeunes engagés était relativement uniforme : il s'agit le plus souvent de jeunes étudiants, issus de milieux plutôt favorisés. Le Forum Français de la Jeunesse, en tant que tête de réseau qui met en relation des professionnels de l'engagement et des responsables associatifs entre eux, est d'autant plus soumis à ce phénomène. Néanmoins, si l'élitisme des dirigeants associatifs jeunes doit questionner, les organisations de jeunes ne doivent pas pour autant venir crédibiliser l'image parfois stéréotypée que se font les décideurs des jeunes.

« La deuxième chose, c'est que les décideurs ont ce truc con qui est : quand je veux parler avec des jeunes je veux qu'on voit que ce sont des jeunes ; donc il faut des jeunes en survet' baskets. Les jeunes de certaines organisations de jeunes avec leurs chaussures pointues et leur costard, ça leur va plus. C'est là encore une fois où on est confrontés à notre soucis : comment avec notre élitisme au sein des instances du FFJ, on reproduit un peu le système de nos aînés. Donc à la fois, il faut dire à ces cons de politiques que même si j'ai des chaussures et un costard, le fait est que je suis jeune et que je suis discriminé à cause de mon âge, et même si je ne ressemble pas à l'image que tu te fais du « jeune », j'ai toute ma légitimité à parler et redire à quel point ce qui compte c'est pas notre image mais qui on représente, les millions de jeunes qu'on représente de par toutes nos organisations. Mais, ça ne doit quand même pas nous empêcher, je le redis, à faire en sorte que nous, en tant que représentants de tous ces jeunes là, on soit un peu plus représentatifs des jeunes qu'on représente. Voilà. Pour parler crûment : qu'il n'y ait pas que des blancs au sein du Conseil du FFJ, parce que c'est

¹⁶³ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

juste ridicule. Ca montre bien le biais qui existe. Si on a tous une petite gueule d'étudiant, tous un petit costard machin, on voit que là y'a un soucis. Et pour lutter contre cette envie des décideurs d'aller rencontrer des « vrais jeunes », et ben il faut qu'on soit réellement représentatifs des jeunes qu'on représente. Ça n'empêche pas le besoin d'ambition ou ni d'avoir des leaders à la tête de nos mouvements parce qu'on a besoin de ce leadership, mais ça se construit quoi. Les jeunes on peut les former, on peut les responsabiliser et non pas simplement reproduire des vieux schémas. »¹⁶⁴

Pour répondre à cette tendance des décideurs et pour prouver qu'il est capable de mobiliser des jeunes, le Forum Français de la Jeunesse a élaboré une campagne que l'on pourrait qualifier de « participative » à plusieurs égards. Le slogan de la campagne : « Les Jeunes font la Présidentielle » donne le ton. En effet, par ce slogan, le FFJ se grandit : ce n'est pas le groupe d'intérêt qui mène sa campagne dans l'espace public, ce sont « les jeunes » qui agissent. Par l'usage de la métonymie, le Forum parvient à se faire l'incarnation de cette jeunesse. Ainsi, le slogan fonctionne comme un énoncé performatif dans la mesure où il accomplit l'acte qu'il dénomme : en l'utilisant pour l'adosser à ses actions et mobilisations dans le cadre de la campagne présidentielle, le FFJ ancre l'idée qu'il est le porte-parole des jeunes et que ces jeunes sont pleinement acteurs de la dynamique. Dire que « les jeunes font la présidentielle » dès lors que « les jeunes *du FFJ* s'engagent pour la présidentielle » donne vie à une certaine réalité où le Forum est représentatif de toute la jeunesse et où son action a un certain poids, puisque « les jeunes » y jouent un rôle déterminant dans les élections.

L'élaboration d'une campagne participative pour matérialiser la capacité du FFJ à mobiliser la jeunesse

Si jusqu'à présent les séminaires et les formations du Forum Français de la Jeunesse étaient plutôt à destination de ses membres et de son réseau, le FFJ a tenté de s'ouvrir davantage durant cette campagne à un public de jeunes pas nécessairement engagés ou sensibilisés aux thématiques traitées par le Forum. Ainsi, les soirées-débats mensuelles du FFJ étaient ouvertes à tous, et chaque participant était encouragé à s'exprimer, à donner son avis et à travailler parfois à l'élaboration de propositions au sein de son groupe de discussion. Les soirées du Forum Français de la Jeunesse, comme le souligne Hugo, ont permis aux membres du Forum de sortir de leur « entre-soi » et de crédibiliser le discours du FFJ, qui se revendique représenter l'ensemble de la jeunesse et structurer la parole des jeunes dans le débat public :

¹⁶⁴ Ibid.

« C'est important parce que ce sont des gens qui ont des idées souvent nouvelles ou différentes, qui arrivent pas avec... Tout à l'heure je parlais des vertus positives de l'engagement de jeunesse, mais il y a aussi des vertus négatives à participer et à ne voir le monde qu'à travers les lunettes un peu rétrécies de leur organisation. C'est le cas du MJS, mais c'est aussi le cas d'autres organisations. Si on fait que ça, si on reste dans le même cercle, on finit par lire l'actualité politique, citoyenne, etc. qu'à travers les prismes d'un petit groupe de potes qui ont tendance à voir tout en noir ou tout en positif, et c'est intéressant toujours de confronter cette parole là à des gens qui ont un historique ou un engagement beaucoup moins fort que le tien. Après, est-ce que c'est indispensable pour le FFJ ? Oui, parce que ça crédibilise le discours qu'on porte. Si le FFJ n'est pas capable d'organiser des temps citoyens, il perd de sa légitimité. [...] Si le FFJ parle toujours d'avoir des jeunes issus de nos organisations mais d'autres, et qu'on n'est pas capables d'organiser ces temps-là, c'est qu'on n'est peut-être pas suffisamment bons. »¹⁶⁵

La démarche du Forum Français de la Jeunesse a été saluée par les membres du FFJ, notamment les membres les plus soucieux de voir d'autres jeunes avoir accès aux événements organisés par le Forum. Globalement, les enquêtés considèrent que le FFJ doit poursuivre cette dynamique et continuer d'organiser ce type de rencontres entre jeunes, mais ils soulignent néanmoins les marges de progression importantes du Forum dans la poursuite de ce projet d'éducation populaire :

(1) « J'adorais les soirées parce que tu fais se rencontrer des gens, tu les fais débattre... Puis ça m'a tellement fait rire que vous ne connaissiez pas les débats mouvants quoi ! (Rires) Je suis désolé mais ça m'a tellement fait rire de voir des gens qui disent : « C'est énorme comme façon de débattre ! » Je me suis dit : « Mais comment ils débattent chez eux d'habitude ? Même en soirée avec des bières on débat comme ça ! ». (Rires) Bref, c'était tellement drôle d'avoir une animation et de voir des mecs de la CGT se fighter avec un autre mec de la CFDT à moitié UNEF, je ne sais plus dans quel truc il était... parce qu'ils étaient pas d'accord. Dans ma tête je me suis dit que ça c'était vraiment intéressant et qu'il fallait qu'on fasse ça plus. Donc il faut qu'on continue l'année prochaine parce que je pense que ça, c'est une vraie réussite du FFJ ! »¹⁶⁶

(2) « Comme toujours, mais je dois m'en blâmer moi la première, je trouve que c'est toujours le même genre de personnes qui sont présentes : des jeunes déjà sensibilisés. Moi j'aimerais que ces soirées-débats puissent réunir des jeunes qui ne le sont pas. C'est un peu le serpent qui se mord la queue parce que pour l'instant j'invite pas des jeunes de la JOC sur la région Ile-de-France, parce que je sais qu'ils ne s'y retrouveront pas. Ils arriveraient et ils auraient tout à apprendre d'une base commune pour pouvoir communiquer avec les autres, et pour l'instant je sens que le FFJ n'est pas encore prêt à cette ouverture-là. Et en même temps, tant que ces jeunes ne viendront pas à ce genre de soirées, ce sera délicat pour nous de commencer le virage. [...] Je pense qu'il y a pas mal d'organisations membres du FFJ qui ne côtoient pas les gens que nous on côtoie à la JOC. Donc quand ils pensent organiser quelque chose de très ouvert à l'ensemble des jeunes, ils ont déjà leurs œillères. C'est compliqué, mais c'est justement aux organisations comme la JOC d'amorcer le changement qu'ils aimeraient voir au

¹⁶⁵ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

¹⁶⁶ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

sein du FFJ quoi ! C'est pour ça que je dis que je ne peux m'en prendre qu'à moi-même et à l'investissement de mon association. »¹⁶⁷

Le site « Bouscule la politique » portait lui aussi l'ambition de sensibiliser les jeunes à la participation et de leur offrir un espace d'expression. Tout comme les soirées-débats, qui proposaient aux jeunes de participer à l'élaboration de propositions, le site avait vocation à recueillir les propositions des internautes pour améliorer les conditions de vie des jeunes à l'horizon des élections 2017. Les principaux objectifs pour le FFJ étaient les suivants :

- Encourager les jeunes à entrer dans le débat en donnant leur avis
- Inciter les jeunes à réfléchir à ce qu'ils voudraient voir mis en place pour améliorer leur situation particulière ainsi que la société en général
- Se servir du site comme d'une « boîte à idées » et voir quelles propositions pourraient faire l'objet d'un consensus au sein des organisations ou être retravaillées collectivement, afin que ces dernières soient ensuite portées par le Forum auprès des pouvoirs publics

Ce site a été l'axe de la campagne du Forum Français de la Jeunesse qui a rencontré le moins de succès. En effet, peu d'organisations du FFJ ont participé à sa promotion auprès de leurs réseaux parce qu'elles étaient critiques de l'outil (nous avons vu précédemment que les organisations apolitiques et apolitiques n'ont pas pu participer à cette dynamique, qui allait à l'encontre de leur charte), parce qu'elles souhaitaient mettre en place le même type d'outil pour leur propre campagne de communication, ou encore parce qu'elles étaient trop accaparées par leurs propres projets dans une période électorale particulièrement chargée dans le milieu associatif, comme le souligne Baptiste, ancien représentant de l'association Jets d'Encre au FFJ :

« Le FFJ ne peut communiquer qu'aux gens qui le connaissent, donc à ses membres, ce qui limite vachement la capacité de diffusion du site. D'autant plus que chaque organisation du FFJ avait déjà ses plans sur la campagne et ses propres outils de communication à mettre en avant. Communiquer sur les actions du FFJ venait parasiter les campagnes de com' des structures membres, donc ce n'était pas forcément évident. En plus le site s'adressait à des gens qui n'avaient pas nécessairement besoin de cet outil là pour s'exprimer, ça faisait effet doublon parce que le FFJ rentrait en concurrence avec les

¹⁶⁷ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

outils mis en place par ses membres. Tout ça limitait la pertinence de l'outil parce qu'il y avait une limite endogène à sa capacité de diffusion. »¹⁶⁸

Les lives avec les représentants des candidats, quant à eux, n'étaient pas prévus au début de la campagne. Ils ont été mis en place lorsque les membres du Forum ont réalisé que le FFJ n'aurait pas les ressources humaines et financières d'organiser un événement de grande ampleur avec l'ensemble des candidats et plusieurs centaines de jeunes, comme cela était prévu initialement. Ces enregistrements diffusés en direct sur les réseaux sociaux offraient la possibilité aux jeunes de poser leur(s) question(s) aux représentants des candidats via les commentaires, et certaines d'entre elles étaient effectivement reprises par l'animateur du live et posées aux interviewés. Cet outil, qui correspond aux modes de consommation modernes de la politique pour une partie des jeunes, s'est avéré être l'une des réussites inattendues du Forum Français de la Jeunesse pendant sa campagne. En effet, il a permis de placer le FFJ comme un acteur dynamique et plus accessible pour les jeunes.

Plusieurs membres du Forum se sont également enthousiasmés de ce nouveau canal de communication :

« J'ai l'impression que les vidéos marchent mieux parce que tout le monde peut les regarder. Alors que lire des trucs, lire le livre blanc... tout le monde s'en bat les couilles en réalité. Faut être un Bac +14 pour aimer lire des documents de 50 pages ! Je suis désolé, je pense qu'il n'y en a pas beaucoup qui n'ont même pas le niveau Bac dans les organisations de représentation nationale, comme moi, même aucun, je suis peut être le seul qui n'est pas intellectuellement très développé ! Et bah... c'est pour ça que je suis le seul qui souvent m'attache à dire que je préfère une vidéo à un CP de trois pages ou un truc comme ça. J'en ai rien à foutre, je le lirai jamais jusqu'à la fin ! Alors, est-ce que c'est moi qui est con ou est-ce que... ? Parce que j'ai l'impression que je ressemble quand même à beaucoup de gens que je connais, qui vont jamais lire le CP alors que la vidéo, même si elle est un peu intellectuelle, vont la regarder ou juste la moitié parce que ça va plus vite que de se faire chier à lire un document ! Mais en même temps le livre blanc on a bien fait de le faire. Parce que les élus ils aiment bien ce genre de trucs, ça leur donne l'impression de savoir où va l'argent. »¹⁶⁹

Nous avons vu que, pendant ses premières années d'existence, le Forum avait tâché de se crédibiliser auprès des pouvoirs publics et des autres acteurs de jeunesse en se dotant d'une solide expertise sur les questions de jeunesse et en produisant des avis très techniques à destination des décideurs. Nous pourrions dire que les « jeunes » du FFJ ont, pour s'institutionnaliser, repris les « codes » - pas toujours très modernes - des autres acteurs

¹⁶⁸ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

¹⁶⁹ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

reconnus du champ de la jeunesse pour démontrer leur sérieux. Ainsi, au cours de son entretien, Hugo lâchera au sujet du site Internet du FFJ :

« Le FFJ a par exemple un site qui est catastrophique, il n’y a que la responsable de l’OFAJ*¹⁷⁰ qui m’a dit un jour qu’elle trouvait très bien notre site parce qu’on était très old-school. Le problème c’est que nous on n’a pas vocation à être old-school, on a vocation à être moderne et à parler à des jeunes ! On a l’un des sites les plus moches de l’ensemble des gens qui ont vocation à parler à des jeunes. »¹⁷¹

La campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » a donc marqué un tournant dans la communication du Forum. En effet, l’objectif pour le Forum n’était plus de fonctionner par mimétisme, mais bien de se distinguer des autres acteurs de jeunesse en valorisant la forme même de sa structure (gérée et animée par des jeunes de moins de trente ans), un particularisme qui ne manque pas d’attirer l’attention des décideurs : cela s’est notamment traduit par la publication du *Guide des organisations de jeunes*.

Aussi, le FFJ a mis en scène sa proximité avec le public jeune grâce à une communication moderne et au ton plus léger, en utilisant par exemple des GIFs et des références à la pop-culture sur les réseaux sociaux pour annoncer et faire du teasing autour de ses événements, par la mise en ligne d’un site moderne, la conception de visuels colorés, plus attractifs et surtout plus accessibles pour les jeunes, etc.

Globalement, la démarche d’ouverture initiée par le Forum Français de la Jeunesse a été saluée par tous ses membres. En effet, la forte institutionnalisation du FFJ tendait à devenir un stigmate pour l’organisation dont certains dénonçaient la connivence avec les pouvoirs publics, la tiédeur des positionnements et des modes d’action. La volonté du Forum d’apparaître comme un acteur sérieux et crédible dans son rôle « d’expert jeunesse », qui s’est traduit pendant plusieurs années par une communication usitée, surtout destinée aux décideurs, par l’usage d’un vocabulaire technique et par la production de supports difficilement accessibles pour les jeunes, a fini par lui conférer une image technocrate et déconnectée du terrain. Dans ce contexte, la mise en œuvre d’une campagne jeune, citoyenne et moderne a permis au Forum Français de la Jeunesse de sortir de son entre-soi et de se relégitimer dans son rôle.

¹⁷⁰ L’OFAJ est l’Office franco-allemand pour la Jeunesse.

¹⁷¹ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d’une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d’Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

Néanmoins, si au cours de cette campagne les organisations membres du FFJ disposaient bien des informations concernant l'activité du Forum et étaient sollicitées régulièrement pour participer aux différentes actions, elles ne se sont pas toutes investies. Dans cette dernière partie, nous allons voir quelles difficultés a rencontré le FFJ dans la mise en œuvre de sa campagne de communication « Les Jeunes font la présidentielle », et nous expliquerons en quoi ces dernières sont sans doute symptomatiques de la difficulté du Forum à exister et à se développer en tant que groupe d'intérêt.

3. Les limites de la campagne : un symptôme de la difficulté du Forum à exister en tant que groupe d'intérêt ?

Un flou persistant sur la vocation du Forum Français de la Jeunesse

Comme nous l'avons expliqué dans le deuxième chapitre de ce mémoire, les représentants du Forum Français de la Jeunesse ne sont pas tous d'accord sur le rôle que doit remplir ce dernier (structurer une parole jeune dans la société ? Représenter et défendre les intérêts des organisations de jeunes ?), si bien que le FFJ peine à porter un message clair et cohérent dans l'espace public. Selon le consultant qui a suivi le Forum Français de la Jeunesse dans le cadre de l'expérimentation APOJ sur le développement des organisations de jeunes, la capacité du FFJ à réaliser une action de plaidoyer forte est actuellement remise en cause par la présence d'acteurs partisans en son sein :

« Pour moi, il y a juste un vrai, vrai, vrai point de questionnement sur : est-ce que le FFJ ça représente toutes les orgas de jeunes (politique, syndicale, associative...) ? Est-ce qu'il peut continuer comme ça en fait ? Et j'ai envie de dire : si c'est un Forum, oui, il peut. Ou est-ce que le FFJ doit représenter au final que les associations de jeunes, et pas les orgas politiques et les syndicats. Dans ce cas-là il sera beaucoup plus en capacité de faire du plaidoyer pour les associations de jeunes. Tant qu'il sera confronté à des questions d'orgas politiques, aux positionnements des syndicats, il sera prisonnier du clivage gauche-droite et n'aura pas la capacité à avoir une action de plaidoyer forte. Il a deux problèmes en interne en fait, c'est : comment il se positionne par rapport à des orgas politiques et syndicales, qui ont des intérêts partisans et qui vont lui casser les couilles en interne sur des positionnements à prendre. Et sur les structures associatives, comment il gère la rivalité avec Animafac. C'est ça les vrais problèmes de fond en fait, si le FFJ veut continuer à exister. [...] »¹⁷²

¹⁷² Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

L'enquête pose donc une autre question : celle de la place réservée aux organisations politiques et syndicales au sein du Forum. Le FFJ ne devrait-il représenter que les associations de jeunes pour pouvoir produire un plaidoyer efficace ? La réponse n'est pas évidente car la présence des organisations partisans et étudiantes au sein du Forum lui permettent de représenter plus de jeunes, et peut également s'avérer utile pour les prises de contacts avec les décideurs.

L'association Animafac, qui souhaiterait voir se développer une collaboration plus importante entre les membres du collège associatif, suggère de garder les partis et les syndicats au sein du Forum Français de la Jeunesse, mais de développer le fonctionnement collégial de l'association :

« Animafac, assez rapidement au FFJ, c'est vrai qu'on s'est senti un peu... pas très à l'aise. [...] Et ça c'est ressenti dans notre engagement, c'est-à-dire qu'on n'a jamais été au Comité d'Animation parce que c'était pas vraiment comme ça qu'on voyait le FFJ quand on en a été un des initiateurs au début. On le voyait plus autour des structures associatives et moins avec les collègues partisans et moins avec... bon. Donc on a quand même pris le pli, il y a des avantages. Du coup, ça nous a amené à essayer de tirer la structure vers un fonctionnement plus collégial. On l'a fait entendre. L'année dernière il y a un moment où on s'y retrouvait plus du tout, donc on a refait un point avec le collège associatif et on a porté l'idée d'avoir quelque chose de beaucoup plus en fonctionnement de collèges. [...] Malheureusement, ce que l'on observe, c'est que s'il y a eu plutôt un accord au sein du collège associatif, les autres structures et le FFJ en général ne sont pas dans cette démarche. Ce que beaucoup veulent justement faire, c'est travailler avec les autres. Nous ce que l'on propose c'est qu'il y ait quatre FFJ pour les quatre collèges, avec chacun son budget, et que l'on se retrouve une fois par an pour échanger tous ensemble, ce qui serait amplement suffisant. Dans ce cadre là, on pourrait travailler dans notre collège car on aurait un dénominateur commun qui permettrait de faire beaucoup de choses. »¹⁷³

Le problème soulevé par Animafac est celui du dénominateur commun entre toutes les structures du Forum, qui n'est pas suffisamment gros pour que le Forum Français de la Jeunesse ne puisse creuser ses propositions. Nous l'avons vu pendant la campagne : les désaccords de fond sur la stratégie n'ont pas permis au FFJ de faire « front commun » et ont exclu de facto certaines organisations de la dynamique. Il y a une difficulté structurelle au FFJ : sa forme, son ambition (défendre des positions qui font consensus) et sa proximité avec les pouvoirs publics tendent à le dépolitiser. Mais en son sein, le FFJ regroupe des organisations avec des projets de société et des combats éminemment politiques. Dans le cadre de la campagne électorale, il s'est avéré particulièrement difficile pour certaines

¹⁷³ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

organisations de concilier leur démarche personnelle à celle du Forum. Comme l'explique Christelle, attendre de certaines organisations (comme les organisations politiques) qu'elles s'engagent dans une campagne aussi consensuelle que celle que le FFJ a mise en place, alors que ces dernières luttent par ailleurs pour que tel ou tel parti gagne les élections, n'était pas réaliste :

« À la fois je pense que le FFJ avait raison de s'engager dans cette campagne là, et à la fois c'était peut-être trop ambitieux au vu du contexte. C'était la première fois qu'on vivait une campagne électorale présidentielle au FFJ et c'est vrai qu'on s'est rappelé à quel point dans cette période chaque organisation suit sa propre stratégie. Alors autant à la JOC, si on n'avait pas eu notre rassemblement national, on aurait pu plus s'engager dans cette campagne parce qu'on n'a pas tant de stratégie propre pendant les élections. Mais pour plein d'autres organisations c'était compliqué de s'engager au FFJ voilà... Un positionnement aussi consensuel, aux côtés de tel ou tel partenaire pouvait poser problème pour eux avant des élections quoi. »¹⁷⁴

Cas d'étude : l'initiative « 2017 pas sans les jeunes »

Nous avons expliqué dans le deuxième chapitre de ce mémoire que le positionnement du FFJ suite à l'annonce du projet de Loi travail avait là aussi été plutôt modéré et consensuel. Ainsi, pour pousser la contestation plus loin, plusieurs organisations membres du Forum opposées à cette loi avaient décidé de s'unir et de former une « inter-orga ».

À quelques mois des élections présidentielles, ce collectif s'est reformé pour mener une campagne de communication intitulée : « 2017 pas sans les jeunes », afin que le sujet de la jeunesse soit « au cœur du débat de la présidentielle ». Cette campagne s'est accompagnée de la création de comptes dédiés sur les réseaux sociaux, de la tenue d'une conférence de presse annonçant le lancement d'une plateforme regroupant les 25 propositions communes aux membres du collectif, ainsi que d'un « tour de France d'initiatives pour porter les aspirations des jeunes ».

L'équipe salariale du Forum Français de la Jeunesse, qui a appris cette initiative par voie de presse¹⁷⁵, ne l'a pas très bien accueillie. Les salariés ont regretté de ne pas avoir été mis au courant, et ont eu un sentiment amer de voir l'implication de la moitié des membres du FFJ

¹⁷⁴ Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

¹⁷⁵ AFP et la rédaction d'Europe 1, « Présidentielle : "2017, pas sans les jeunes", des organisations de jeunesse interpellent les candidats », *Europe1.fr*, le 09 mars 2017 (consulté le 3 septembre 2017 à 15:03)

pour ce projet, alors même que la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » peinait à décoller, notamment en raison du manque d'investissement de la part de certaines de ces organisations. En outre, les actions du collectif (à l'image de la mise en ligne d'une plateforme de propositions) ressemblaient aux outils élaborés par le FFJ.

À titre d'exemple, pendant sa campagne, le Forum avait pris l'habitude de partager chaque jour sur les réseaux sociaux une proposition de son livre blanc, accompagnée d'un visuel. Le collectif « 2017 pas sans les jeunes » a également eu cette idée (*voir l'encadré ci-après*).

La campagne « 2017 pas sans les jeunes », lancée tardivement, n'a pas eu beaucoup d'échos et ses représentants semblent s'être rapidement désinvestis (seules quelques publications ont finalement été diffusées sur les réseaux sociaux, les dernières datant de mi-avril 2017).

Néanmoins, il nous fallait dire un mot sur cette initiative, portée par la moitié des membres du FFJ, qui a été perçue par ses salariés comme une initiative concurrente dans une période où la lutte pour la visibilité était forte et où un manque d'intérêt notable pour la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » se faisait ressentir de la part de plusieurs organisations, contribuant par ailleurs à une certaine frustration au sein de l'équipe chargée de piloter ladite campagne.



La variabilité des investissements au sein du Forum Français de la Jeunesse peut aussi s'expliquer par le flou persistant autour de la vocation de cette structure et par le scepticisme et les réticences d'une partie des organisations du Forum, qui doutent de l'utilité du FFJ en tant que groupe d'intérêt et de ses capacités à incarner un message.

Dominique, consultant dans une agence ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse, nous a ainsi expliqué durant son entretien qu'il y avait selon lui plusieurs « cercles » au FFJ, correspondant à plusieurs degrés de croyances et d'investissement dans la structure :

« Il y a un noyau dur je dirais, d'organisations qui sont convaincues de l'utilité du FFJ et de son importance sur les deux volets (forum et groupe d'intérêt), qui feront tout pour le faire vivre et qui seront très motivées. Je pense au MRJC, à la JOC, ce sont ses deux principaux piliers. Et potentiellement, j'ai peut être pas assez creusé la question, mais le MJS par exemple, ou certaines organisations politiques sont assez intéressées aussi par ce pouvoir de représentation du FFJ. Ça leur permet d'apparaître comme moins partisans elles-mêmes.

J'aurais un deuxième cercle d'organisations qui vont penser que le FFJ est essentiel sur le plan Forum, mais qui doute de ses capacités à incarner un message : c'est des partenaires, c'est des gens mobilisés mais qui sur le côté plaidoyer sont plus circonspects, et potentiellement qu'Animafac rentrerait dans ce volet là. Et puis euh... l'UNEF aussi je pense, la Fage, des orgas syndicales qui sont d'accord sur le côté Forum mais peut-être plus réticentes sur le côté plaidoyer. La Fage ayant quitté le Forum pour ces raisons là précisément.

Et potentiellement on a un troisième cercle de gens, qui suivent le FFJ de très loin et qui ont un intérêt fort pour le côté Forum ou plaidoyer, mais qui reste éloignés pour des questions géographiques notamment, qui gravitent autour, mais sans pouvoir ou sans avoir la possibilité de rejoindre le FFJ. »¹⁷⁶

En définitive, la difficulté du Forum Français de la Jeunesse à délimiter son périmètre de parole et à créer du consensus entre ses membres a affecté sa capacité à mobiliser les organisations autour de sa campagne « Les Jeunes font la Présidentielle ». La diversité des opinions représentées en son sein constitue en effet une limite endogène à ce que ces acteurs peuvent mettre en commun et, *in fine*, à la capacité du Forum à produire une action de plaidoyer efficace.

Des rivalités au sein du Forum qui nuisent à son développement

On ne peut pas comprendre les difficultés rencontrées par le Forum Français de la Jeunesse pendant la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » si l'on ne prend pas en compte les rivalités qui se jouent en son sein. Ces rivalités sont multiples et nuisent au développement du FFJ.

¹⁷⁶ Dominique (homme, Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

Nous avons déjà évoqué, dans le deuxième chapitre de ce mémoire, les jeux d'influence qui s'exerçaient à l'intérieur du Forum entre ses différents membres, et plus particulièrement entre les syndicats étudiants. Ces jeux de pouvoir ont servi de justification à La Fage pour quitter le Forum Français de la Jeunesse et ont profondément affecté l'image du FFJ (ne serait-ce qu'auprès de ses propres membres). Des rivalités existent également entre le FFJ et des organisations qui ne sont pas (ou plus) représentées en son sein, et qui désirent décrédibiliser le Forum afin de valoriser leur propre organisation auprès des pouvoirs publics. C'est notamment le cas d'organisations comme La Fage ou le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep), qui sont elles-mêmes des têtes de réseaux et ont une prétention à la représentation des jeunes. Dans son rapport (2017), l'Agence Phare¹⁷⁷ évoque ainsi les blocages systématiques de la part du Cnajep que rencontre le Forum Français de la Jeunesse lorsqu'il essaye de créer du lien avec des partenaires européens ou internationaux. En effet, l'organisation de représentation refuse de perdre son implantation européenne au sein du *Youth European Forum* (le Forum Européen de la Jeunesse, où une seule organisation française peut siéger) au profit du FFJ. Un autre type de rivalité, dont nous avons déjà parlé, est la crainte d'une partie des organisations du Forum d'être « absorbée » par celui-ci. Ainsi, Julien, à qui nous avons demandé de définir le FFJ, a commencé par comparer ce dernier à une « tentacule » avant de se raviser avec humour. Il a évoqué la difficulté pour le Forum de s'autonomiser de ses membres, et la méfiance qu'il inspire chez certaines organisations :

« Il a un fonctionnement qui est particulier le FFJ parce que quand il a été créé, il était tellement dans l'obsession de ne pas blesser les susceptibilités de toutes les fédérations et associations de jeunes, qui ont chacune leur arrogance personnelle... ! Du coup, cela fait qu'il a un fonctionnement assez faible. Je le compare par exemple au Cnajep parce que j'y suis aussi : le Cnajep peut dire gentiment aux orgas d'aller se faire foutre (il leur dira jamais mais il peut le dire), le FFJ peut pas trop se permettre de dire ça quoi. Il est complètement dépendant de ses orgas et en plus, il a du mal à grossir parce que ses orgas membres qui sont des fédés ont fait passer des règles qui empêchent le FFJ de... bon bref¹⁷⁸.

C'est par pour les accuser maintenant, mais ça ralentit énormément le grossissement du FFJ. Depuis quelques temps, en plus grosse faiblesse, le FFJ tente de survivre plutôt qu'il tente de construire. C'est un peu l'impression que j'ai. Ensuite, au sein du FFJ, certains le voient comme un mouvement à part, à lui tout seul, et d'autres le voient comme une forme d'inter-orgas mieux organisée. [...] En fait, le FFJ il devient rival de certaines des orgas, voire de beaucoup, parce qu'en représentant plus la

¹⁷⁷ CATHELINÉAU, François, MELLOTTÉE Leticia et RIVAT Emmanuel, « Rapport d'évaluation de l'expérimentation APOJ : Développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes », Rapport réalisé par l'Agence Phare, 2017, 135 p., voir p. 96

¹⁷⁸ Statutairement, les membres des fédérations représentées au sein du Forum Français de la Jeunesse (comme Animafac) ne peuvent pas être également directement membres du FFJ. Les statuts du Forum Français de la Jeunesse sont disponibles en annexes, p. 130

jeunesse (parce qu'il a plus de membres et que de fait il représente plus de jeunes), il enlève une partie du message que certaines orgas portent en se revendiquant « représentantes de la jeunesse ». Mais ça c'est leur stratégie de développement, tu vois ? Du coup le FFJ rentre dans cette lutte. On n'est même plus dans un travail ensemble pour oui ou non parler de la jeunesse, on rentre en concurrence pour se développer. »¹⁷⁹

Yasmine, la Déléguée Générale du Forum Français de la Jeunesse, elle aussi, a évoqué cette compétition lors de son entretien :

« Il y a [des difficultés] en interne avec des orgas qui ont peur que le FFJ devienne trop grand et absorbe ses propres membres. C'est un problème parce que les orgas qui ont cette crainte là vont freiner le développement du FFJ. [...] [Sur cette question], il faudrait juste que les organisations soient plus investies. Quand elle voit que le FFJ fait ça-ça-ça-ça-ça, elles se disent que c'est le FFJ qui agit, elles ne se disent pas « c'est nous » qui faisons ça. Or, si elles étaient plus impliquées, elles auraient moins le sentiment d'être étrangères, aliénées et auraient moins peur de nos actions. »¹⁸⁰

En conclusion, il semble que la capacité du Forum à exister comme un groupe d'intérêt et à se développer soit freinée par la concurrence des organisations qui le composent entre elles, mais également vis-à-vis de lui. Cela s'est traduit très concrètement cette année : chaque organisation ayant ses propres priorités et ses campagnes de communication à mener, le FFJ a rencontré de grandes difficultés dans son travail de coordination et de promotion de ses actions. Ainsi, le site participatif du Forum n'a pas rencontré le succès escompté et n'a reçu que quelques dizaines de propositions élaborées par des jeunes. De même, les lives sur les réseaux sociaux ont été inégalement suivis et leur audience dépendait davantage de l'implication des équipes de campagne des candidats en matière de communication sur ces événements que de l'investissement des membres du FFJ. Certaines organisations n'ont participé à aucune action de communication en lien avec la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle », n'apportant pas même leur soutien pour la promotion du livre blanc ou des soirées-débats du Forum Français de la Jeunesse. Comme l'expliquent les enquêtés, ce manque d'investissement empêche le développement de la structure :

(1) « [Une faiblesse du FFJ], qui est quand même majeure, c'est l'incapacité à rassembler l'ensemble des organisations de jeunesse qui pèsent dans le pays. Savoir s'il faut plus de gens de droite ou de gens de gauche c'était le premier problème, le deuxième c'est de savoir si on a vocation à être 15, 16 ou 30. Et je pense qu'on a vocation à être plus que 16. Et ça ça peut fragiliser le mouvement, parce que quand on veut aller sur des projets un peu complexe (comme l'organisation d'un Forum Régional de la Jeunesse), ça repose uniquement sur l'équipe salariée, c'est aussi très dépendant de nos

¹⁷⁹ Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

¹⁸⁰ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

subventions, et qu'on s'est installés dans un confort d'activité qui fait que l'équipe des permanents plus une ou deux personnes stratégiques en permanence et deux/trois autres de manière épisodique, bah ça fait tourner un mouvement qui se revendique de pratiquement un million de jeunes !

Aujourd'hui, le FFJ c'est pas vraiment 800.000 jeunes partout en France, c'est plutôt 15 pellos qui font tourner un mouvement, et qui sont quand même plutôt bons, qui font qu'on arrive à incarner un truc... alors qu'en vrai c'est quand même beaucoup du bricolage ! [...] Le FFJ, vraiment c'est une Rolls-Royce, une grosse voiture qui peut aller très loin. [...] Mais malheureusement, je constate que la mine d'or qu'est le FFJ sur laquelle sont assises un certain nombre d'organisation n'est vraiment pas exploitée suffisamment. Il y a une attente très forte du FFJ dans la société et chez les pouvoirs publics, et en même temps, un manque d'engagement parfois des membres de nos organisations dans le cadre collectif. Là dessus, on peut faire mieux, on doit faire mieux et ça m'amène à dire que le FFJ a un avenir à mon avis immense et qu'il va continuer à se développer. Mais pour ça, il faut que les gens se donnent vraiment les moyens d'être plus présents dans les temps productifs, il faudra aussi un Comité d'Animation très solide l'année prochaine (malgré tout ce qu'on essaye de m'expliquer que le CA est trop présent, ben quand il est pas là il ne se passe rien), et il faudra enfin qu'il s'attelle à son sujet de structuration des réseaux locaux. [...] Aujourd'hui, le FFJ manque de gens qui croient vraiment en lui et qui sont prêts à investir du temps dans le collectif. »¹⁸¹

(2) « Malgré le fait qu'il y ait pas mal d'organisations présentes, il n'y en n'a pas beaucoup qui s'impliquent au FFJ. Cette année il y a des organisations qu'on n'a jamais vues ! [...] Cette année j'ai vu que pour beaucoup d'action, c'était toi ou Yasmine qui le faisaient, par exemple pour le Facebook Live de Benoît Hamon, c'est Yasmine qui l'a présenté alors que le FFJ est quand même plutôt une structure à gauche. Je me suis dit : comment ça se fait qu'il n'y a pas eu une organisation pour le faire ? Le FFJ est une structure mise en place pour que les gens s'expriment, donc si les gens ne s'engagent pas... on ne peut pas faire plus. Le gros problème est là : on pense que c'est le FFJ qui va nous aider, on se dit que tout est « donné » et on n'aide pas le FFJ. Sur le livre blanc par exemple il y a le nom de toutes les organisations, mais combien ont vraiment participé à la réflexion ? On ne se rend pas compte que l'organisation ne va pas tenir si on en tire juste les bénéfices mais qu'on ne s'implique pas. [...] »¹⁸²

Julia (2) soulève avec justesse la question de la place réservée aux salariés au Forum Français de la Jeunesse. Comme nous allons le voir, un dernier élément qui a été problématique dans l'élaboration de la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle », et qui selon nous constitue un obstacle au développement du Forum Français de la Jeunesse est son mode de gouvernance.

¹⁸¹ Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

¹⁸² Julia (femme, 17 ans, élève en Terminale ES dans un lycée privé, représentante du Syndicat Général Lycéen (SGL) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 15 mai 2017.

La division du travail au sein du Forum Français de la Jeunesse

Afin d'éclairer le phénomène de division du travail au Forum Français de la Jeunesse, nous allons nous appuyer sur l'analyse des différentes étapes de production d'un Communiqué de presse publié par le FFJ au mois de mai et intitulé : « La jeunesse absente du gouvernement, pour nous c'est non ! » (*Disponible en annexes, p. 146*).

Cas d'étude : la production d'un Communiqué de presse au Forum Français de la Jeunesse

Étape 1 : l'initiative du communiqué de presse

Suite à l'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République et à l'annonce de son gouvernement, l'équipe salariale du FFJ a constaté qu'aucun ministère n'était doté de la compétence Jeunesse. Yasmine, la Déléguée Générale du Forum a donc contacté les membres du Comité d'Animation pour leur proposer une expression à ce sujet dans la presse. Comme bien souvent durant mon expérience au FFJ, l'initiative d'une action de communication a émané de l'équipe salariale, puis a été soumise à la discussion des représentantes des organisations membres du Forum.

Étape 2 : la rédaction du communiqué et les retouches

Le responsable du Comité d'Animation, dont l'investissement au FFJ a été très important tout au long de l'année, s'est alors proposé de rédiger la première version du communiqué. Un travail de corrections a ensuite été opéré, principalement par les membres du CA. En effet, ces derniers ont un rapport moins distancié au FFJ que les membres qui ne siègent qu'au Conseil ; ils sont donc globalement plus réactifs et investis dans l'activité du Forum. Yasmine a, elle aussi, aidé à la rédaction de ce communiqué en collectant et en synthétisant les idées proposées par les uns et les autres. Ci-après, la capture d'écran d'un mail envoyé par Yasmine aux membres du CA :

Bonjour le Comité,

Après les différents retours de nos membres, j'ai ce soir :

Un retour positif du MJS, PDE, LMDE, JOC, UNEF, UNL, MJCF, soit 7 orgas

Un non des JRG

Et trois orgas qui préféreraient attendre ou qui trouvent le ton trop sévère : MRJC, Animafac, UDI.

Ainsi, je vous propose une version légèrement modifiée qui essaie de reprendre les différentes remarques de nos orgas.

Il nous manque une voix pour que le CP soit adopté. J'ai relancé les orgas dans l'aprèm, je pense qu'on aura la voix de plus demain.

Se posera alors la question de comment on communique puisque je pense que les JRG et les JUDI ne voudront pas que leur logo apparaissent. Est ce que l'on met que le logo du FFJ ou les logos des orgas mais sans deux ou trois orgas ? Ou une autre option ?

██████████ ou quelqu'un d'autre, si vous aimez la version proposée, n'hésitez pas à la renvoyer aux membres ce soir.

Je vous souhaite une bonne soirée.

A demain !

Étape 3 : la validation du communiqué

C'est également, comme le montre la capture d'écran ci-dessus, Yasmine de l'association qui s'est chargée de faire le travail de recensement des positions des différentes organisations et de relances des membres. Au Forum Français de la Jeunesse, les expressions publiques sont en effet systématiquement soumises au vote de tous les membres de l'association. Cela demande un important travail de coordination qui incombe à la Déléguée Générale.

Étape 4 : la publication et la diffusion du communiqué

Ce fut alors à mon tour de prendre le relai. En tant que Chargée de communication du Forum, je me suis occupée de la mise en page du Communiqué, de son envoi aux médias ainsi que de sa publication sur le site Internet du FFJ. Je me suis également chargée de sa diffusion sur les réseaux sociaux.

L'analyse des trajectoires des agents intervenus dans la production du communiqué

La Déléguée Générale

Yasmine possède une solide connaissance du monde associatif. En effet, avant son arrivée au Forum Français de la Jeunesse, elle a été notamment Assistante Chargée de projet et du plaidoyer pour une grande ONG internationale. Chargée de Développement au FFJ pendant environ 1 an et demi, on lui a ensuite proposé de prendre le poste de Déléguée Générale.

Comme toutes les organisations de jeunes, le FFJ connaît un turn-over important de ses membres : dans ce contexte, Yasmine constitue un « repère » et une référence. En effet, cette dernière a engrangé une expertise importante sur le plaidoyer jeunesse de l'association (elle maîtrise les « avis » du Forum par cœur) et est bien identifiée par les partenaires et les décideurs. Son expérience lui a conféré des compétences de gestion, de suivi des projets et de coordination qui se sont révélées indispensables pour le Forum Français de la Jeunesse. Son opinion est sollicitée et prise en considération par les membres car elle œuvre au quotidien pour le Forum et qu'elle en connaît et maîtrise les enjeux. Malgré tout, le pouvoir décisionnel appartient aux représentants des organisations et non à l'équipe salariale car le travail du FFJ en tant que tête de réseau consiste à parler au nom de ses membres. Comme nous l'avons vu, actuellement le Forum Français de la Jeunesse éprouve des difficultés à exister « en soi » : ce sont ses membres qui lui confèrent de la légitimité et du poids, c'est donc eux qui pilotent sa stratégie.

Le co-responsable du Comité d'Animation et les représentants des membres

Hugo est membre du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) mais également élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique. Doté de plusieurs diplômes prestigieux, il a également acquis de l'expérience au cours de stages ou de missions souvent en lien avec le milieu politique. Comme lui, les représentants des organisations membres du FFJ sont généralement très diplômés (excepté au sein du collège lycéen, en raison de leur jeune âge) et suivent des études et/ou ont un travail à côté de leur engagement bénévole.

Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre de ce mémoire, les représentants des membres du FFJ sont tous des professionnels de l'engagement et/ou du militantisme. Au-delà de leur connaissance fine du monde associatif, ces représentants sont dotés d'une solide expertise sur les questions traitées par leur association.

La Chargée de communication

Après six mois de stage, le Forum Français de la Jeunesse m'a proposé un Contrat à Durée Déterminée de trois mois afin que je puisse continuer mon action de pilotage sur la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle ». Cette formation au Forum a été ma première expérience en lien avec le domaine de la communication.

En l'absence d'autres chargés de communication, et le travail entre « pairs » (ici en l'occurrence, entre jeunes) facilitant les prises de responsabilités, je me suis très vite vue confier des missions intéressantes et diversifiées. En matière de communication, je disposais d'une grande latitude pour proposer des projets et les réaliser, à partir du moment où je respectais l'identité pluraliste du Forum ainsi que ses différents positionnements. En revanche, le contenu politique des messages (à l'image des expressions ouvertes dans les médias) et les stratégies politiques internes (quand il s'agissait de savoir si le FFJ devait adresser ou non son plaidoyer au Front National, par exemple) restaient systématiquement l'apanage des membres.

In fine, l'étude de la trajectoire de ces différents acteurs est éclairante quant au fonctionnement du Forum Français de la Jeunesse. En effet, on comprend bien en analysant les parcours des uns et des autres que le modèle de gouvernance du FFJ est un modèle hybride, où les salariés assurent la « survie » du Forum au quotidien, impulsent de nombreuses initiatives et jouissent d'une grande liberté, sans pour autant pouvoir participer aux arbitrages stratégiques de l'association, cette attribution étant réservée aux bénévoles.

Une forme de gouvernance hybride

Il n'y a pas de rôles « prestigieux » ou au contraire « dévalorisés » au Forum Français de la Jeunesse. Chaque salarié à ses propres attributions et l'équipe travaille en étroite collaboration. Comme nous l'avons déjà évoqué dans ce chapitre, le FFJ a tâché d'impulser une dynamique collective durant la campagne, avec par exemple la mise en place tous les mois d'une commission permettant aux membres disponibles et volontaires de travailler sur un projet précis avec les salariés. En ce sens, une forme d'horizontalité existe au sein du FFJ : chacun peut apporter ses idées, ses suggestions et toutes les bonnes volontés sont prises en compte.

En outre, si l'équipe salariale est statutairement subordonnée au Comité d'Animation comme évoqué précédemment, les salariés disposent d'une grande liberté de manœuvre, d'autant que contrairement aux membres ils se consacrent au Forum Français de la Jeunesse à plein temps. Les représentants bénévoles des organisations du FFJ jonglent en effet bien souvent avec d'autres priorités : leur travail et/ou leurs études ainsi que leur engagement au sein de leur propre structure, comme l'explique Baptiste :

« Ça me fait d'ailleurs penser à un autre problème du FFJ : pour que la structure fonctionne bien, ça demande beaucoup d'investissement de la part de ses membres, mais là-dessus il y a un paradoxe. La plupart des gens qui sont représentants au FFJ font partie de leur bureau associatif, donc ce sont des gens qui ont déjà énormément de boulot. À la fois dans leur vie personnelle (ils ont leur travail ou ils sont étudiants), dans leur vie associative parce qu'ils sont membre d'un bureau et donc qu'ils ont un boulot énorme, et en plus on leur demande de s'impliquer au FFJ. Tout ça en terme de quantité de travail c'est extrêmement difficile à prendre en compte.

Moi si cette année j'ai pu m'impliquer autant au FFJ, c'est parce que j'étais pas au bureau de mon asso et que donc, j'avais du temps libre à consacrer au FFJ. Mais ça pose un problème de communication du coup. N'étant plus au bureau, c'était moins facile de communiquer les infos sur le FFJ que si j'étais déjà au bureau, mais si j'avais été au bureau je n'aurais pas pu m'investir autant dans le FFJ... donc ça crée des frontières purement structurelles. »¹⁸³

Néanmoins, il demeure quand même une distinction non-négligeable entre l'équipe salariale de l'association et les représentants bénévoles des 16 membres de la structure. De fait, au FFJ, ce sont les militants qui possèdent le pouvoir décisionnel. Ainsi, peu importe à quel point les salariés se sont investis dans un projet, ils ne disposent pas du droit de vote, c'est-à-dire que les arbitrages stratégiques et les décisions finales appartiennent systématiquement aux membres du Conseil.

En conclusion, la structuration du FFJ et son mode de gouvernance ne facilitent pas la mise en oeuvre de projets collectifs. Le rapport plus ou moins distendu qu'entretiennent les bénévoles avec le FFJ (en fonction de leurs activités annexes et de leur volonté de s'investir au Forum), s'il permet aux salariés d'avoir des missions très intéressantes, génère une forme de frustration chez ces derniers quand ils doivent attendre la validation des membres pour avancer sur leur travail ou quand ils ne peuvent pas s'exprimer lors d'un vote. Inversement, la place prise au fil du temps par l'équipe salariale du FFJ tend à provoquer le désengagement des représentants bénévoles, qui ont le sentiment d'une structure qui « fonctionne toute seule » :

(1) « Je pense que [la campagne] a pu contribuer à différentes choses : une peur du FFJ qui revient de la part des membres et au final, ben que le FFJ c'est cool, que ça roule même sans nous quoi. Même sans nous les orgas, même sans nous notre implication. Je pense d'ailleurs que dans les pistes de réflexion et d'amélioration du FFJ faut vraiment qu'ils réfléchissent sur la place des salariés quoi. Parce que dès le début on n'a pas voulu donner trop d'importance aux salariés, mais d'un autre côté les organisations – et notamment le Comité – s'est un peu déchargé parce que se sont les salariés qui faisaient le travail au quotidien et euh... Et ça va pas en fait. Ça va pas y'a un truc à faire là-dessus. Faut que le Comité se ressaisisse quoi, qu'il se rende compte en fait qu'à la base c'est quand même

¹⁸³ Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

eux qui pilotent le FFJ. Au début le FFJ a vécu un an sans salariés. C'était le Comité qui gérait le FFJ. Mais de l'autre côté... pour le salarié ça peut aussi être frustrant de travailler dans ce genre de structure. Donc si politiquement le Comité décide de reprendre plus de pouvoir, et moi c'est ce que je conseille, il faudra faire gaffe à la salariée et à son bonheur personnel au travail. Parce que... du coup elle risquerait de se sentir un peu « secrétaire », plus que Déléguée Général. »¹⁸⁴

(2) « Je pense que si la baraque elle tient, c'est plus par la maturité et les compétences de l'équipe, que par la maturité et les compétences des membres du Conseil, qui pour le coup ne sont pas très responsabilisés et qui ne se responsabilisent pas des masses. Je trouve que ça c'est quand même un point qu'il faut soulever dans le FFJ, et que je trouve très beau. Je pense que si ce projet tient, c'est pas que parce qu'il est porté par ses membres, mais aussi parce que son équipe croit vraiment dans son projet. Et ça je trouve ça vraiment bien, c'est un engagement fort. C'est là que je me dis que tout mon discours sur : « Moi le FFJ, je trouve qu'il ne représente pas grand chose », je pense qu'au final c'est pas si vrai. J'ai pu parler notamment avec Yasmine, et cette idée des jeunes qui se retrouvent et tout, c'est quelque chose qui fait beaucoup de sens en fait. Idéalement, c'est vraiment un beau projet. Moi j'ai un regard critique parce que j'ai observé les rouages, mais je pense que c'est important et je pense que l'équipe a autant sa part dans la réussite du FFJ et dans la conduite du FFJ. [...] »¹⁸⁵

En définitive, les obstacles auxquels le Forum Français de la Jeunesse a été confronté pendant la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » sont symptomatiques des difficultés qu'il éprouve à exister en tant que groupe d'intérêt. En effet, la prétention du FFJ à porter la parole de l'ensemble de la jeunesse dans l'espace public est remise en question par une partie de ses membres, qui considèrent que « la jeunesse » ne peut pas être subsumée en une seule catégorie d'action publique, que le Forum n'est pas suffisamment représentatif et donc légitime à accomplir cette mission, mais également que cette ambition est démesurée par rapport au faible dénominateur commun qui unit les membres du Forum.

En outre, si la vocation du FFJ à être le principal interlocuteur jeunesse des pouvoirs publics est mal reçue par les autres organisations nationales de représentation, qui craignent que le Forum finisse par remettre en question leur propre légitimité et potentiellement leur capacité à accéder aux décideurs ; elle provoque également la crainte d'une partie des organisations membres du Forum. Inquiètes de se voir « aspirer » par le FFJ et de finir dans son ombre, ces organisations freinent le développement de ce dernier.

Enfin, la progressive autonomisation de l'équipe salariale du Forum et le manque d'investissement d'une partie de ses représentants rendent de plus en plus difficile la poursuite d'un projet de plaidoyer collectif. En effet, si l'on considère que le FFJ n'a vocation qu'à être

¹⁸⁴ Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et Déléguée générale du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

¹⁸⁵ Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

un forum (donc à créer du lien entre des organisations, à animer un réseau, à organiser des formations, etc.), l'absence de mobilisation de la part de certains membres n'est pas problématique en soi. En revanche, si l'on estime que le Forum sert à représenter les jeunes et à porter une parole publique forte, le fait d'avoir des membres qui ne s'investissent pas dans la structure et qui ne participent pas à la promotion des campagnes et au portage des propositions du FFJ menace effectivement la capacité du collectif à réaliser un plaidoyer efficace auprès des pouvoirs publics.

Conclusion

Nous avons vu dans notre étude que la création du Forum Français de la Jeunesse était le fruit d'une convergence entre une volonté gouvernementale : celle de disposer d'un interlocuteur qui puisse centraliser les organisations de jeunes, incarner la parole de « la jeunesse » dans l'espace public et participer à l'élaboration ainsi qu'à l'évaluation des politiques publiques en matière de jeunesse ; et l'aspiration d'une partie de la jeunesse organisée, celle d'avoir un espace de rencontres, d'échanges et de travail pour que la voix des jeunes soit enfin prise en compte dans le débat public. L'État a donc participé à la structuration du FFJ, par sa reconnaissance institutionnelle et son soutien financier.

L'institutionnalisation du Forum, sa démarche préconisant le mode du compromis en interne et l'usage de la négociation avec les décideurs ont fait de lui un espace consensuel. En effet, si le FFJ est bien un acteur indépendant du pouvoir politique (il l'a démontré à plusieurs reprises, en critiquant ouvertement l'action gouvernementale dans ses communiqués), il est néanmoins contraint à avoir recours à des modes de contestation modérés afin de préserver sa place privilégiée dans l'arène publique.

Cet acteur a connu une profonde crise de représentativité au cours de l'année 2016, quand plusieurs organisations qui constituaient son « aile droite » ont choisi de quitter la structure. Ces départs, combinés au manque de méthode du Forum dans la transmission des informations à ses membres, à des jeux d'influences et des rivalités, mais également à la crainte de son instrumentalisation par le gouvernement, ont amené plusieurs organisations à mettre en doute la pertinence du FFJ ainsi que sa légitimité à porter la parole des jeunes.

Pour restaurer sa crédibilité et démontrer qu'il était toujours apte à légitime à représenter la jeunesse, le FFJ a professionnalisé sa communication et lancé la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle ». Cette campagne répondait aux trois objectifs suivants :

- Ressouder les organisations membres du Forum et leur redonner envie de s'y investir ;
- Démontrer aux équipes des candidats à la présidentielle que le Forum était doté d'une solide expertise en matière de politique jeunesse et qu'il était un acteur sérieux et pertinent pour l'ensemble de la classe politique (pas uniquement pour le pouvoir socialiste). *In fine*, il s'agissait pour le FFJ d'assurer son rôle d'interlocuteur auprès de la future nouvelle majorité,

afin de protéger les subventions qu'il reçoit de la part du gouvernement, et dont sa survie dépend presque intégralement.

- Se placer comme l'institution jeunesse incontournable et se démarquer des autres acteurs du champ jeunesse en animant une campagne jeune, moderne et citoyenne.

Pour cela, le Forum Français de la Jeunesse a eu recours à diverses stratégies. Tout d'abord, il a mis en scène sa neutralité politique en gommant les traces de conflictualité vécues en interne et en accordant une attention particulière au traitement équitable des différents candidats à l'élection (à l'exception de Marine Le Pen). Ensuite, il a mis en œuvre une campagne participative afin de sortir de son entre-soi associatif et de prouver qu'il était en capacité de mobiliser des « vrais » jeunes, dans un contexte où les organisations de représentation sont de plus en plus délégitimées car perçues comme des vases clos, détachées de la réalité du terrain et ne représentant qu'une infime partie de la jeunesse.

Cette campagne a été une réussite à certains égards. En effet, les acteurs qui menaçaient de quitter la structure ont choisi de participer à sa transformation et sont pour la plupart satisfaits des changements opérés dans la gestion du Forum. En outre, le FFJ a eu des échanges constructifs avec l'équipe du nouveau Président Emmanuel Macron, qui a semblé réceptive à ses diverses propositions et a même témoigné de son intérêt de voir la future organisation politique jeune de « La République en Marche » intégrer le Forum. Malgré tout, l'absence d'un ministère dédié à la jeunesse amène le FFJ à être prudent. De fait, le rattachement de la compétence jeunesse au ministère de l'Éducation nationale laisse entendre que la vision de la jeunesse de la nouvelle équipe gouvernementale n'est pas la même que celle de François Hollande. Nous pouvons donc nous demander en tout état de cause si le FFJ, qui a bénéficié d'une structure d'opportunité politique favorable à sa création et qui a parfaitement incarné en un sens le discours de la « Priorité Jeunesse » du précédent quinquennat, ne risque pas de mourir en même temps que son instigateur.

Si la campagne « Les Jeunes font la Présidentielle » a connu des réussites, elle a également rencontré différents obstacles. En effet, le Forum a eu de grandes difficultés à mobiliser une partie de ses membres pour relayer sa campagne. Cela s'explique pour trois raisons : tout d'abord, la communication du FFJ venait parasiter les campagnes de ses organisations, dans un contexte où la lutte pour la visibilité médiatique est à son apogée.

En outre, le positionnement consensuel du Forum était difficile à assumer pour une partie de ses membres (notamment les plus politisés). Enfin, certains adhérents du FFJ (telles que les organisations apolitiques ou apolitiques) n'ont pas pu s'investir car la stratégie de campagne du Forum, qui a choisi de ne pas considérer le Front National comme un interlocuteur, allait à l'encontre de leur charte et les excluait de fait de cette dynamique.

Le traitement réservé au Front National et les freins rencontrés par le Forum Français de la Jeunesse au cours de cette campagne sont symptomatiques de la difficulté du FFJ à exister et à prospérer comme groupe d'intérêt, et non pas uniquement comme forum. En effet, l'incapacité du Forum à définir son rôle et son périmètre de parole (le FFJ est-il légitime à représenter l'ensemble de la jeunesse ? doit-il être simplement le porte-parole des organisations de jeunes qui le composent ?), sa difficulté à produire un réel consensus en son sein, ainsi que les rivalités qu'il attise (de la part de ses membres et des autres organisations de représentation de la jeunesse au niveau national) ralentissent son développement de manière considérable. Enfin, l'aptitude du FFJ à produire un plaidoyer efficace et à structurer une parole forte dans l'espace public est également mise à mal par l'inertie d'une partie de ce collectif, qui peine à se rendre disponible pour faire vivre la structure.

Le Forum Français de la Jeunesse et l'imaginaire de l'intérêt général

Dans son article sur les conseils d'enfants et de jeunes (2014), Pierre-Yves Chiron dresse le constat que ces conseils, qui sont souvent fortement institutionnalisés, ne conduisent pas à la repolitisation de l'ensemble de la jeunesse à l'échelle d'un territoire. En effet, ces derniers fonctionnent généralement en autarcie, « *sans effectuer un aller-retour vers les jeunes du territoire pour appréhender les besoins, les attentes, les problématiques auxquelles apporter une réponse* ». ¹⁸⁶ En cela, ils peuvent donner de l'extérieur « *l'amer sentiment d'une institution supplémentaire, qui fonctionne sans être à l'écoute des jeunes du territoire, et qui confisque la capacité à décider des projets et des budgets qui les accompagnent, une institution représentative d'une élite de la jeunesse locale.* » ¹⁸⁷

¹⁸⁶ CHIRON, Pierre-Yves, « Les objectifs annoncés des Conseils d'Enfants et de Jeunes à l'épreuve des faits. L'exemple d'un Conseil de Jeunes dans une grande ville de l'Ouest de la France », p. 187-205, dans BECQUET, Valérie (coord.), *Jeunes engagés*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p.

¹⁸⁷ Ibid., voir p. 199

Parce qu'ils ont tendance à se couper des autres jeunes, les conseils peuvent donc – contrairement à leur objectif de départ – provoquer un renforcement de la dépolitisation d'une grande majorité des jeunes du territoire par la perception d'une confiscation de la décision politique par une minorité. L'auteur nous avertit également sur la capacité de ces conseils et de ce genre d'entreprises de représentation à s'approprier la notion d'intérêt général. En effet, dans le cas de la mise en œuvre des conseils d'enfants et de jeunes, l'intérêt général semble être une évidence, il n'est pas questionné. Pierre-Yves Chiron évoque « *la reconduction d'une confusion entre représentation et intérêt général, la première notion pouvant impliquer dans les représentations collectives un automatisme de la seconde* »¹⁸⁸.

Cette analyse doit nous interpeller sur les objectifs portés par un espace de représentation comme le Forum Français de la Jeunesse, mais aussi sur les risques que peut engendrer l'existence d'un tel acteur. En effet, comme pour tout système de représentation, il faut s'interroger sur l'aptitude réelle du Forum à entendre les besoins des jeunes, à porter leur parole dans les lieux de pouvoir, à agir conformément à leurs intérêts et à renforcer la capacité de tous les jeunes à s'exprimer et à s'engager, afin de ne pas tomber dans les mêmes travers que les conseils d'enfants et de jeunes observés par Chiron.

L'idée d'œuvrer pour « l'intérêt général » est très présente au sein du Forum Français de la Jeunesse. Espace de compromis entre des organisations de jeunes aux formes et aux sensibilités diverses, le FFJ laisse penser que les propositions qu'il porte ne sont pas partisans, qu'elles sont l'expression d'un consensus qui vise à défendre les intérêts de tous les jeunes et donc, qu'elles amélioreraient nécessairement les politiques publiques à destination de la jeunesse. Pourtant, nous avons vu tout au long de ce mémoire que cette capacité n'était pas toujours démontrée, et la validité de la notion d'« intérêt général » mériterait d'être elle-même questionnée, tant sa définition est malléable.

Néanmoins, cette notion, aussi contestable qu'elle puisse être, semble faire réellement sens pour celles et ceux qui s'investissent quotidiennement au sein du Forum. Cet imaginaire, voire cet idéal, agit comme un moteur pour les représentants du FFJ. C'est parce que les bénévoles et l'équipe salariale du Forum Français de la Jeunesse croient en ce projet, c'est parce qu'ils sont animés à l'idée de faire mieux que leurs aînés en dépassant leurs clivages partisans et

¹⁸⁸ Ibid., voir p. 200

leurs intérêts particuliers dans l'intérêt général de la jeunesse, qu'ils trouvent les ressources pour agir.

Par ailleurs, le risque de l'autarcie décrit par Pierre-Yves Chiron est également un phénomène qui s'observe au sein du FFJ. Et celui-ci y est d'autant plus fort que l'organisation est une superstructure associative nationale, qui ne met en relation que des dirigeants associatifs entre eux. Nous avons évoqué au cours de ce mémoire l'entre-soi et l'élitisme des membres du Forum : nous avons vu que les mécanismes de sélection et de reproduction sociale à l'œuvre tendent à éloigner les porte-paroles du public qu'ils ont pourtant prétention à représenter.

En ce sens, la démarche d'ouverture initiée par le Forum Français de la Jeunesse dans l'élaboration de sa campagne participative et citoyenne « Les Jeunes font la Présidentielle » aura eu le mérite d'entamer la réconciliation de ce dernier avec le terrain de l'éducation populaire, et les représentants des organisations du Forum ont d'ailleurs tous exprimé leur volonté de poursuivre dans cette dynamique.

Bibliographie

Ouvrages

BECQUET, Valérie, *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p.

BECQUET Valérie, LONCLE Patricia et VAN DE VELDE Cécile (dir.), *Politiques de jeunesse : le grand malentendu*, Champ social, 2012, 244 p.

CEFAÏ, Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques » in : *Réseaux*, volume 14, n°75, 1996, p. 43-66

COURTY, Guillaume, *Les groupes d'intérêt*, Paris, éd. La Découverte, coll. Repères-Sciences politiques, 2006, 128 p.

GALLAND, Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2011, 256 p.

GALLAND Olivier et ROUDET Bernard (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, *La Documentation Française*, coll. « Hors collection », 2012, 276 p.

GOFFMAN, Erving, *La Présentation de soi. La Mise en scène de la vie quotidienne I*, collection Le sens commun, 1973, 256 p.

GROSSMAN Emiliano et SAURUGGER Sabine, *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., coll. « U », 2012, 296 p.

KRIEG-PLANQUE, Alice, *Analyser les discours institutionnels*, Armand Colin, 2012, 238 p.

NEVEU, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. « Repères Sociologie », Paris, 2015, 128 p., 6e édition

OFFERLÉ Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 2^e éd., 1998, 158 p.

Articles scientifiques

BAILLOT, Hélène, « La carrière du plaidoyer au sein de Jubilé USA : controverses et (re)définition des « bonnes pratiques » militantes », *Critique internationale*, vol. 67, no. 2, 2015, p. 33-49

CHIRON, Pierre-Yves, « Les objectifs annoncés des Conseils d'Enfants et de Jeunes à l'épreuve des faits. L'exemple d'un Conseil de Jeunes dans une grande ville de l'Ouest de la France », p. 187-205, dans BECQUET, Valérie (coord.), *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p.

- GAUTIER, Claude, « La représentation chez Pierre Bourdieu : de la délégation comme décision à la délégation comme dépossession – hypothèses de lecture », *Cités*, n° 51, 2012, p. 65-77
- GALLAND, Olivier, « Précarité et entrées dans la vie », in *Revue française de sociologie*, 25-1, 1984, p. 49-66
- GALLAND, Olivier, « Une polarisation de la jeunesse française », in *Revue de l'OFCE*, n°72, 2000, p. 221-228
- GALLAND, Olivier, « Adolescence, post-adolescence, jeunesse : retour sur quelques interprétations », *Revue française de sociologie*, Vol. 42, No. 4, 2001, p. 611-640
- GARRIC Nathalie et L'ÉGLISE Isabelle, « Analyser le discours d'expert et d'expertise. », *Discours d'experts et d'expertise*, Peter Lang, 2012, p.1-16
- GIRAUD B., MISCHI J., PENISSAT E., 2015. « Que portent les porte-parole ? », *Agone*, n° 56, p. 7-12
- GRATACAP, Olivier, « De la prise d'initiative à l'institutionnalisation de l'initiative jeunesse », p. 169-185, dans BECQUET, Valérie (coord.), *Jeunesses engagées*, Editions Syllepse, coll. « Germe », 2014, 225 p.
- GROSSMAN E., SAURUGGER S., 2006, « Les groupes d'intérêt au secours de la démocratie ? », *Revue française de science politique*, Vol. 56, p. 299-321
- HASSENTEUFEL, Patrick, « Chronique politique - Les groupes d'intérêt dans l'action publique : l'État en interaction », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°74, 74 - Les juges, p. 155-168
- HASSENTEUFEL, Patrick, « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, vol. 157, no. 1, 2010, p. 50-58
- LE BART, Christian, « L'analyse des livres politiques. Les présidentiables de 2007 face à l'exigence de proximité », *Questions de communication*, Université de Metz, n°15, 2009, p. 323-344
- Le Comité Éditorial, « Militantismes institutionnels », *Politix*, vol. 70, no. 2, 2005, p. 3-6
- LE NAOUR, Gwenola, « Entrer dans l'action publique en la contestant. Quand la lutte des usagers de drogues devient solubles dans la politique marseillaise de lutte contre le sida et la toxicomanie », *Politix*, vol. 70, no. 2, 2005, p. 9-28
- LONCLE, Patricia, « Jeunes et politiques publiques : des décalages croissants », *Agora débats/jeunesses* 2013/2, n°64, p. 7-18
- MAUGER, Gérard, « La jeunesse n'est qu'un mot. » A propos d'un entretien avec Pierre Bourdieu. In *Agora débats/jeunesses*, 26, 2001, p. 137-142

OLLION Étienne et SIMÉANT Johanna, « Le plaidoyer : internationales et usages locaux », *Critique internationale*, 2015/2 (N° 67), p. 9-15

PÉCHU, Cécile, « Répertoire d'action », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po « Références », 2009 p. 454-462

ROUDET, Bernard, « Qu'est-ce que la jeunesse ? », *Après-demain*, 4 (N ° 24, NF), 2012, p. 3-4

SAURUGGER S., 2002, « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire », *Revue française de science politique*, Vol. 52, p. 375-401

URFALINO, Philippe, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLV, 2007, N° 136, p. 47-70

Bibliographie méthodologique

BEAUD Stéphane et WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, La découverte, 4^e éd., 2010, 336 p.

GUIONNET Christine et RÉTIF Sophie. (dir.), *Exploiter les difficultés méthodologiques. Une ressource pour l'analyse en sciences sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Sociétés », 2015, 175 p.

SOULE, Bastien, « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. », *Recherches Qualitatives*, 27, 2007, p. 127-140

Sources

Articles de presse

GAVEAU, Claire, « Présidentielle 2017 : ouvriers, chômeurs, jeunes... Qui a voté quoi ? », *Rtl.fr*, le 25 avril 2017

GENDRON, Guillaume, « Quartiers populaires : Macron, chasseur de têtes », *Liberation.fr*, le 30 mars 2017

QUINAULT MAUPOIL, Tristan, « Les jeunes plébiscitent Le Pen et Mélenchon, les cadres votent Macron », *Lefigaro.fr*, le 24 avril 2017

SÉNÉCAT Adrien, VAUDANO Maxime et POMMIERS Eléa, « Le second tour de la présidentielle 2017 en 8 chiffres », *Lemonde.fr*, le 07 mai 2017

« Que sont les avis et les recommandations ? », *Viepublique.fr*, le 01 juillet 2013

« Loi Travail : des organisations de jeunesse appellent à un « rassemblement » le 9 mars », *Lesechos.fr*, le 01 mars 2016

AFP et la rédaction d'Europe 1, « Présidentielle : "2017, pas sans les jeunes", des organisations de jeunesse interpellent les candidats », *Europe1.fr*, le 09 mars 2017

« Age, diplôme, revenus... qui sont les abstentionnistes du second tour des législatives ? », *Franceculture.fr*, le 18 juin 2017

« Âge, nombre de femmes, professions : à quoi ressemble la nouvelle Assemblée nationale ? », *Europe1.fr*, le 19 juin 2017

Entretiens

Baptiste (homme, 25 ans, diplômé d'une école d'ingénieur, membre de l'association Jets d'Encre et ancien représentant au Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 11 mai 2017.

Julia (femme, 17 ans, élève en Terminale ES dans un lycée privé, représentante du Syndicat Général Lycéen (SGL) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 15 mai 2017.

Christelle (femme, 27 ans, diplômée d'un Master en Sciences humaines et sociales, représentante de l'association Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 16 mai 2017.

Hugo (homme, 25 ans, élève au sein d'une Grande école de la Fonction publique, représentant du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) et co-responsable du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 08 juillet 2017.

Yasmine (femme, 26 ans, diplômée d'un Master 1 en Gestion de projets de solidarité internationale et locale et salariée du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 10 mai 2017.

Nathan (homme, 26 ans, doctorant en science économique et représentant de l'association Animafac au Conseil du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 17 mai 2017.

Julien (homme, 29 ans, sans diplôme, représentant du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) et membre du Comité d'Animation du Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Pantin, le 25 mai 2017.

Dominique (Docteur en science politique, consultant dans une agence d'étude et de conseil ayant travaillé avec le Forum Français de la Jeunesse). Entretien réalisé à Paris, le 12 juin 2017.

Livre vert

Commission sur la politique de la jeunesse, *Livre vert*, La Documentation Française, 2009, 85 p.

Livre blanc

Forum Français de la Jeunesse, *Mettre la jeunesse au cœur de l'élection présidentielle*, Paris, 2016, 55 p.

Rapports

CATHELINÉAU François, MELLOTTÉE Laetitia, RIVAT Emmanuel, *Rapport d'évaluation de l'expérimentation APOJ : Développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes*, rapport réalisé par l'Agence Phare, 2017, 135 p.

Comité Interministériel de la Jeunesse, *Priorité Jeunesse*, 2013, 80 p.

LABADIE, Francine (dir.), *Inégalités entre jeunes sur fond de crise. Rapport de l'observatoire de la jeunesse*, Paris, La Documentation Française, 2012, 240 p.

NABLI Bélich et NAVES Marie-Cécile (avec la collaboration de KARAKACHIAN Alice), *Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes*, rapport France Stratégie, 2015, 82 p.

Sites Internet

<http://bousculelapolitique.fr/>

Site de campagne participatif du Forum Français de la Jeunesse. Consulté le 3 septembre 2017.

<http://forumfrancaisjeunesse.fr/>

Site du Forum Français de la Jeunesse.

Présentation de l'association, statuts officiels, instances et représentations institutionnelles du Forum Français de la Jeunesse. Regroupe les actualités du Forum (dont ses tribunes, communiqués de presse, interviews, etc.). Consulté le 3 septembre 2017.

Autres

DELPHY, Christine, « La non-mixité : une nécessité politique », texte publié par le *Collectif Les mots sont importants* sur son site web <http://lmsi.net/> le 21 avril. Ce texte, inédit sous forme écrite, a été exposé oralement le 8 mai 2006, à l'occasion de la Fête des 50 ans du *Monde diplomatique*

Entretien avec MÉTAILLIÉ Anne-Marie, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984. Ed. 1992 p.143-154

Fonds d'expérimentation pour la jeunesse du Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, *Note de présentation APOJ* « Développement d'organisations de jeunes dirigées par des jeunes », 2015, p. 40-48

Fonds d'expérimentation pour la jeunesse du Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative, *Appel à projets* « Développement des organisations de jeunes dirigées par des jeunes », 2014

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Organigramme des instances du Forum Français de la Jeunesse

Annexe 2 : Proposition n°52 du *Livre vert* de la Commission sur la politique de la jeunesse (2009)

Annexe 3 : Communiqué de presse sur la création du Forum Français de la Jeunesse

Annexe 4 : Communiqué de presse sur le lancement du Forum Français de la Jeunesse

Annexe 5 : Les représentations du Forum Français de la Jeunesse

Annexe 6 : La composition du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ)

Annexe 7 : Communiqué de presse du Forum Français de la Jeunesse en réaction au projet de Loi Travail

Annexe 8 : Notes prises durant la passation « Communication » de l'ancienne Déléguée Générale du Forum Français de la Jeunesse

Annexe 9 : Extrait du compte-rendu du Conseil du 06 décembre 2016

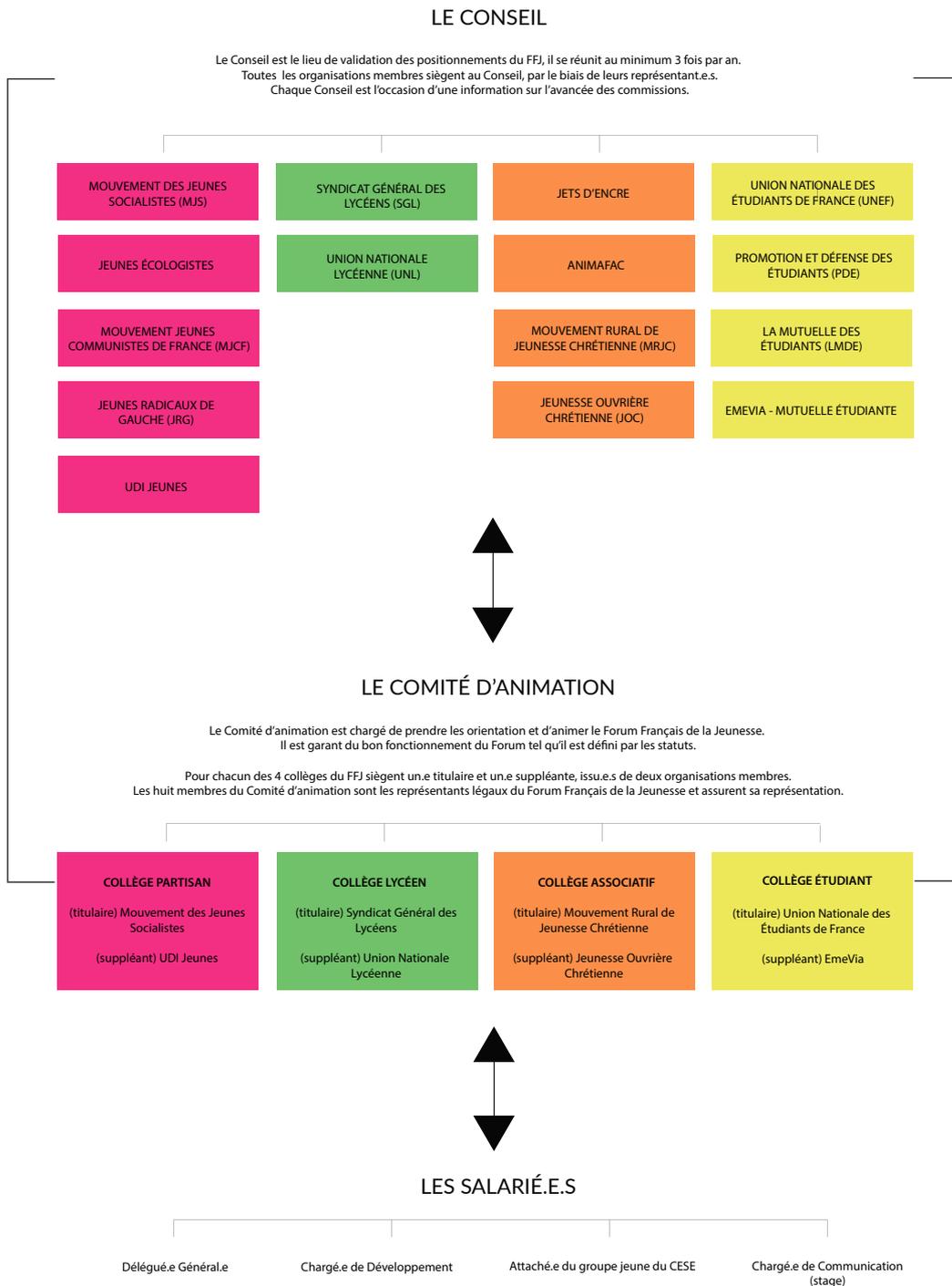
Annexe 10 : Les statuts officiels du Forum Français de la Jeunesse

Annexe 11 : Communiqué de presse du Forum Français de la Jeunesse « La Jeunesse absente du gouvernement, pour nous c'est non ! »

Annexes

Annexe 1 : Organigramme des instances du Forum Français de la Jeunesse

L'organigramme du Forum Français de la Jeunesse



Annexe 2 : Proposition n°52 du Livre vert de la Commission sur la politique de la jeunesse (2009)

Proposition 52 : Transformer les modes de représentation des jeunes

Les jeunes sont divers, mais peu, mal représentés et peu souvent consultés sur les grands enjeux de société et sur ce qui les concerne directement. Les instances de consultations développées au plan national et local doivent être organisées de telle manière que la parole des jeunes soit utile au processus de décision.

Il est proposé de créer sur le modèle du conseil économique et social et environnemental un conseil représentatif de la jeunesse, assurant une représentation de l'ensemble des sensibilités des jeunes (étudiants, salariés, apprentis, militants associatifs, jeunes en parcours d'insertion, lycéens, membres des conseils locaux de la jeunesse, etc...) en lui donnant des moyens réels de travail.

Ce conseil représentatif viendrait remplacer l'actuel Conseil national de la jeunesse pour en faire un organisme indépendant du gouvernement produisant sa propre expertise, le cas échéant, sur la base de saisine gouvernementale, mais avec une possibilité d'auto-saisine et un pouvoir d'interrogation des membres du gouvernement (sur le modèle des questions écrites du Parlement), voire d'audition des administrations.

Il serait consulté sur la loi de programmation de la jeunesse et sur le suivi de son application.

Il convient ainsi que sa composition soit resserrée et déterminée de façon à assurer une représentation de toutes les composantes de la société civile organisée qui sont impliquées dans la prise en compte des problématiques de la jeunesse. Sa composition devra également s'attacher à assurer la participation de jeunes habituellement exclus ou peu représentés.

Ce Conseil pourrait établir des liens avec le Conseil Economique et Social Environnemental, qu'il pourrait notamment saisir, mais ne doit pas se fondre dans cette institution, dans laquelle le poids de la représentation des jeunes, dans l'ensemble des sections actuelles, devrait également être développé sur la base des recommandations du récent rapport de Jean Dominique Chertier. L'option de constitution d'un groupe « jeunes » autonome au CESE est en revanche largement rejetée. Cette logique de renforcement de la représentation des jeunes doit également prévaloir au sein des CESE Régionaux.

Ce Conseil devrait disposer de moyens propres pour développer son expertise et renforcer l'implication des jeunes dans la détermination des politiques qui les concernent. C'est la raison pour laquelle l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) pourrait assurer le secrétariat de ce nouveau conseil. Le Conseil représentatif pourrait notamment saisir l'INJEP de demande d'expertise (au même titre que le gouvernement et le Parlement) ainsi que pour l'accompagnement du conseil dans l'organisation de ses travaux en tirant profit des méthodes et outils de l'éducation populaire.

L'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire serait ainsi conforté dans son rôle de centre d'expertise sur la jeunesse, sur lequel le conseil représentatif de la jeunesse, les pouvoirs publics et les acteurs de l'éducation populaire pourront s'appuyer.

Au plan local, les collectivités territoriales sont invitées à développer des outils de consultation de la jeunesse en s'appuyant sur les nombreuses expériences déjà menées à l'échelon communal, départemental ou régional. Outils d'éducation à la citoyenneté de leurs membres, ces conseils locaux devraient notamment associer les jeunes aux questions liées à leur environnement immédiat sur lequel ils souhaitent peser.

Annexe 3 : Communiqué de presse sur la création du Forum Français de la Jeunesse

19 organisations de jeunes créent le Forum Français de la Jeunesse !

Nous, organisations représentatives de jeunes, gérées et animées par des jeunes, prenons en main notre souhait de voir, en France, la jeunesse prendre la parole afin de faire avancer le débat public. Par-delà nos divergences, nous sommes convaincus que la jeunesse a une parole à apporter à notre société. Celle d'une génération qui a du mal à se faire une place dans le monde du travail et dans les divers lieux de représentation. La jeunesse devra assumer demain les choix d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous avons choisi de nous réunir pour travailler ensemble au sein d'une nouvelle assemblée : le Forum Français de la Jeunesse.

Notre initiative fait suite à l'échec du précédent Conseil National de la Jeunesse, qui a fini par être suspendu il y a quelques mois. Avec le Forum français de la Jeunesse, nous avons souhaité construire ensemble une assemblée autonome des pouvoirs publics, avec une composition permettant au FFJ de travailler efficacement et d'être le plus représentatif de la jeunesse. Dans le cadre du forum, la première base est celle des organisations de jeunes, qu'elles soient représentantes des étudiants, des lycéens ou des travailleurs, qu'elles soient associatives, mutualistes, partisanes ou syndicales. Notre diversité montre qu'au-delà des clivages, il existe pour nous un impératif démocratique à affirmer le rôle de la jeunesse dans notre société. Nous ne pouvons pas nous satisfaire du manque de dialogue entre les jeunes et les pouvoirs publics. Nous ne pouvons pas nous contenter de voir descendre les jeunes dans la rue alors que les urnes sont si peu remplies.

Dans ce contexte, le Forum Français de la Jeunesse se veut un espace d'échange et de travail sur l'ensemble des enjeux que traverse notre société : emploi, formation, citoyenneté, environnement... Nous avons le souhait que ce travail puisse être utile à l'ensemble de notre société et que le FFJ puisse prendre sa place dans la définition des politiques publiques.

Alors que débute une nouvelle mandature, nous appelons de nos vœux de réels questionnements sur les enjeux qui intéressent les jeunes. Nous souhaitons que soit prise en compte la jeunesse comme période charnière. Aussi, nous invitons les partis politiques mais aussi toutes les institutions de notre pays à se tourner davantage vers les jeunes pour construire avec eux l'avenir.

Les signataires :



Annexe 4 : Communiqué de presse sur le lancement du Forum Français de la Jeunesse

COMMUNIQUE DE PRESSE – 22/06/2012

19 organisations de jeunes dirigées par des jeunes ont lancé le 20 Juin 2012 le FORUM FRANÇAIS DE LA JEUNESSE en présence de Valérie Fourneyron, ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative.

Pour lutter contre la faible présence des jeunes dans le débat public, 19 organisations de jeunes ont lancé ce mercredi 20 juin le Forum Français de la Jeunesse en présence de Valérie Fourneyron, ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative.

Le Forum Français de la Jeunesse doit permettre, à l'instar de nombreuses dynamiques existantes dans d'autres pays européens, de construire un espace autonome d'expression de la jeunesse en France qui soit reconnu par les pouvoirs publics.

Regroupant des organisations de natures et de sensibilités diverses, le Forum Français de la Jeunesse rassemble aussi bien des organisations représentatives étudiantes et lycéennes, des associations, les mutuelles étudiantes que les principaux mouvements de jeunesse politique.

Ce mercredi 20 juin, ces organisations ont présenté à Valérie Fourneyron, ministre des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative leur [premier rapport sur la représentation des jeunes en France](#).

Ce rapport insiste notamment sur la nécessité de limiter les mandats dans le nombre et la durée, et ce pour toutes les organisations qu'elles soient associatives, politiques, économiques, sociales ou syndicales. Il plaide également pour la reconnaissance du Forum Français de la Jeunesse par les instances publiques et politiques.

A cette occasion, Valérie Fourneyron a salué le lancement de cette « *très belle initiative* ». Rappelant que le président de la République a fait de la jeunesse une priorité, la ministre a souhaité apporter son soutien au Forum Français de la Jeunesse autour de 5 axes :

- Accompagner les réflexions du Forum ;
- Aider à sa structuration en s'inspirant des exemples européens et du Forum Européens de la Jeunesse ;
- Solliciter le Forum Français de la Jeunesse sur la construction de nouvelles politiques publiques ;
- Faciliter les relations du Forum avec les autres ministères ;
- Soutenir l'engagement des jeunes et la structuration des organisations de jeunes.

La ministre a ensuite exprimé son objectif de mettre en œuvre une politique transversale, interministérielle et partenariale pour faire en sorte que les jeunes "vivent mieux en 2017 qu'en 2012".

Les 19 organisations composant le Forum Français de la Jeunesse se retrouveront désormais à la rentrée de septembre pour débiter un cycle de travail et de réflexion.

Le Forum Français de la Jeunesse est actuellement composé de :

Animafac, Association des Elus et de la Vie Lycéenne (AEVL), EMEVIA, Fédération des Associations Généralistes Étudiantes (FAGE), Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), La Mutuelle Des Étudiants (LMDE), Les Jeunes Centristes, Les Jeunes Ecologistes, Les Jeunes Populaires, Les Jeunes Radicaux, Les Jeunes Radicaux de Gauche (JRG), Mouvement des Étudiants (MET), Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF), Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS), Mouvement Rurale de la Jeunesse Chrétienne (MRJC), Promotion et Défense des Étudiants (PDE), Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), Union Nationale Inter-universitaire-Lycée (UNI-Lycée), Union Nationale des Lycéens (UNL).

CONTACTS PRESSE : Gwendal Ropars – gwendal.ropars@joc.asso.fr – 01 49 97 00 24 – 06 72 63 46 29
Jean-Michel ONILLON – presse@animafac.net – 09 73 87 22 31 – 06 50 82 38 30
Hélène PERROUD – h.perroud@mrjc.org – 01 42 27 74 18

Annexe 5 : Les représentations du Forum Français de la Jeunesse

<p>Ministères et administrations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comité Permanent de la Mobilité Européenne et Internationale - Comité de pilotage du Programme d'Investissements d'Avenir – Action « Projets innovants en faveur de la jeunesse » - Comité de pilotage stratégique de la Garantie Européenne pour la Jeunesse - Comité national de suivi du programme national du Fonds Social Européen - Comité scientifique d'évaluation de la Garantie Jeunes - Comité de pilotage de l'évaluation des politiques publiques en matière de mobilité européenne et internationale des jeunes - Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ)
<p>Institutions</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil d'orientation de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) - Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) - Groupe des Organisations Étudiantes et Mouvement de Jeunesse du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) - Comité national de suivi Erasmus +, Agence Nationale Erasmus + - Comité de pilotage de l'expérimentation IVO4ALL - Instance du Haut Conseil, Haut Conseil à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes - Conseil scientifique et d'orientation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)
<p>Partenaires associatifs et structures de jeunesse</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Groupe National de Travail sur le Dialogue Structuré, Cnajep - Commission Europe et International, Cnajep - Comité de pilotage du Collectif pour un Big Bang des politiques jeunesse - Membre du Collectif Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant (AEDE)

Annexe 6 : La composition du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ)

Le Conseil, dans sa formation plénière, est composé de 79 membres et de son Président. Il comprend également deux commissions thématiques chargées respectivement de l'éducation populaire (35 membres) et de l'insertion des jeunes (40 membres).

Le Conseil comporte huit collèges dans sa formation plénière :

- État ;
- collectivités territoriales ;
- jeunes et organisations de jeunesse ;
- associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire ;
- insertion des jeunes ;
- partenaires sociaux ;
- membres associés ;
- personnalités qualifiées.

Le Conseil fonctionne donc sous la forme de cinq « formations pérennes ».

Enfin, le Conseil, dans ses différentes composantes, a la faculté de créer différentes commissions thématiques (groupes de travail).

La composition du Conseil

Dans chacune des formations, contribuent aux travaux du Conseil, des membres de droit (siégeant en vertu de leur fonction) et des membres nommément désignés par arrêté du ministre chargé de la jeunesse sur proposition de leurs organisations.

Les membres de droit du COJ sont les suivants, par ordre d'apparition dans le décret :

- Le délégué interministériel à la jeunesse, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative ;
- Les ministres chargés respectivement des affaires sociales, de la culture, de la défense, de l'éducation nationale, de l'emploi, de l'enseignement supérieur, de l'intérieur, de la jeunesse, de la justice, du logement, de l'outre-mer, de la santé et de la ville ;
- Le président du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse du Conseil économique, social et environnemental (CESE) ;
- Le délégué ministériel aux missions locales (DMML) ;
- Le président de l'association « Union nationale de l'information jeunesse » (UNIJ) ;
- Le président du réseau des Ecoles de la deuxième chance (RE2C) ;
- Le haut-commissaire à l'engagement civique ;
- Le président de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) ;
- Le président de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ;
- Le président de la Mutualité sociale agricole (MSA) ;
- Le président de l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (UNCCAS) ;
- Le président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) ;

Soit 24 membres de droit.

Les autres membres ont été désignés nommément par arrêtés du ministre chargé de la jeunesse en date du 25 janvier 2017

La composition du bureau

- M. Simon Besnard, président du COJ
- M. Daniel Frédout, président de la commission Education Populaire ;
- Mme Hélène Grimbelle, vice-présidente de la commission Education Populaire ;
- M. Antoine Dulin, président de la commission Insertion des Jeunes ;
- Mme Sandrine Charnoz, vice-présidente de la commission Insertion des Jeunes ;
- M. Jean-Benoît Dujol, Délégué interministériel à la jeunesse ;
- M. Jean-Marc Seijo-Lopez, Délégué ministériel aux missions locales.
- Mme Christelle Barassi assure les fonctions de Secrétaire générale du Conseil.

La composition de la commission « Éducation populaire »

Collège	Nombre de membres	Noms/fonction des membres
Etat	5	Délégué interministériel à la jeunesse et représentants des ministères : des affaires sociales, de l'éducation nationale, de la culture, de la ville
Collectivités territoriales	3	ARF : Mme ROQUE (T) / M. NEUGNOT (S) ADF : M. MALBO (T) / Mme DUMONTET (S) AMF : Mme BERTAIL (T) / M. MOLINOZ (S)
Jeunes et organisations	2	CNAJEP : M. GAUTIER (T) / Mme FERRERONS (S) FFJ : Mme BRETAUDEAU (T) / M. MOUNAL (S)
Associations et mouvements jeunesse	6	CNAJEP : Mmes CARAYON et PEQUERUL, M. FREDOUT (T) Mme BERTRAND et MM BOUCHER et PAIRAULT (S) FFJ : Mme GRIMBELLE et MM LEGAUT et PRADIER (T) Mmes BIRON et RECCHIA, M. PENICAUD (S)
Insertion des jeunes	2	Président de l'UNIJ : M. GRESILLON UNML : M. GILLE (T) / Mme OGET (S)

Partenaires sociaux	11	CGT-FO : M. AOUIZERAT (T) / Mme MONES (S) CFTC : M. DJORDJEVIC (T) / Mme HODEL (S) CFE-CGC : M. MARTIN (T) / Mme VERNUDACHI (S) CFDT : Mme MININ (T) / M. DESOIGNIES (S) CGT : M. LE NEZET (T) / Mme GOMES (S) UNSA : Mme BAGGIO (T) / M. ADAM (S) FSU : M. BOURRY (T) / Mme SEBILLE (S) Solidaires : Mme NGO (T) / M. ENJALRAN (S) U2P : Mme AKAKPO (T) / M. PINEAU (S) MEDEF : Mme MICOUIN (T) / M. INGARGIOLA (S) CGPME : Mme VALLART-ROSSI (T) / M. DU PEAGE (S)
Membres associés	4	Président CNAF : M. DEROUSSEN Présidente UNAF : Mme BLANC FCPE : M. LE NIGER (T) / Mme DURAND (S) PEEP : Mme ASSIE (T) / M. ZAMECZKOWSKI (S)
Personnalités qualifiées	2	Patricia LONCLE et Mathieu CAHN
TOTAL	35	T = titulaire / S = suppléant

La composition de la commission « Insertion des jeunes »

Collège	Nombre de membres	Noms/fonction des membres
Etat	5	Délégué interministériel à la jeunesse et représentants des ministères : de l'emploi, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et des affaires sociales
Collectivités territoriales	3	ARF : M. NASROU (T) / Mme SCHALCK (S) ADF : M. ROSSI (T) / Mme AZEVEDO (S) AMF : Mme TAILLEBOIS (T) / M. PAWELEC (S)
Jeunes et organisations	5	FFJ : Mme LUCE (T) / M. LECOINTE (S) CNAJEP : M. VEYRAT (T) / Mme GAUMONT (S) Usagers des missions locales : Mme PAILLET et M. OLLIVIER (T) / Mme REPESSÉ et M. VAN RYSSSELBERGHE (S) Apprentis : Mme DUARTE (T) / M. CADIOU (S)
Associations et mouvements jeunesse	2	CNAJEP : M. FREDOUT (T) / Mme BERTRAND (S) Mouvement associatif : Mme GRIMBELLE (T) / M. PENICAUD

Insertion des jeunes	10	<p>Représentants des missions locales : Mmes CHARNOZ et OGET, MM FOURNET et GILLE (T) / Mmes FIARD et LUCAS, MM DAVID-BROCHEN et PINEAU (S)</p> <p>Directeurs de mission locale : Mme JEANNE (T) / M. BRETEL (S)</p> <p>Délégué interministériel aux missions locales : M. SEJO-LOPEZ</p> <p>Représentants de Pôle emploi : Mme GORGES et M. ROBINEAU (T) / Mme BERGER et M. JAUNEAU (S)</p> <p>Président de l'UNIJ : M. GRESILLON</p> <p>Président du réseau des Ecoles de la 2^{ème} chance : M. SCHAJER</p>
Partenaires sociaux	8	<p>CGT-FO : M. AOUIZERAT (T) / Mme MONES (S)</p> <p>CFTC : M. DJORDJEVIC (T) / Mme HODEL (S)</p> <p>CGT : M. LE NEZET (T) / Mme GOMES (S)</p> <p>CFDT : Mme MININ (T) / M. DESOIGNIES (S)</p> <p>CFE-CGC : M. MARTIN (T) / Mme VERNUDACHI (S)</p> <p>U2P : Mme AKAKPO (T) / M. PINEAU (S)</p> <p>MEDEF : Mme MICOIN (T) / M. INGARGIOLA (S)</p> <p>CGPME : Mme VALLART-ROSSI (T) / M. DENIS DU PEAGE (S)</p>
Membres associés	4	<p>Président CNAF : M. DEROUSSEN</p> <p>Président CNAMTS : M. GARDEY</p> <p>Président MSA : M. CORMERY</p> <p>Présidente UNCCAS : Mme MARTINAUX</p>
Personnalités qualifiées	3	Claire THOURY, Antoine DULIN et Jérôme GAUTIE
TOTAL	40	T = titulaire / S = suppléant

Annexe 7 : Communiqué de presse du Forum Français de la Jeunesse en réaction au projet de Loi Travail



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jeudi 10 mars 2016

Un ras-le-bol générationnel !

Depuis plusieurs années, les jeunes subissent particulièrement les conséquences d'une crise économique, sociale et démocratique d'ampleur. Un.e jeune sur cinq vit actuellement sous le seuil de pauvreté et plus de la moitié des personnes pauvres en France a moins de 30 ans. L'avenir qui nous est dessiné est le réchauffement climatique, le chômage, la crise, la difficulté à se loger, les inégalités, la guerre, etc.

Les jeunes ne vivent pas mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans et la place qui nous est accordée n'a pas profondément changé. Lorsque notre société est remise en cause, l'habitude reste de s'interroger sur la mobilisation des jeunes comme si nous étions responsables de tous les maux. Les politiques mises en place ne sont pas pensées ni construites avec les jeunes.

Les jeunes se trouvent dans une impasse : on voudrait leur faire porter la responsabilité des maux de la société alors qu'ils en sont les premières victimes. Un.e jeune sur quatre est au chômage, 34 % des actifs de 15 à 29 ans ont un emploi précaire et 1,9 millions de jeunes sont ni en emploi ni en formation. Pour lutter contre ce sombre tableau, les jeunes ont besoin de retrouver du sens, d'avoir une place à part entière dans la société, d'être autonomes et de construire leurs parcours en toute sécurité.

L'action du Gouvernement a permis quelques avancées, mais c'est encore très insuffisant. Nous ne voulons plus de mesures spécifiques et stigmatisantes, empilées les unes aux autres, nous revendiquons un droit universel pour toute une génération. Nous attendons une politique d'ampleur, prenant en compte chacun.e d'entre nous et la complexité de nos situations. Nous voulons pouvoir construire nos parcours professionnels et personnels dignement. S'il incombe à l'Etat de renforcer les cadres sécurisants d'accès à l'emploi, les annonces du Gouvernement à travers le projet de loi travail n'y répondent pas.

Les organisations du Forum Français de la Jeunesse rappellent que « toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage¹ ». Le FFJ porte des propositions incontournables permettant à chaque jeune de pouvoir répondre à ses aspirations :

- **Renforcer le droit à la formation tout au long de la vie** en faisant évoluer le compte personnel de formation vers un capital dont chacun.e disposerait, lui assurant un volume minimal de formation. Ceci permettant à toute personne de l'utiliser lors de ses études, d'accéder à une formation dans le cadre professionnel ou de reprendre des études.

¹ Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, article 23 - 1, Assemblée Générale des Nations Unies, 1948

- **Instaurer une formation aux droits du travail et sociaux à destination de tous les jeunes, dès la 3^{ème} et jusqu'à la fin des études supérieures** afin de leur accorder les outils nécessaires à leur autonomie et une insertion professionnelle de qualité. Elle doit permettre à chaque jeune de connaître ses droits en tant que travailleur, les structures publiques qui peuvent l'accompagner, ses droits principaux liés à la santé ou au logement ou encore l'appuyer techniquement pour la réussite de son insertion.
- **Favoriser l'embauche des personnes, et notamment des jeunes, en Contrat à Durée Indéterminée (CDI)** en limitant le renouvellement des Contrats à Durée Déterminée (CDD) à deux CDD consécutifs dans une même entreprise, et en conditionnant les dispositifs d'aides publiques à l'emploi à une embauche en CDI.
- **Ouvrir le RSA socle aux jeunes de moins de 25 ans et la Prime d'activité aux apprenti.e.s et étudiant.e.s salarié.e.s touchant moins de 900 € par mois** afin qu'ils en bénéficient, dès la première heure travaillée, selon les mêmes critères que le reste de la population. Ceci doit être une étape vers la création d'un droit, pour tous les jeunes qui en ont besoin, à la formation, l'accompagnement et une aide financière vers l'insertion.

 www.forumfrancaisjeunesse.fr /  ForumFrancaisJeunesse /  FFJeunesse

Contact presse :

Mme Janie MORICE
06 75 33 94 44
jmorice@forumfrancaisjeunesse.fr

Annexe 8 : Notes prises durant la passation « Communication » de l'ancienne Déléguée Générale du Forum Français de la Jeunesse

Transmission Communication FFJ

Objectifs :

- (1) Mettre en place une trame pour la communication globale
- (2) Mettre en place une trame pour la communication de la campagne

Quel ton adopter ?

Actuellement : institutionnel sur le site du FFJ (à destination des partenaires et des institutions) et « jeune » sur les réseaux sociaux (tutoiement, GIF).

Quelle utilisation de Facebook et Twitter ?

Facebook : relai pour les articles, grosses actualités, contenus enrichis

-> Possibilité d'acheter des pubs sur Facebook pour lancer une grosse actualité

Twitter : relai pour les articles, fil d'actualité plus animé, plus quotidien

-> Suivre les organisations membres, les partenaires proches et éloignés, les médias/journalistes, les ministères, les associations...

-> Possibilité de contacter des journalistes sur Twitter mais priorité aux emails

-> Possibilité de retweeter des articles intéressants de temps à autres (priorité au décryptage) : penser à varier les médias pour que les diverses sensibilités soient représentées

-> On like les tweets des organisations du FFJ mais on ne retweete pas pour éviter de mettre en avant une organisation plutôt qu'une autre

Objectifs sur les réseaux sociaux :

-> Nécessité de renforcer les posts, particulièrement sur Facebook : démocratiser ce qui est fait par le FFJ

-> Objectif 1 post par jour sur Facebook et Twitter

-> Possibilité de personnaliser les comptes Facebook et Twitter en instaurant un RDV quotidien par exemple (« actu des membres », « présentation des acteurs du FFJ et du comité d'animation » avec photos + deux/trois informations)

-> Penser aux publications programmées pour les week-ends et les vacances

-> Création de comptes Instagram et/ou Snapchat pour la campagne ?

Sur le site du FFJ

-> Changer régulièrement la date des articles les + importants pour qu'ils restent en avant sur le site et publication d'une newsletter par mois

-> Mettre en avant la fonctionnalité de proposition d'article

Les médias

-> Développer les rencontres avec les médias

-> Diversifier les médias avec lesquels on a des contacts : prise de contact avec des médias jeunes

(*Madmoizelle, Neon, Society*)

Annexe 9 : Extrait du compte-rendu du Conseil du 06 décembre 2016

Sur la question de la remise du Livre Blanc au Front National

Plusieurs constats sont partagés. Plusieurs stratégies divergentes ont été évoquées.

Les principaux arguments contre :

- Peur que nos propositions soient reprises mais dénaturées. Potentiellement dangereux pour le FFJ ;
- Le FN n'est pas un parti comme les autres. Problème d'inscription dans le cadre républicain (racisme, xénophobie, agressions physiques et verbales – notamment à l'égard des militants de certaines organisations membres du Forum) ;
- Scepticisme sur l'intérêt d'aller porter les propositions du FFJ à un parti qui ne partage aucune de ses valeurs, sachant que l'on n'y gagnera rien. Potentielle perte de temps ;
- Ce serait donner du crédit à ce parti et participer à sa dédramatisation ;
- Ce n'est pas forcément être partisan que de ne pas leur parler, car on va porter le LB à des partis avec lesquels certaines organisations sont en désaccord et qui ne sont pas représentés par un mouvement jeune au sein du FFJ ;
- Problème de justification et d'acceptation au sein des organisations membres ;
- Le FFJ a été clair à sa création sur la question du FN ;
- Question d'affichage politique ;
- Pour la cohérence de notre position, on ne peut pas s'adresser à un parti qui ne partage pas nos valeurs de dialogue démocratique et de participation. Différence de valeurs au départ ne permettant pas de communiquer ensemble.

Les principaux arguments pour :

- Une organisation apaisante doit s'adresser à tous les partis ;
- Plus on s'adresse à des gens différents, plus on multiplie les chances que le message soit entendu, voire de convaincre ;
- Une bonne communication permet d'éviter le problème de la dénaturation de nos propositions, l'argument de la dénaturation ne doit pas être vu comme un problème, il se contre ;
- Permettra de montrer que nous avons essayé mais que le manque de dialogue et d'ouverture n'est pas de notre côté ;
- Cadre républicain : il y a des jeunes qui votent FN ;
- Cohérence : si on ne parle pas au FN, on ne touche pas les jeunes qui votent FN, on les laisse à l'écart. On s'écarte d'un pan des jeunes.

Bien entendu, chaque organisation peut, en son nom, trancher la question comme bon lui semble.

Vote : « Doit-on enlever le FN de la liste des candidat-e-s que nous rencontrerons pour la remise du Livre Blanc ? »

Pour : 9

Contre : 1

Abstention : 1

Annexe 10 : Les statuts officiels du Forum Français de la Jeunesse



STATUTS DU FORUM FRANÇAIS DE LA JEUNESSE

Article 1er

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre **Forum Français de la Jeunesse**.

Article 2

Ce Forum a pour objet **de permettre la représentation des jeunes par eux-mêmes au niveau national. Le Forum Français de la Jeunesse est un espace d'échange et de travail sur l'ensemble des enjeux qui traversent notre société.**

Article 3

Le **siège social** est fixé au 2 rue de la Paix, 93 500 Pantin (Seine-Saint-Denis) au sein des locaux du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne. Il pourra être transféré par simple décision du Conseil du Forum Français de la Jeunesse.

Article 4

Le forum se compose de 4 collèges ainsi composés :

- **Lycéen** : 3 organisations lycéennes, ayant obtenu le plus de voix cumulées lors des élections au Conseil Supérieur de l'Éducation.
- **Étudiant** : les 5 organisations étudiantes reconnues comme représentatives d'après l'article L 811-3 du code de l'éducation au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) et au Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) ainsi que les mutuelles étudiantes (dans la limite de deux).
- **Partisan** : 7 mouvements de jeunesse politique sur la base de la représentation cumulée à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Parlement européen.
- **Associatif** : 7 associations de jeunes dirigées par des jeunes. Sont exclues : les associations se présentant à des élections étudiantes ou professionnelles ainsi que les associations membres d'une fédération ou réseau déjà représenté au FFJ. Les associations doivent avoir au minimum deux ans d'existence. Si plus de 7 associations sont éligibles, le choix des associations siégeant au FFJ fera l'objet d'un vote du collège associatif.

Article 5

Admission

Pour siéger au Conseil du Forum Français de la Jeunesse, **toutes les organisations devront répondre à ces 3 critères** :

- Une gouvernance assurée de façon majoritaire par des jeunes : la moyenne d'âge de l'instance dirigeante (type conseil d'administration, commission exécutive...) doit être inférieure à 30 ans.
- Un fonctionnement démocratique : représentants de l'organisation élus par ses membres et règles de fonctionnement écrites (ex : statuts, règlement intérieur...)
- Une dimension « nationale » qui se traduit par la présence d'un délégué dans plus de la moitié des régions administratives.

Ces organisations devront par ailleurs être à jour de leur cotisation annuelle fixée par le Conseil du Forum Français de la Jeunesse.

Article 6

Représentation

Chaque organisation siégeant au Forum Français de la Jeunesse désigne deux représentants de son organisation, l'un titulaire et l'autre suppléant, qui pourront participer à l'ensemble des rencontres. Ces représentants devront avoir moins de 30 ans lors de leur entrée en mandat. Ils sont désignés par leur organisation pour un mandat annuel pouvant être renouvelé deux années.

Article 7

Perte de la qualité de représentant d'une organisation

La qualité de représentant d'une organisation qu'il soit titulaire ou suppléant se perd par :

- la démission adressée par écrit au Conseil du Forum Français de la Jeunesse,
- le décès,
- l'exclusion ou radiation, prononcées par le Conseil du Forum Français de la Jeunesse pour infraction aux statuts ou pour motif portant préjudice aux intérêts moraux et matériels du Forum Français de la Jeunesse. L'exclusion ou la radiation sont votés à la majorité des trois quarts des votants présents et demande pour être valide un quorum de la moitié des organisations membres. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Article 8

Conseil du Forum Français de la Jeunesse

Le Conseil est le lieu de validation des positionnements du Forum Français de la Jeunesse. Il est convoqué par le Comité d'animation au moins quinze jours francs en amont. Le positionnement du Forum Français de la Jeunesse est exprimé par des Avis présentés par des rapporteurs et réalisés au sein des commissions. Les Avis sont votés à la majorité des trois quarts des votants présents. Chaque organisation a une seule voix et ne peut pas faire de procuration. Le vote d'un Avis demande pour être valide un quorum de la moitié des organisations membres. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Le premier Conseil du Forum Français de la Jeunesse réuni chaque année en septembre aura pour objet la désignation du Comité d'animation et établira la mise en place des premières commissions de l'année chargées de formuler des Avis. Le Conseil se retrouvera au minimum trois fois par an. Chaque Conseil sera l'occasion d'une information sur l'avancée des commissions et la mise en place de nouvelles.

Article 9

Comité d'animation du Forum Français de la Jeunesse

Un Comité d'animation composé de deux représentants, représentants titulaires de deux organisations distinctes, de chaque collège (lycéen, étudiant, politique, associatif) assurera l'animation du Forum Français de la Jeunesse et sera renouvelé chaque année. Pour chaque collège, seront nommés un représentant titulaire et un représentant suppléant au Comité d'animation.

Chaque collège aura la responsabilité de désigner ses deux représentants. En cas de blocage, l'ancien Comité d'animation proposera des modalités de désignation au Conseil du Forum Français de la Jeunesse.

Ce Comité d'animation est garant du bon fonctionnement du Forum Français de la Jeunesse tel qu'il est défini par les statuts et un éventuel règlement intérieur. Les huit membres du Comité d'animation sont les représentants légaux du Forum Français de la Jeunesse, ils désignent en leur sein un trésorier. Le Comité d'animation assure la représentation du Forum Français de la Jeunesse et de ses Avis mais ne pourra prendre position au nom du celui-ci sans mandat du Conseil. Le Comité d'animation convoquera le Conseil du Forum Français de la Jeunesse et fera le choix des représentations du Forum Français de la Jeunesse. En cas de désaccord en interne du Comité, l'avis favorable des trois quarts des membres titulaires au Comité d'animation acte la décision.

En cas de vacance d'un des membres titulaires du Comité d'animation, le membre suppléant au Comité d'animation du collège dont est issu le représentant absent est chargé d'assurer son remplacement.

Article 10

Les commissions

Des commissions se chargeront du travail de recherche et d'élaboration de recommandations ou Avis. Le Conseil du Forum Français de la Jeunesse nommera pour chacune d'elle deux rapporteurs (un homme, une femme) chargés d'animer la commission et de présenter l'Avis devant le Conseil du Forum Français de la Jeunesse.

Pourront être associés à ces commissions toute structure pouvant apporter une contribution utile aux travaux des commissions.

Article 11

Les ressources du Forum Français de la jeunesse sont constituées par :

- les cotisations des membres,
- des subventions publiques ou privées,
- des donations et aides.

Article 12

Le rôle du trésorier

Le trésorier a la responsabilité de gérer le patrimoine financier du Forum Français de la Jeunesse. Il effectue les paiements, perçoit les sommes dues à l'association, encaisse les cotisations, prépare le compte de résultat et le bilan présentés lors du premier Conseil du Forum Français de la Jeunesse réuni chaque année en septembre où il rendra compte de sa mission.

Article 13

Conseil extraordinaire du Forum Français de la Jeunesse

Sur la demande de la moitié plus une des organisations membres ou du Comité d'animation, le Conseil extraordinaire du Forum Français est convoqué au moins quinze jours francs en amont. Dans le cadre d'un Conseil extraordinaire du Forum Français de la Jeunesse les statuts sont votés à la majorité des trois quarts des votants. Chaque organisation a une seule voix et ne peut pas faire de procuration. Le vote des statuts demande pour être valide un quorum de la moitié des organisations membres. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Article 14

Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents au Conseil extraordinaire du Forum Français de la Jeunesse, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Les présents statuts ont été approuvés en date du 6 décembre 2016 par le Conseil du Forum Français de la Jeunesse.

Annexe 11 : Communiqué de presse du Forum Français de la Jeunesse « La Jeunesse absente du gouvernement, pour nous c'est non ! »



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 19.05.17

La jeunesse absente du gouvernement, pour nous c'est non !

Le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) a pris acte de la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle. Il aura la tâche difficile de redonner de l'espoir à notre génération et de sortir la jeunesse de l'état de pauvreté et de précarité dans laquelle elle est enfermée.

Depuis près d'un an, le Forum Français de la Jeunesse a rédigé et promu un Livre blanc, remis aux candidats, pour mettre la jeunesse au cœur de l'élection présidentielle et du quinquennat qui débute. **Les jeunes doivent être entendus quand ils dénoncent les inégalités dont ils sont victimes et soutenus dans leurs engagements et dans la réalisation de leurs projets de vie.**

Après un quinquennat où la jeunesse était affichée par le gouvernement comme une priorité, le FFJ est très inquiet de l'absence d'un ministère dédié ou de quelque mention que ce soit à la jeunesse au sein du nouveau gouvernement. Cet « oubli » envoie un signal négatif quant à la politique qui sera menée durant le quinquennat. **Le Forum Français de la Jeunesse appelle ainsi le gouvernement à clarifier sa position sur la jeunesse et sur la manière dont il compte mettre en œuvre une politique ambitieuse pour cette dernière.**

Le Forum Français de la Jeunesse est prêt à travailler avec le gouvernement pour améliorer l'accès des jeunes à une formation de qualité, à un emploi digne et à une stabilité de vie. **Face à ces défis, il faut un interlocuteur à la jeunesse capable d'écouter les revendications de notre génération et d'impulser une politique à la hauteur des attentes des jeunes, des organisations de jeunes et de jeunesse.**

CONTACT PRESSE :

Milena Lebreton-Chebouba, Déléguée Générale du Forum Français de la Jeunesse
06 75 33 94 44 / mlebreton@forumfrancaisjeunesse.fr

Le Forum Français de la Jeunesse rassemble les 15 principales organisations nationales gérées et animées par des jeunes. Autonome des pouvoirs publics, ce Forum est un espace de représentation des jeunes par eux-mêmes mais aussi d'échange et de travail sur l'ensemble des enjeux de société qui touchent les jeunes.

Notre site : www.forumfrancaisjeunesse.fr / Facebook : [@ForumFrancaisJeunesse](https://www.facebook.com/ForumFrancaisJeunesse) / Twitter : [@FFJeunesse](https://twitter.com/FFJeunesse)



